

manifeste pour la non-violence

Pauline Boyer et Johann Naessens

MANIFESTE POUR LA NON-VIOLENCE

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38, rue Saint-Sabin – 75011 Paris/France

www.eclm.fr

Maison d'édition de la **Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme** (FPH), les Éditions Charles Léopold Mayer (ECLM) publient des ouvrages sur la transition écologique, économique et sociale. Elles accompagnent les acteurs de la transition afin qu'ils puissent développer, mettre en forme et diffuser leur plaidoyer par l'intermédiaire du livre. Association française à but non lucratif, les ECLM existent depuis 1995 et disposent de plus de 400 titres à leur catalogue. Elles publient aujourd'hui une dizaine de titres par an.

Les ECLM sont membres de la Coredem (communauté de sites ressources pour une démocratie mondiale : www.coredem.info) et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (www.alliance-editeurs.org).

Vous trouverez des compléments à cet ouvrage sur le site de la maison d'édition : www.eclm.fr

© Editions Charles Léopold Mayer 2022

Essai n° 247

ISBN : 978-2-84377-230-6

Mise en pages : La petite Manufacture – Delphine Mary

Conception graphique : Nicolas Pruvost

Les auteurs

Pauline Boyer est activiste climat écoféministe. Docteure en pharmacie et ingénieure des industries chimiques, elle quitte l'industrie pharmaceutique en 2015 pour devenir militante à temps plein du mouvement citoyen Alternatiba qui lutte pour la justice climatique et sociale. Elle y découvre la force de méthodes d'organisations efficaces et expérimente la non-violence par la pratique, au blocage du sommet pétrolier de Pau, au fond d'une mine de charbon à Ende Gelände ou en décrochant des portraits présidentiels dans les mairies. Passionnée, elle devient formatrice à l'action non-violente pour ANV-COP21, et commence à publier des articles sur les luttes citoyennes. Elle aborde l'écriture de ce livre comme une exploration de la non-violence, tisse des liens entre les enjeux actuels et partage son expérience de terrain riche de ses nombreuses interactions militantes.

Johann Naessens est coordinateur de l'association Non-Violence XXI. Il enseigne pendant huit ans avant de rejoindre l'association en 2016 afin de s'engager plus concrètement sur le terrain des luttes sociales et climatiques. Cette expérience lui permet d'approfondir ses connaissances sur les fondements de la non-violence et d'engager un travail de plaidoyer et de sensibilisation. En 2019, avec le soutien de José Bové, alors député européen, il réalise pour Non-Violence XXI la brochure « Pourquoi la non-violence est-elle révolutionnaire ? » dont l'objectif est de déconstruire les idées reçues sur la non-violence et d'illustrer son potentiel de transformation. Depuis, il organise de nombreuses

rencontres sur le thème de la non-violence et notamment sur la question de la stratégie de lutte la plus efficace. Il fait également partie du comité d'orientation de la revue « Alternatives Non-Violentes ».

Remerciements de Pauline Boyer

Du fond du cœur, je remercie Flavie Pérette, Jean-Paul Boyer, Élodie Nace et Gaïa Mugler pour leur soutien et leurs lectures critiques. Max Rademacher pour sa contribution, Léa Lecouple, Cécile Gillot, Marion Esnault et Nicolas Haeringer pour leurs retours éclairés. Damien Londiveau pour sa présence, Julie Ihler pour ses playlists et Renaud Verly pour son accueil au café le BB. Ma famille proche pour son amour, mes amies des Vosges et de Turinaz d'être toujours là et de me garder liée à mes racines. Massa Koné, Catalina Mesa, Txetx Etcheverry, Audrey Boehly et Pascale Reynaud pour leurs précieux témoignages.

Ce livre porte en lui le fruit d'expériences vécues et d'échanges avec des centaines de militantes extraordinaires sans qui il n'aurait pas pris corps. J'ai une immense gratitude envers vous, mes sœurs et frères de lutte, pour la force et l'inspiration que vous me donnez chaque jour.

Remerciements de Johann Naessens

Lucie, Manon, Lila pour m'aider, par leur amour inconditionnel et leurs sourires, à mettre les valeurs auxquelles je crois en adéquation avec mes actes. Ma mère, mon frère, et ma famille du Nord, qui m'ont permis de me construire malgré les épreuves. Mon père qui m'a permis de comprendre que l'amour et la conflictualité n'étaient pas anti-

nomiques. Et toutes celles et ceux qui ne sont plus là mais qui font définitivement partie de moi... Mes amis de la première heure, mes frères d'âme qui me permettent de me régénérer et de retrouver ma joie d'enfant. Toutes les personnes qui me nourrissent humainement et intellectuellement. Toutes les figures de paix et de non-violence qui m'inspirent jour après jour...

Écriture inclusive

Le langage façonne la pensée. La lecture aussi. Ce livre utilise les formulations de l'écriture inclusive, car elle constitue un outil de transformation des consciences.

Organisations associées à la diffusion et à la promotion

Alternatiba/Action Non-Violente COP21

Créés en 2013 et 2015, Alternatiba et ANV-COP21 sont deux mouvements citoyens pour le climat et la justice sociale qui visent l'émergence d'un mouvement de masse radical et populaire, non-violent et déterminé. Les alternatives pour lutter contre le dérèglement climatique existent (agriculture et alimentation, énergie, transport...). Elles permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de poser les bases d'une société plus désirable : coopération plutôt que compétition, etc. En plus de soutenir le développement massif des alternatives, nous nous opposons aux projets et aux politiques qui aggravent le dérèglement climatique. Avec notre réseau de 123 groupes locaux, nous faisons vivre

le slogan « Changeons le système, pas le climat ! » Rejoignez-nous! alternatiba.eu/agir

Les Amis de la Terre

Les Amis de la Terre France sont une association de protection de l'humain et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial – les Amis de la Terre International – présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux et de groupes affiliés autonomes, qui agissent selon leurs priorités et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

Bizi!

Né en 2009, Bizi! est un mouvement altermondialiste agissant au Pays Basque nord, dans le domaine de l'urgence climatique et écologique, par et pour la justice sociale. Il compte actuellement près de 700 adhérentes. Mouvement indépendant de tout parti politique et a fortiori des pouvoirs publics, l'objectif de Bizi! est de mener des actions et des mobilisations à la hauteur des enjeux cruciaux induits par l'urgence climatique, tout en rejetant toute stratégie clandestine ou action violente. Avec le lien entre défi climatique et justice sociale comme fil conducteur de ses activités, Bizi! milite pour une métamorphose écologique

et sociale concrète du Pays Basque nord et du monde. Entre plaidoyer auprès des élus, campagnes de sensibilisation, et actions de désobéissance civile, l'association mène un travail de fond et propose des alternatives et des solutions concrètes afin que soient enfin prises en Pays Basque nord les mesures concrètes et ambitieuses qu'exige l'urgence climatique.

CGLTE-OA

La Convergence Globale des Luttres pour la Terre, l'Eau et les Semences paysannes (CGLTE-AO), ouest-africaine, est une synergie des mouvements et organisations des quinze États de la Cédéao plus la Mauritanie, pour mener des actions collectives fondées sur des analyses et propositions communes déclinées dans leur déclaration et leur livret vert.

Greenpeace France

Greenpeace est une organisation internationale qui agit depuis 1971 selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement, le climat, la biodiversité et promouvoir la paix.

Depuis sa création, Greenpeace est fidèle à deux valeurs fondamentales : l'indépendance politique et financière, et la non-violence en toute circonstance, indissociable de notre détermination à agir. Greenpeace s'appuie sur un mouvement de citoyen·nes engagés, et un financement 100 % par les contributions de particuliers. En France, Greenpeace compte 240 000 adhérentes, près de 150 salariées et plus de 1 000 militantes bénévoles au sein des 32 groupes locaux

qui donnent de leur temps, leur expertise, leurs compétences et leur énergie au combat environnemental.

MAN

Mouvement non-violent de réflexions et d'actions né en 1974, le Mouvement pour une Alternative Non-violente est une fédération regroupant plus de 400 adhérent·es. Il a pour objectif de promouvoir la non-violence dans la résolution des conflits, dans la vie quotidienne, dans l'éducation et dans les luttes sociales et politiques et la stratégie non-violente pour une société de justice et de liberté. Les 20 groupes locaux sont rassemblés en réseaux thématiques : Solidarités Internationales et Intervention Civile de Paix, Tensions sociales, Éducation, Écologie qui mènent régulièrement des actions contre la publicité visant les enfants à la télévision, contre l'armement nucléaire...

Non-Violence XXI

Non-Violence XXI est une association française qui collecte des dons afin de soutenir des projets à caractère non-violent de transformation sociale et de promouvoir la culture de la non-violence au ^{xxi} siècle en France et dans le monde. Ses trois domaines d'intervention sont : l'éducation à la non-violence, l'intervention civile de paix et la promotion de l'action non-violente. L'association mène des campagnes de sensibilisation sur le potentiel de transformation de la société de l'action non-violente afin de répondre à la montée des tensions actuelles et de redonner aux citoyen·nes leur pouvoir d'agir. L'association regroupe les principales organisations non-violentes françaises. En 2021, Non-

Violence XXI a financé 31 projets en France, en Amérique latine, en Afrique et au Liban. www.nonviolence21.org

Revue Alternatives Non-Violentes

ANV est la plus ancienne et une des rares revues francophones entièrement consacrées à la non-violence. Depuis 1973, elle fait collaborer des militant·es de terrain, des pédagogues et des chercheureuses. Chaque trimestre, la revue propose un dossier thématique, avec des analyses et des articles de fond, mais également des témoignages, des portraits, le tout illustré de dessins de presse. Elle promeut les mouvements contemporains et la construction d'alternatives. Publiée en version numérique et en version papier, les actualités et tous les numéros d'ANV sont disponibles sur son site internet (alternatives-non-violentes.org) et sur CAIRN.

UACDDDD

Plusieurs associations de victimes expropriées du Mali se sont fédérées au sein de l'Union des associations et coordinations d'association pour le développement et la défense des droits des démunis, qui luttent en faveur de la justice sociale. L'union « a permis aux victimes de se mobiliser, de découvrir leurs droits (réparation de préjudice, restitution, recasement, préservation des droits coutumiers, des droits privés et individuels), d'apprendre à les revendiquer » tout en menant des actions pour faire évoluer les politiques gouvernementales et institutionnelles. Elle suit les dossiers des victimes en procès, les débats et les sensibilisations dans les médias. uacdddd.org

Ainsi que des activistes d'Extinction Rébellion France

Ce mouvement étant horizontal, personne n'a la légitimité de décider du soutien au nom du mouvement. « Extinction Rebellion (XR) est un mouvement international non-violent de désobéissance civile, en lutte contre l'effondrement écologique et le dérèglement climatique. Il est horizontal, décentralisé, promeut une culture régénératrice et l'inclusivité radicale. Vous aussi, apprenez-en plus et joignez la rébellion sur extinctionrebellion.fr »

Je me révolte, donc nous sommes

ALBERT CAMUS

L'Homme révolté

La non-violence est un chemin

JOAN BAEZ

Interview donnée à Télérama

INTRODUCTION

Hubertine Auclert, suffragette et figure historique du féminisme, a-t-elle brutalement renversé une urne dans un bureau de vote ou l'a-t-elle seulement renversée dans un acte symbolique? Était-ce une action violente ou non-violente? Percutante, sans aucun doute. Elle a bousculé les mentalités. Action violente pour certaines. Non-violente selon les critères de nombreux mouvements citoyens. De la lutte pour les droits civiques des Afro-Américain·es à la naissance du mouvement altermondialiste à Seattle, des luttes pour les droits des femmes à celles pour la défense des droits à la terre, à l'eau et aux semences paysannes, l'histoire des luttes citoyennes est complexe et constamment traversée par ces questions. Dans les milieux militants, le débat fait rage sur la contribution des différentes stratégies à leurs réussites et à leurs échecs. Mais les termes des débats recouvrent souvent des significations différentes et ne permettent pas toujours de mener des discussions constructives.

Pour la majorité des organisations de la société civile, la non-violence est un impensé. Certains mouvements font le choix de la mettre de côté, sous l'influence de ses détracteurs et détractrices, ou par découragement devant la complexité de sa mise en œuvre. Par méconnaissance de l'aspect offensif des luttes non-violentes, beaucoup les jugent inefficaces, car elles seraient trop «gentilles». D'autres, à l'inverse, les trouvent violentes et font l'amalgame entre

les notions de conflit et de violence. La plupart des actions citoyennes militantes ne sont, cependant, que rarement qualifiées de « violentes ».

La subjectivité des notions de violence et de non-violence déchaîne les passions tant ces notions entrent inconsciemment en résonance dans nos corps, nos cœurs, et ravivent nos blessures les plus intimes aux niveaux individuel et collectif. La dimension structurelle des violences imprègne nos vies quotidiennes et nécessite de s'y attarder. Définir les contours de ces violences, rendre visibles leurs aspérités et tracer des lignes rouges nous paraît être un prérequis indispensable pour choisir des stratégies de lutte adaptées.

À l'heure où les symptômes de nos sociétés malades s'aggravent et broient chaque jour des millions de vies, les prises de conscience s'accroissent face à l'urgence climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'explosion des inégalités, les violences faites aux femmes, le racisme systémique... L'indignation fait jaillir des étincelles là où il n'y avait qu'habitudes et résignation. Le vertige d'une soudaine lucidité face au dérèglement du monde¹ est un véritable chamboulement pouvant aussi bien mener à l'abattement qu'à une rage de lutter. Au désir d'agir succèdent les questions. Que faire? Comment? Avec qui? Contre qui ou contre quoi? Quelles actions ont le plus d'impact pour mettre fin aux injustices le plus rapidement possible et réparer

1. Amin Maalouf, *Le Dérèglement du monde*, Grasset, 2009.

un monde en déliquescence? La réponse à ces questions oriente et définit la manière dont nous voulons changer le monde.

Violence et vitesse étant souvent confondues, et la lutte violente encore glorifiée dans de nombreuses sociétés, celle-ci peut donner l'illusion d'être efficace et radicale. La passivité, réaction la plus répandue face aux injustices, semble quant à elle bien plus instinctive que la non-violence. Pourtant, violence et passivité nous maintiennent toutes deux sous le joug du système que nous voulons précisément changer. Par une obéissance aveugle aux lois et aux traditions, la passivité de la masse forme le socle du pouvoir d'une minorité d'humains. La violence, imbriquée dans tous les niveaux de nos sociétés, est un moyen d'existence et de défense des gouvernements, des pouvoirs autoritaires, des dirigeantes économiques et entretient les mécanismes de domination qui divisent la population. La non-violence offre une troisième voie s'écartant des schémas de pensée à l'origine de nos sociétés destructrices, avec le postulat que les moyens utilisés conditionnent la finalité de nos actions.

La non-violence en tant que stratégie de lutte concilie éthique et efficacité. Elle est souvent la seule option dont disposent les plus démunies pour défendre leurs droits face à la violence structurelle. La lutte non-violente s'appuie sur une multitude de leviers pour entraîner la non-coopération de la masse aux injustices, la désobéissance civile aux lois iniques, et la proposition d'une nouvelle société par le développement de modes de vie alternatifs. Cette stratégie est souvent mal comprise. Elle paraît trop

simple ou trop compliquée. Elle a pourtant fait tomber les pouvoirs les plus autoritaires et remporté des victoires contre des entreprises tentaculaires. Car chaque colosse a des pieds d'argile. C'est même précisément là que se trouve la clé : construire des rapports de force avec nos adversaires, en les visant là où leurs fragilités peuvent les contraindre à changer de comportement pour servir l'intérêt général. Cette manière de lutter fait appel au courage d'aller au conflit pour dénoncer les injustices, tout en refusant la violence, en application d'un principe fondamental de la non-violence : le respect de la dignité de l'adversaire.

La mondialisation et la dilution des responsabilités liées au développement de la bureaucratie, à la compartimentation des connaissances et au découpage des tâches, ont fait de la plupart d'entre nous des complices, dépendantes d'un modèle économique destructeur nécessaire à la satisfaction de nos besoins primaires et superflus. En tant que maillon des rouages du système, chacun et chacune d'entre nous a le pouvoir de le gripper en résistant et de faire émerger, par son travail et son abnégation, une société soutenable, juste et solidaire.

Inscrire nos luttes dans des stratégies non-violentes, c'est aller creuser à la racine du fonctionnement de nos sociétés et ne pas uniquement traiter les symptômes. La non-violence offre une nouvelle grille de lecture du monde. Les militant·es qui optent pour ces stratégies en raison de leur efficacité sont souvent rattrapées par la philosophie de la non-violence imprégnant ces mouvements. Par son exigence morale, la culture de la non-violence préfigure le monde de demain. Véritable mode de vie, elle nous

entraîne dans un processus d'évolution et de changement personnel et global, menant à une remise en question de nos manières d'interagir et de mener nos luttes.

Ce manifeste est un voyage aux quatre coins de la planète, à la rencontre d'êtres humains engagés pour la défense du vivant, de la dignité et de la solidarité – que nous appellerons indifféremment activistes, militantes, citoyen·nes. Nous illustrerons les différents aspects qui confèrent leur force aux luttes non-violentes passées et actuelles, menées par des millions de personnes à qui l'imagination, l'audace et quelquefois le courage de braver la mort donnent le pouvoir de défendre leurs vies. Chaque jour, des victoires sont obtenues, mais trop peu sont célébrées. Chaque jour, des entreprises exploitant des humains ou des animaux sont condamnées par des tribunaux, des paysan·nes se voient restituer leurs terres, des géants comme Shell, Total ou Monsanto sont contraints de renoncer à des projets détruisant le vivant... Le vieux monde est désavoué de tous les côtés par des actions locales de résistance contre les injustices sociales, raciales, environnementales, économiques, climatiques, celles de genre, de classe... complétées par le développement d'autres manières de vivre. L'addition de ces actions a un impact global tant nos conditions de vie sur Terre sont liées à celles des autres. Elles participent à un renouveau planétaire et insufflent un espoir au moment où seule l'action collective est en mesure de répondre aux crises actuelles.

La force de la non-violence réside en ce qu'elle forme des êtres humains libres qui osent faire front commun contre la violence et l'injustice. Une force qui peut entraîner

le changement de tout un système. En cela, la non-violence est révolutionnaire. Elle représente un moyen de transformer notre rage en actions de confrontation et de construction, d'unir nos forces pour nous organiser. La formation massive aux stratégies de luttes non-violentes est un outil puissant, encore sous-utilisé, capable de faire plier les plus grands lobbies et les politiques courts-termistes, mais aussi de changer profondément les mentalités. Plus qu'un mode d'action efficace, la non-violence est un véritable projet de société, souhaitant remettre au centre de nos vies le respect des droits humains tout en repensant notre façon d'habiter le monde et d'interagir avec le vivant.

I. LA NON-VIOLENCE, HISTOIRE ET PRINCIPES D'UNE TROISIÈME VOIE « RÉVOLUTIONNAIRE »

DE QUOI LA VIOLENCE EST-ELLE LE NOM ?

La violence : une notion complexe et difficile à définir

Évoquer la non-violence, c'est d'abord interroger la notion de violence. Cela permet d'en comprendre les origines, les fondements, mais également de saisir les rouages d'un processus complexe et largement intériorisé qui a fait de la violence un cadre de référence pour une écrasante majorité d'entre nous. Précisons d'emblée que les formes de violence sont multiples et que la réduire par exemple à sa seule dimension physique constituerait à nos yeux une erreur fondamentale. C'est une précision importante qui induit notamment l'idée que dans les démocraties occidentales actuelles, dans des pays où elle semble n'avoir jamais été aussi peu « visible », il existe bel et bien une violence endémique, une violence institutionnelle essentiellement symbolique, mais dont les dégâts et les stigmates ne sont pas moins considérables. Nous n'estimons pas que la violence soit aujourd'hui marginale. Nous sommes

convaincues au contraire qu'elle conditionne inconsciemment et très largement nos relations interpersonnelles et notre vision de l'autre.

Mais avant d'aller plus loin, revenons sur ce terme de violence. Disons-le clairement, en donner une définition « objective » n'est pas chose aisée. En effet, si pour certains actes le qualificatif est indiscutable, on observe néanmoins que les normes qui permettent de la définir varient selon les cultures et les sociétés.

Dans son ouvrage collectif *Pour une non-violence éthique et politique*, le Mouvement pour une alternative non violente (MAN) pose la question selon les termes suivants :

« Il semble donc pertinent de recourir à la thématique universelle des droits de l'Homme et d'affirmer : est violence toute atteinte aux droits fondamentaux des personnes. C'est le point de vue des victimes de la violence. Mais si l'on cherche à comprendre le point de vue des auteurs d'actes violents, nous pouvons dire que cette violence est parfois un langage, un moyen de communication entre des individus et la société, lorsqu'ils n'ont pas la possibilité de prendre la parole et d'être entendus et reconnus. Dans ce cas, la violence est la marque d'une souffrance, d'une peur, d'une impuissance, d'une déshumanisation. Lorsqu'on parle de violence, on entend le plus souvent une violence directe commise par un ou des individus à l'encontre de l'intégrité physique d'autres individus : agressions, meurtres, attentats, guerres... Une autre forme de violence est la violence structurelle : elle est engendrée par des structures économiques, sociales ou politiques qui portent atteinte à la liberté, à la dignité et à la vie des personnes. Ces violences s'exercent alors de façon massive et sous des formes apparemment très diverses : atteintes

aux droits civils, économiques, politiques, ou même négation de ces droits ; racisme, sexisme, homophobie, etc.¹.»

La question qui se pose à la lecture de cet extrait est la suivante : est-ce que le fait de définir la violence d'après sa dimension la plus visible ou la plus spectaculaire nous donne à voir toute la complexité du phénomène ? De surcroît, une telle approche ne fait-elle pas courir le risque, en voulant apporter à la violence une réponse immédiate et prétendument efficace, d'en traiter uniquement les symptômes sans en considérer les causes, sans aller à la racine des choses, sans même essayer de comprendre finalement ce qui la génère intrinsèquement ? C'est le parti pris de l'immense majorité des dirigeantes politiques depuis longtemps. Avec des résultats souvent désastreux.

Prenons un exemple concret. Lorsque la France est violemment frappée par des attaques terroristes en 2015 et en 2016, le gouvernement s'engage alors dans ce qu'il considère comme une réponse ferme et immédiate. Une réponse belliqueuse et médiatique qui se traduit par davantage de mesures sécuritaires, une restriction sans précédent des libertés associatives et individuelles, des attaques ciblées en guise de représailles ou encore un renforcement de la présence militaire française sur le terrain de conflits extérieurs. Une réponse visant essentiellement à rassurer la population et à entretenir l'idée que personne ne peut s'attaquer impunément à la République française.

1. *Pour une non-violence éthique et politique*, Éditions du MAN, 2014, p. 12-13.

Nous sommes alors entrées officiellement « en guerre contre le terrorisme ». Une réaction qui s'appuie en réalité principalement sur la puissante charge émotionnelle suscitée par les événements et qui au fond vient justifier l'idée que la vengeance serait acceptable et que la violence, dans certaines situations, deviendrait « légitime ».

Dans son livre *La Non-Violence face au terrorisme*, Pascal Tozzi s'oppose à cette idée et dégage deux options possibles : « Option 1 : répondre à la violence par la violence, et apporter ainsi une contribution majeure à la réalisation du scénario idéal des terroristes, sous prétexte de les éradiquer. Option 2 : résister pied à pied à l'invite macabre et refuser la tentation de consentir à un mariage de violence qui nous réunirait devant l'autel de la vengeance et de la destruction². »

Mais il y a un problème : choisir cette seconde option implique quelque chose de difficile. Prendre son temps pour analyser les faits et ne pas céder aux sirènes du sensationnalisme. Cela requiert surtout une capacité à faire preuve d'autocritique dans un moment qui, a priori, ne s'y prête pas, un moment où nous nous sentons victimes et où l'envie qui prédomine logiquement est de réclamer justice.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les talibans viennent de reprendre le pouvoir en Afghanistan après presque vingt ans d'occupation par les troupes américaines. Ces vingt années de « guerre contre le terrorisme »,

2. Pascal Tozzi, *La Non-Violence face au terrorisme*, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2019, p. 41.

pour reprendre les termes de l'administration Bush, de violence et d'interventionnisme, et dont on voit le résultat aujourd'hui, posent nécessairement question. Tout cela parce qu'une poignée de dirigeants politiques, après les attentats effroyables qui ont frappé les États-Unis le 11 septembre 2001, a préféré opter pour la solution la plus spectaculaire, une solution qui a consisté à envahir des pays soupçonnés d'être des bases arrière du terrorisme, et que l'émotion suscitée par les incroyables images de la tragédie ne pouvait que conforter dans les mois qui ont suivi les attaques.

C'est pourquoi nous défendons avec tant de force l'idée qu'avant toute action (ou réaction) il convient d'essayer de comprendre et d'expliquer, et non d'excuser, contrairement à ce qu'avait déclaré en 2015 et en 2016 le premier ministre Manuel Valls, pour qui : « expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser », celui-ci considérant alors que poser ce type de questions revenait presque à prendre la défense des auteurs de ces actes. Une charge ayant fait réagir de nombreux chercheurs et chercheuses qui avaient à l'époque insisté sur la force de la prévention et la nécessité de bien connaître les causes d'une menace pour s'en protéger le mieux possible.

Pour nous, non seulement *expliquer* ne signifie pas *excuser*, mais en plus cette démarche est indispensable si l'on souhaite réussir à identifier les sources du terrorisme et enfin traiter le fond du problème. Comprendre que cette forme de nihilisme, cette mise en scène d'une violence extrême se nourrit elle-même de violences systémiques relativement insidieuses : chômage, exclusion, inégalités

croissantes, racisme « ordinaire », précarité et sentiment d'abandon dans les quartiers dits défavorisés, blessures liées à la colonisation. Le fait de s'interroger sur les racines profondes du problème ne signifie pas que l'on fasse preuve de naïveté ou d'angélisme. Nous n'ignorons pas l'idéologie qui sous-tend le fondamentalisme religieux ou certaines formes de communautarisme qui alimentent le terrorisme aujourd'hui. Mais nous considérons que tant que nous n'aurons pas une approche différente du problème, tant que nous serons dans la réaction et que nous refuserons d'envisager la question dans toute sa complexité, nous ne ferons qu'attiser les rancoeurs et entretenir un cycle infernal. Passées la peur et l'indignation, cette prise de distance s'avère par conséquent la démarche la plus souhaitable, car la plus constructive pour aller au fond des choses et ne pas continuer à alimenter la violence.

Il s'agit également d'admettre une fois pour toutes l'idée que le modèle économique libéral dans lequel nous vivons, né avec la révolution industrielle, et qui n'a cessé d'accroître son emprise au cours des XIX^e et XX^e siècles grâce au concours entre autres des processus de colonisation, de rationalisation du travail, de maintien et de renforcement du patriarcat, est un système générateur d'une infinie violence. Ce qui revient à admettre aussi que seule une remise en cause profonde de ce système terriblement destructeur, qui menace désormais concrètement notre avenir et celui de nos enfants, et des mécanismes qui le soutiennent, nous permettra de nous attaquer véritablement aux racines de la violence et de la combattre avec efficacité. Quand on y réfléchit, il ne s'agit pas tant de lutter contre

ses manifestations les plus spectaculaires que de traiter le problème à la source et d'empêcher qu'elle puisse trouver un terreau favorable qui lui permette de s'exprimer ensuite avec fracas.

Identifier la violence sous toutes ses formes, saisir ses ressorts les plus enfouis nous paraît donc absolument fondamental pour poser les bases d'une société différente et apaisée. C'est un préalable à toute démarche non-violente. Il s'agit de poser des fondations solides pour construire une alternative crédible. Refuser de fournir cet effort revient à perpétuer une logique mortifère qui nous a irrémédiablement conduits, doucement, mais sûrement, à la terrible crise que nous traversons.

Comment le système génère-t-il de la violence ?

À toutes celles et ceux qui affirment que nous serions violent·es par « nature », nous pourrions répondre que plusieurs études récentes tendent à prouver le contraire. Citons par exemple Marylène Patou-Mathis, directrice de recherche au CNRS, qui n'hésite pas à établir une corrélation entre « l'apparition de la guerre et la naissance de l'économie de production au néolithique » et son corollaire, le « bouleversement des structures sociales³ ». Déconstruisant les idées reçues sur la sauvagerie supposée de nos lointains ancêtres, la chercheuse évoque notamment des études qui laissent à penser que les hommes et les femmes

3. Marylène Patou-Mathis, « Non, les hommes n'ont pas toujours fait la guerre », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015 ; www.monde-diplomatique.fr/2015/07/PATOU_MATHIS/53204

préhistoriques pouvaient faire preuve de bienveillance à l'égard des infirmes. Plusieurs ossements observés ont révélé des blessures cicatrisées et donc a priori soignées. Excepté le cannibalisme, certes avéré mais qui semble avoir été un phénomène à la marge, la chercheuse nous apprend aussi que sur les ossements datant de plus de 12 000 ans, les marques de violence semblent extrêmement rares. Rien ne prouve d'ailleurs que les blessures observées soient le résultat d'une lutte entre individus. L'hypothèse de l'accident en lien avec la chasse apparaît d'ailleurs tout aussi crédible. Un tournant « culturel » se serait donc opéré avec le processus de sédentarisation des communautés qui commence à la fin du paléolithique (environ 13 000 ans avant notre ère). On y trouve en effet des traces de ce qui semblerait être les premières violences dites collectives.

Selon Marylène Patou-Mathis, le changement d'économie et la transformation radicale des structures sociales qui en a découlé seraient à l'origine de l'augmentation très nette des conflits au sein des sociétés humaines. À partir du moment où les denrées commencent à être stockées, le concept de propriété se développe et cela développe la convoitise. La société devient alors de plus en plus hiérarchisée, une organisation sociale se met en place et le patriarcat devient le modèle dominant, les activités guerrières réservées à une certaine catégorie d'hommes permettant de renforcer cette nouvelle domination. Les résultats liés à ces recherches vont donc à l'encontre de notre supposée nature belliqueuse, et corroborent l'idée que la violence chez l'être humain est surtout conditionnée

par l'environnement et le contexte historique et social qui le déterminent.

Voyons maintenant pourquoi le système dans lequel nous vivons porte en lui les germes d'une violence diffuse, aujourd'hui devenue dangereuse pour notre propre survie. Sans aller jusqu'à reprendre en détail l'histoire du capitalisme, ce que ce manifeste n'a ni la prétention ni la volonté de proposer, il nous paraît toutefois important d'apporter un éclairage sur les conditions d'émergence et la raison d'être de celui-ci. Si la plupart des historiens s'accordent pour situer les fondements du capitalisme à l'époque médiévale, à l'image des travaux de Fernand Braudel et Jacques Heers⁴, la majorité des économistes estime cependant que son véritable essor est lié aux travaux des penseurs libéraux de l'école classique, notamment Adam Smith, David Ricardo ou Thomas Malthus. Le livre d'Adam Smith *La Richesse des nations*, publié en 1776, est considéré par beaucoup comme un ouvrage majeur, car il a posé les bases du libéralisme économique tel qu'on le connaît aujourd'hui. Notons que les travaux de Smith, malgré une confiance profonde dans les lois du marché, sont très critiques à l'égard des marchands et des capitalistes, mais que, une fois n'est pas coutume, ils ont largement été détournés et récupérés par ces mêmes marchands.

Le capitalisme « triomphant » s'est donc imposé avec la première révolution industrielle, née en Angleterre au

4. Jacques Heers, *La Naissance du capitalisme au Moyen Âge*, Perrin, 2014.

xviii^e siècle, puis avec la seconde, au xix^e siècle. C'est le temps des usines, de l'avènement des machines et des grands bassins ouvriers, mais aussi le moment où le processus de mondialisation s'accélère véritablement avec des échanges commerciaux qui progressent en moyenne de 6,8 % par an durant quarante-trois années consécutives (de 1870 à 1913)⁵. Les flux de capitaux explosent également et le concept de croissance économique, qui émerge avec les progrès technologiques et le principe d'innovation, peut commencer à asseoir une emprise idéologique toujours à l'œuvre aujourd'hui.

Or, si l'on met souvent en avant la notion de progrès pour illustrer les évolutions scientifiques de l'époque, il est clair que, dans cette première grande phase industrielle, celle-ci s'applique plus difficilement à la question de la condition ouvrière. D'emblée, l'industrialisation massive et l'essor du capitalisme qui en découle ont une double conséquence. D'une part, on assiste à un bouleversement de la chaîne de fabrication qui conduit à la ruine d'un grand nombre d'artisans et d'artisans, souvent contraintes pour survivre de quitter leur atelier pour vendre leur force de travail dans les usines. La fameuse « destruction créatrice » théorisée par Schumpeter en 1942⁶. Ensuite, ce processus repose sur l'exploitation de millions de femmes et

5. Romaric Godin, « L'Économie mondiale en 1914: l'âge d'or de la mondialisation », *La Tribune*, 5 août 2014 ; www.latribune.fr/actualites/economie/international/20131224trib000802767/1-economie-mondiale-en-1914-25-l-age-d-or-de-la-mondialisation

6. Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1990.

d'hommes que l'on n'hésite pas à aliéner au nom d'une logique de rentabilité sans limites et d'une rationalisation extrême du travail, allant jusqu'à imposer aux ouvriers un contrôle total de leur temps⁷. Aucune perspective, aucun moyen pour ces esclaves d'un genre nouveau de sortir de ce cycle infernal. Se révolter, c'est courir le risque de perdre sa place, car nombreux sont celles et ceux qui attendent pour la prendre.

Dès les origines, le système capitaliste est donc générateur d'une violence inouïe. Reposant intrinsèquement sur un rapport dominantes - dominées, il porte en lui les germes d'un ressentiment et d'une colère profonde. Par essence, il nous divise, nous oppose, nous met les un·es les autres en concurrence et impose la performance et la compétition dans toutes les sphères de nos existences. C'est de surcroît un système incroyablement vorace, alimenté depuis la première heure par l'obsession du profit, que seule une régulation forte aurait pu contenir – principe de régulation devenu définitivement inconciliable avec les idées libérales qui prédominent depuis plusieurs décennies. C'est aussi un système qui détruit progressivement nos services publics, sapant ainsi les grands principes et les valeurs du programme élaboré par le Conseil national de la Résistance en 1944. C'est, enfin, un système qui, après avoir épuisé et maltraité toujours plus de personnes, a aussi largement épuisé nos ressources naturelles, transformant

7. Voir le 1^{er} épisode du documentaire de Stan Neumann, « Le Temps de l'usine (1700-1820) » in *Le Temps des ouvriers*, Arte, 2020.

dramatiquement notre environnement et menaçant désormais jusqu'à notre propre existence sur Terre.

L'un des piliers de l'essor du capitalisme demeure d'ailleurs dans cette surexploitation des ressources naturelles, arrachées des entrailles des pays colonisés pour enrichir les puissances des pays occidentaux et dans la marchandisation des esclaves.

« Vous volez la terre, vous volez la vie, vous volez des êtres humains, de quelle espèce êtes-vous donc ? », demande une femme Séminole, peuple amérindien d'Amérique du Nord, à un homme blanc portant un colt à sa ceinture. « De celle-là », lui répond-il en lui tirant une balle dans la tête. Dans sa série documentaire historique *Exterminez toutes ces brutes*, Raoul Peck tisse le récit de cinq cents ans d'esclavage depuis ce qu'on appelle « le voyage fondateur » et la « découverte de l'Amérique ». Il met à nu la violence provoquée par l'impérialisme occidental, nous confrontant à la cruauté de la réalité : des génocides perpétrés avec l'aval de l'Église et des monarchies passées, abreuvant les hommes de l'idéologie raciste du suprémacisme blanc. Raoul Peck montre combien la destruction du vivant et de l'environnement relie intrinsèquement les humaines et les autres parties de l'écosystème. Le pillage des ressources naturelles provient de la même doctrine, menant à la déshumanisation et l'horreur indescriptible des génocides. Cet héritage marque encore aujourd'hui nos sociétés, entretenu notamment par des personnalités publiques xénophobes, et génère des injustices en tout genre partout dans le monde.

Voilà pourquoi agir avec pour premiers objectifs de combattre ce système, de transformer notre modèle de

société, de lutter avec détermination et de proposer des alternatives, des solutions concrètes, fait partie intégrante de tout engagement non-violent. Parce qu'il est essentiel de comprendre que ce système est violent par nature et que lutter contre les formes de violence qui en résultent en traitant uniquement les symptômes constituerait une grave erreur d'appréciation.

FONDEMENTS DE LA NON-VIOLENCE ET DE LA STRATÉGIE DE LUTTE NON-VIOLENTE

La non-violence, un concept aux influences anciennes et à l'émergence tardive

Nous ne saurions dater l'émergence de la non-violence tant elle fait partie des moyens de lutte depuis des siècles. Revenons au début du XVII^e siècle et au processus impitoyable de colonisation, civilisation et extermination lié à la conquête de l'Ouest. Face à l'arrivée des colons menant un combat déloyal grâce à leurs armes à longue portée permettant de tuer à distance, les populations des peuples premiers d'Amérique ont dû s'organiser pour essayer de survivre. Elles ont développé des moyens de résistance, parmi lesquels la non-violence, bien que même les peuples ayant fait le choix de cette méthode aient souvent été forcées de prendre les armes dans une ultime tentative de sauver leurs vies. Avec ou sans armes, les peuples autochtones ont malgré tout été soumises, contraintes, massacrées, exploités, violés. En l'espace d'un siècle, 90 % des cent mille millions de personnes natives ont été exterminées, les gouvernements ne respectant aucun des traités signés avec ces peuples.

Dans les années 1890, un rituel mystique, la *ghost dance* (ou danse des esprits), est devenu un mouvement politique et un symbole de la résistance amérindienne au mode de vie imposé par le gouvernement américain⁸. Pour repousser l'homme blanc, les populations natives du Nord se mirent à danser nuit et jour, jusqu'à inquiéter le gouvernement qui décida de mettre un terme à cette pratique. Le célèbre Sitting Bull, tenu pour être l'instigateur des *ghost dances*, fut assassiné en décembre 1890 à Standing Rock, deux semaines avant le massacre de Wounded Knee⁹. Les mouvements amérindiens non-violents actuels, souvent considérés comme écologistes même si ce n'est pas leur seul combat, sont issus de cet héritage.

Le terme de non-violence apparaît pour la première fois en anglais le 18 avril 1919 dans un communiqué de presse rédigé par Gandhi¹⁰ à la suite du massacre d'Amritsar qui fit près de 400 morts. Quelques jours auparavant, le 13 avril 1919, la ville d'Amritsar, située dans le Pendjab, a été en effet le théâtre de terribles représailles de la part de soldats indiens du Raj britannique (régime colonial imposé à l'Inde par la Grande-Bretagne de 1858 à 1947). Cet événement fait suite à l'adoption en mars 1919 par l'Imperial Legislative Council des lois Rowlatt (Rowlatt Act),

8. Robert McNamara, *The Native American Ghost Dance, a Symbol of Defiance, Religious Ritual Became a Symbol of Defiance By Native Americans*, Thought.co, 15 juin 2019.

9. Dee Brown, *Enterre mon cœur à Wounded Knee*, Albin Michel, 2009.

10. Alain Refalo, « 18 avril 1919, Gandhi forge le mot "non-violence", traduction de "ahimsa" », *Non-violence, écologie et résistances*, 17 avril 2019; alainrefalo.blog/2019/04/17/le-mot-non-violence-cree-par-gandhi-a-100-ans-18-avril-1919

officiellement promulguées par le gouvernement britannique pour lutter contre les « crimes anarchistes et révolutionnaires¹¹ », et venant pérenniser les mesures d'exception prises lors de la Première Guerre mondiale. Ces lois, particulièrement répressives et liberticides, permettent à la police d'emprisonner sans jugement toute personne suspectée de terrorisme, mais aussi de contrôler la presse. Elles entraînent de nombreuses manifestations et émeutes dans tout le pays. Dans la ville d'Amritsar, la situation se tend un peu plus à partir du 10 avril. À la suite de l'arrestation de deux leaders locaux, des violences éclatent pendant trois jours, violences marquées notamment par l'incendie de l'Hôtel de ville. La police britannique est également prise à partie. Malgré l'interdiction de se rassembler, plusieurs milliers de personnes, dont des femmes et des enfants, désobéissent et manifestent pacifiquement dans les jardins Jallianwalla. Le général Dyer décide alors de disperser la foule en donnant l'ordre à ses soldats de tirer sans sommation. Le bilan officiel fait état de 379 morts et plus de 1 200 blessés. Dévasté par l'événement, Gandhi, qui avait appelé à résister avec force, décide de suspendre sa campagne de désobéissance civile, considérant avoir commis une erreur « grosse comme l'Himalaya » en adressant au peuple un appel à désobéir sans que celui-ci soit véritablement préparé à s'y confronter : « Ce n'est pas sans douleur que je me sens obligé de suggérer la suspension temporaire

11. Gandhi, *Du devoir de désobéissance civile*, préface et traduction de Vivien Garcia, Rivages, 2019.

de la désobéissance civile. Ma conviction quant à son efficacité ne s'est pas amoindrie. Elle s'est même renforcée – à supposer que cela soit possible – et me conduit à faire cette proposition [...] En lançant un mouvement de masse, j'ai sous-estimé les forces du mal, et je le regrette [...] (Ma position à l'égard des lois Rowlatt demeure inchangée. J'estime d'ailleurs qu'elles sont l'une des nombreuses causes de l'agitation actuelle¹²... »

Il s'agit d'un tournant majeur dans la trajectoire de Gandhi et dans l'histoire de la non-violence. Face à cette terrible tragédie, il comprend en effet que pratiquer massivement la désobéissance civile ne s'improvise pas. Il intègre ainsi l'idée que pour pratiquer cette forme de résistance, le peuple doit absolument « en comprendre entièrement la signification la plus intime¹³ ». Il convient donc de faire entendre au plus grand nombre la nuance entre désobéissance et désobéissance civile, et qu'en ce sens elle doit impérativement rester non-violente¹⁴. Cela implique de la maîtriser au maximum, d'en saisir les intérêts et le puissant potentiel, et de s'astreindre à une organisation encore plus rigoureuse dans l'élaboration des futures campagnes.

C'est ainsi qu'il commence à utiliser de manière régulière le terme de non-violence, traduction du terme sanskrit « ahimsa », qui imprègne les philosophies jaïniste,

12. *Ibid.*

13. Ghandi cité par Alain Refalo, *op. cit.*

14. Alain Refalo, *op. cit.*

hindouiste et bouddhiste depuis des siècles. Littéralement, « *ahimsa* » signifie le « respect de la vie sous toutes ses formes » et, dans l'esprit de ses grandes traditions spirituelles et religieuses, constitue une étape indispensable pour tout être humain souhaitant libérer son âme.

À dater du massacre d'Amritsar, et des leçons qu'il en tire sur les plans stratégique et politique, Gandhi n'aura de cesse d'affirmer ce principe d'*ahimsa*, qu'il associera désormais à un autre principe qui nourrit son combat depuis ses années de lutte sud-africaine : le « satyagraha ».

Le principe de « satyagraha » ou « force de la vérité »

« Satyagraha », également issu du sanskrit, signifiant littéralement « attachement ferme à la vérité » est traduit le plus souvent par « force de la vérité ». Selon Gandhi, par ce principe, nous pouvons dire non à l'injustice avec détermination et dignité. Un principe également teinté de spiritualité et étroitement lié à l'idée de souffrance. Faire éclater la justice nécessite en effet de s'exposer à la violence donc à la souffrance. Notons que l'esprit du satyagraha, issu de la culture hindoue, possède une dimension universelle. Gandhi a toujours manifesté beaucoup de respect et une profonde ouverture vis-à-vis des grands courants spirituels et religieux, sa philosophie étant d'ailleurs souvent assimilée à une forme de syncrétisme. Celle-ci prend en effet sa source dans diverses traditions et religions, de la Grèce antique avec Socrate à l'Islam avec le personnage d'Ali en passant par Jésus et la religion chrétienne. Comme Léon Tolstoï, à travers son pamphlet

*Le royaume des cieux est en vous*¹⁵, ou Martin Luther King quelques années plus tard, il a notamment été profondément marqué par le « Sermon sur la montagne » rapporté dans l'Évangile selon Matthieu.

Cette dimension religieuse et spirituelle est essentielle pour comprendre les motivations, les convictions et surtout l'incroyable détermination de Gandhi dans toutes les actions qu'il a initiées. De fait, il perçoit la mise en pratique du satyagraha comme « une défense du pouvoir de l'âme humaine contre la domination politique et économique¹⁶ » et à partir de là pose les jalons de sa stratégie d'action non-violente, qu'il fonde en conséquence sur l'idée que la vérité ne peut se défendre et s'exprimer que dans la souffrance que l'autre nous inflige. Et surtout pas, a contrario, en prenant le parti de faire souffrir son adversaire en usant soi-même de la violence : « C'est la souffrance, et non l'épée, qui est le blason de l'homme¹⁷. »

Bien loin des idées reçues sur la prétendue lâcheté qui accompagnerait toute entreprise non-violente, c'est bien à la vertu de courage que ce principe fait appel. Une vision totalement opposée par exemple à celle de Frantz Fanon qui, dans son essai *Les Damnés de la terre*, nie formellement le caractère subversif de la non-violence et voit

15. Léon Tolstoï, *Le royaume des cieux est en vous*, Le Passager clandestin, 2010.

16. Bhuvan Chandel, « Gandhi et l'ahimsâ », *Diogène*, traduit de l'anglais par Nicole G. Albert, vol. 243-244, n° 3-4, 2013 p. 192-202.

17. Gandhi, *La Voie de la non-violence*, Folio sagesses, trad. de l'anglais (Inde) par Guy Vogelweith, 2019, p. 30.

dans la violence une forme de catharsis, un instrument pouvant servir la justice et délivrer les peuples opprimés : « les marques de la violence, nulle douceur ne les effacera : c'est la violence qui peut seule les détruire. Et le colonisé se guérit de la névrose coloniale en chassant le colon par les armes¹⁸. » Cet exemple marque bien la tension entre deux conceptions de la lutte et, au-delà, de la question de l'émancipation de peuples dont les droits ont été bafoués depuis des décennies. Pour Gandhi, il s'agit de résister autrement, aucunement de se soumettre, simplement de s'opposer avec force et détermination, et de refuser catégoriquement de reproduire la violence de l'adversaire. Cela signifie concrètement de refuser de laisser exploser sa colère. Il faut apprendre à la canaliser, à la transformer en une énergie positive afin, selon ses propres mots, de « toucher le cœur¹⁹ » de celles et ceux que l'on combat. Peut-être est-ce là le plus grand défi d'une résistance qui se veut non-violente. Faire le choix de cette forme de lutte, c'est accepter un potentiel sacrifice, tout en s'inscrivant dans une perspective de paix et d'élévation de l'espèce humaine. Cette dimension sacrificielle peut se révéler nécessaire à la fois pour désarmer l'adversaire, notamment en lui retirant son soutien populaire, et pour le contraindre à agir, celui-ci comprenant finalement que c'est bien lui, ses partisans

18. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, La Découverte, 2004, p. 35.

19. Gandhi, *Tous les hommes sont frères*, trad. de l'anglais (Inde) par Guy Vogelweith, Gallimard, 1990, p. 162.

et les principes qu'ils défendent, qui se trouvent dans l'erreur²⁰, et non l'inverse.

L'idée sera reprise ensuite par Martin Luther King qui voit pour sa part dans le choix d'une stratégie violente une conséquence de notre mode de vie capitaliste. Dans un article de 2010 l'historienne Sylvie Laurent, qui a publié une biographie du pasteur américain²¹, explique que selon Luther King, une militante qui opte pour un mode d'action violent participe en réalité « du narcissisme d'une société rongée par le consumérisme et la satisfaction immédiate de ses désirs²² ».

Aux origines de la désobéissance civile

À l'instar de la non-violence, le terme de désobéissance civile n'apparaît que dans notre histoire récente. Sa paternité est communément octroyée au philosophe et poète naturaliste américain Henry David Thoreau, auteur notamment du récit expérimental *Walden ou la Vie dans les bois*. Si nous lui devons effectivement d'avoir théorisé l'idée dans son ouvrage *Résistance au gouvernement civil* publié en 1849, l'expression n'y figure pourtant pas. C'est en réalité son éditeur qui décide, plusieurs années après sa mort, de rebaptiser son essai *La Désobéissance civile*. Dans ce livre,

20. Manuel Cervera-Marzal, « Le courage comme vertu cardinale du sujet politique », *Variations*, n° 17 automne 2012 ; journals.openedition.org/variations/364

21. Sylvie Laurent, *Martin Luther King. Une biographie intellectuelle et politique*, Le Seuil, 2015 (1992).

22. Sylvie Laurent, « La non-violence est-elle possible ? », in *La Vie des idées*, 23 juillet 2010 ; www.laviedesidees.fr

l'idée défendue est à la fois simple et révolutionnaire : « Si ma conscience est en désaccord avec une loi dont il est clair qu'elle est contraire à la justice, c'est bien à cette conscience que je dois obéir et non plus à la loi. » Partant de ce principe, Thoreau considère que le fait d'obéir à un gouvernement injuste revient à se montrer complice de celui-ci. Résidant dans l'État esclavagiste du Massachusetts, il refuse pendant plusieurs années de payer ses impôts et effectue un bref séjour en prison. Il va donc au bout de sa logique et met ses actes en cohérence avec ses principes : « Sous un gouvernement qui emprisonne un seul être injustement, la juste place du juste est aussi la prison²³. »

Néanmoins, si Thoreau est considéré comme le père de cette idée, il n'est pas le seul à avoir porté le principe de désobéissance. De ce point de vue, le combat d'Hubertine Auclert, militante féministe et anticolonialiste notamment engagée sur la question du droit de vote des femmes, combat s'inscrivant dès les années 1870 dans cette démarche de désobéissance civile, nous semble encore largement occulté. C'est un exemple oublié parmi de nombreux autres, qui pose la question de l'invisibilisation du rôle des femmes dans l'histoire, phénomène qui, bien que les choses commencent à évoluer, n'épargne pas les milieux non-violents. Son analyse, à quelques années d'intervalle, n'est pourtant pas sans rappeler celle de Thoreau. D'après Hubertine Auclert, puisque les femmes n'ont pas le droit

23. Henry David Thoreau, *La Désobéissance civile*, Mille et Une nuits, 2000, p. 27.

de voter ou de siéger, elles n'ont aucune raison de participer à l'impôt et de coopérer aux dépenses de l'État. Comme elle le rappelle dans un discours rédigé en 1878 à l'occasion du premier congrès international du Droit des femmes (discours qu'elle n'a finalement pas pu prononcer et qu'elle a décidé de publier sous la forme d'une brochure) les femmes « *sont assujetties aux mêmes lois répressives que les hommes*²⁴ » et, en tant que contribuables, doivent aussi avoir le droit de voter. En avril 1880, elle interpelle le préfet de Paris dans une lettre concluant par ces mots : « Je n'ai pas de droits, donc je n'ai pas de charges ; je ne vote pas, je ne paye pas²⁵ ». Elle est finalement contrainte de payer, mais son objectif est atteint : donner de la visibilité au combat pour les droits des femmes. En février 1881, elle fonde le journal *La Citoyenne* afin d'illustrer à quel point l'oppression des femmes puise sa source dans des dispositions légales et dans leur exclusion de la vie politique. Elle présente à plusieurs reprises des candidatures sauvages lors d'élections. Le 3 mai 1908, lors des élections municipales, elle entre avec plusieurs autres militantes dans un bureau de vote du 4^e arrondissement et renverse le contenu d'une urne afin de protester contre l'exclusion des femmes du suffrage. C'est l'anecdote que nous présentons au début de ce livre. Cette action illégale mais hautement symbolique

24. Hubertine Auclert, « Le Droit politique des femmes, question qui n'est pas traitée au Congrès international des femmes », Imprimerie Hugonis, 1878.

25. Hubertine Auclert, « Refus de l'impôt » in *Le Vote des femmes*, Giard et Brière, 1908, p. 136.

fait grand bruit. Elle est jugée en correctionnelle un mois plus tard et condamnée à une amende de 16 francs avec sursis. L'idée de désobéir vient donc elle aussi de siècles qui nous précèdent. Nous citerons pour l'exemple deux grands personnages antiques, l'un fictif, l'autre réel, qui représentent aujourd'hui des symboles d'insoumission : Antigone et Socrate. La première, face à l'interdiction d'enterrer son frère pour des raisons politiques, décide de désobéir et de s'opposer au tyran. Elle perdra la vie. La présence de cette notion de désobéissance civile et de résistance non-violente dans un mythe antique est rarement évoquée, mais elle montre bien combien le concept et son lien avec l'action de femmes, est ancré dans nos pratiques humaines depuis des millénaires. Le second, Socrate, est accusé injustement et condamné à mourir empoisonné. Il refusera de s'échapper et ne se dérobera pas à la sanction afin de conserver sa dignité et de rendre plus manifeste encore la terrible injustice dont il a été victime. Il accepte délibérément de mourir afin de dénoncer le côté absurde et arbitraire de l'accusation. Cette décision illustre une autre facette de la désobéissance civile que la dénonciation d'une injustice : la reconnaissance de la loi comme condition d'une vie en société juste et apaisée.

Bien des siècles plus tard, en 1576, un jeune étudiant français du nom d'Étienne de La Boétie rédige le *Discours de la servitude volontaire*, petit essai dans lequel il soutient l'idée que le pouvoir des tyrans, qui se concentre en général entre les mains d'une poignée d'individus, ne tient que parce que l'écrasante majorité des sujets y consent. Ce texte pose déjà les bases de ce qui deviendra plus tard la désobéissance

civile, son idée forte étant que pour s’opposer à un tyran ou à un gouvernement qui confisque les droits du peuple, il ne faut pas agir ou tenter de le combattre frontalement, mais juste lui retirer son appui en refusant simplement d’obéir et par là de participer au fonctionnement de la société : « Soyez résolus de ne servir plus, et vous voilà libres²⁶ », écrivait La Boétie.

On voit bien à quel point les thèses de La Boétie entrent en résonance avec les principes défendus presque trois siècles plus tard par Henry David Thoreau. Quelques décennies après, à la fin du XIX^e siècle, un autre illustre penseur défend cette même idée dans un remarquable pamphlet intitulé *Le Royaume des cieux est en vous*. Léon Tolstoï y dénonce la compromission des Églises qui, selon lui, ont trahi le message originel du christianisme. Il dénonce aussi sans concession la violence de l’État et le rôle joué par l’armée dans ce processus : « On croit généralement que les États augmentent les armées uniquement pour la défense extérieure du pays, alors que les armées leur sont surtout nécessaires pour leur propre défense contre les sujets opprimés et réduits à l’esclavage²⁷. »

Le livre a rapidement été censuré en Russie, mais a toutefois beaucoup circulé et a vraisemblablement permis d’amorcer une réflexion sur la question du service militaire chez de nombreux jeunes. Tolstoï est donc très imprégné

26. Étienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, Bossard, 1922, p. 60.

27. Léon Tolstoï, *Le Royaume des cieux est en vous*, Le Passager clandestin, 2010 rééd. 2019, p. 101.

par la non-violence et la désobéissance et sa pensée aura une énorme influence sur le cours de l'histoire. Dans sa *Lettre à un Hindou* rédigée en 1908, il répond à un jeune révolutionnaire sur la question du recours à la violence pour libérer l'Inde de l'emprise britannique : « Vous dites que les Anglais ont asservi et maintenu les Hindous en esclavage parce que ces derniers n'ont pas résisté suffisamment et ne résistent pas à la violence par la force, alors que c'est exactement le contraire. Si les Anglais ont asservi les Hindous, c'est précisément parce que les Hindous reconnaissent et reconnaissent encore la coercition comme le principe majeur et fondamental de l'ordre social... » avant de poursuivre et d'insister sur le caractère absurde de la situation dans laquelle se trouve la population indienne : « Une entreprise commerciale a asservi une nation de 200 millions d'individus²⁸. »

Un peu plus tard, Gandhi prend connaissance de cette lettre alors qu'il occupe encore la fonction d'avocat en Afrique du Sud où il a déjà mené quelques actions de désobéissance civile. Grand admirateur de Tolstoï, il lui écrit à son tour et décide de faire imprimer 20 000 exemplaires de la lettre. Son objectif est clair : inviter un maximum d'Indiens à se poser les bonnes questions et à s'engager massivement dans une stratégie d'action non-violente afin de défendre leurs droits et de retrouver leur souveraineté. À cette époque, il est peut-être le seul à véritablement y croire.

28. Léon Tolstoï, *Lettre à un Hindou*, 1908, traduite par Anne Bastin in *Alternatives non violentes*, n° 89, 1993, p. 45-52.

Gandhi, l'extension du principe de non-violence du plan individuel aux plans social et politique

Pour Gandhi, non-violence et désobéissance civile sont les deux faces d'une même pièce. Il se différencie des penseurs qui l'ont inspiré : la désobéissance ne doit pas rester un acte individuel, sans quoi elle n'a aucune chance d'ébranler le pouvoir des dominants. Très tôt, Gandhi se distingue par son approche résolument pragmatique. Chez lui, la théorie n'existe que par la pratique. Ce sont les expériences qui la conditionnent. Et inversement. Il s'adapte sans cesse aux circonstances, modifie son approche au gré des événements. L'exemple du massacre d'Amritsar et sa décision de suspendre la campagne de désobéissance civile sont parfaitement révélateurs de la philosophie gandhienne. Rien n'est écrit d'avance ou gravé dans le marbre. Sa pensée et les actions qu'il mène se nourrissent les unes des autres et évoluent constamment.

Pendant son expérience sud-africaine, Gandhi effectue plusieurs séjours en prison, à l'instar de Thoreau. C'est là-bas qu'il commence véritablement à mettre en pratique le principe de désobéissance civile et à s'approprier les idées du poète américain, pour ensuite mieux les transformer. Et surtout pour en faire une pratique collective d'émancipation. Pour y parvenir, il n'hésite pas à reprendre les arguments des théoriciens de la désobéissance civile qu'il juge les plus percutants et à les traduire en gujarati, afin d'en assurer une large diffusion, à l'image de la fameuse *Lettre à un Hindou* écrite par Tolstoï. Informer, en s'appuyant sur les thèses de ses illustres prédécesseurs, est pour lui un acte hautement politique. Par ce travail méticuleux, il affine

également sa réflexion et renforce sa capacité à convaincre et fédérer.

Dès son retour en Inde en 1915, il reprend ainsi à son compte la lettre de Tolstoï et martèle l'idée selon laquelle la présence britannique en territoire indien n'est rendue possible que par la collaboration massive du peuple. Il a depuis longtemps acquis la conviction que l'indépendance ne pourra être obtenue par la force ou par la prise de pouvoir de quelques individus. Celle-ci dépendra par conséquent de sa capacité à convaincre les masses d'opprimées qu'il ne tient qu'à elles de reprendre du pouvoir d'agir, de prendre conscience de leur immense potentiel de transformation, de comprendre que ce sont elles, et non les colons britanniques, qui détiennent les clés de leur liberté : « Je ne demande pas à l'Inde de pratiquer la non-violence parce qu'elle est faible. Je veux qu'elle le fasse en étant consciente de sa force et de ses possibilités²⁹. »

Dès lors, Gandhi ne transige plus sur la question de la non-violence. Sa force est selon lui au-dessus de tout, car il la considère comme une puissance de vie inaliénable qui s'inscrit totalement dans la loi des hommes, au contraire de la violence et de la destruction. Concédant volontiers qu'aimer ses ennemis relève de la chose « la plus difficile de toutes³⁰ », il témoigne de l'intensité de la joie ressentie en la pratiquant. Preuve selon lui que « cette loi est

29. Gandhi, *La Voie de la non-violence*, trad. de l'anglais (Inde) par Guy Vogelweith, Folio sagesses, 2019, p. 54.

30. *Ibid.*, p. 20.

conforme au plan de l'univers³¹ ». Cela implique aussi de se changer soi-même, de sortir d'un conditionnement qui fait de la violence le régulateur de la plupart de nos relations. L'ambition de Gandhi est immense, mais assumée : « J'ai pour mission de convertir à la non-violence les Indiens, les Anglais et finalement le monde entier, pour supprimer toute injustice dans les relations politiques, économiques, sociales et religieuses. Si on m'accuse d'être trop ambitieux, je plaiderai coupable³². »

Penser la non-violence : stratégie et gestion des émotions

Avec Gandhi, la non-violence dépasse donc les dimensions philosophique et individuelle et devient une méthode d'action tout à fait révolutionnaire en ce sens qu'elle apparaît désormais comme une nouvelle force de transformation radicale au service d'une majorité jusqu'ici silencieuse et prétendument faible. Elle ne souffre par ailleurs d'aucune ambiguïté et requiert à la fois de la discipline et une détermination à rester dans le cadre fixé au départ. En ce sens, elle comporte en elle une exigence éthique³³. Les valeurs qu'un mouvement non-violent souhaite porter doivent guider son action et non être perçues uniquement comme des objectifs. La question de la fin et des moyens est ici tout à fait centrale. Cela implique inévitablement

31. *Ibid.*, p. 21.

32. *Ibid.*, p. 55.

33. *Pour une non-violence éthique et politique*, Éditions du MAN, 2014, p. 23.

un important travail sur soi. Nous sommes toutes et tous sujets à des sentiments et des émotions parfois difficiles à gérer : frustration, colère, rancœur sont des réactions profondément ancrées en chacune et chacun de nous. Opter pour la non-violence, c'est tenter d'infléchir le cours de celles-ci. Il ne s'agit en aucun cas de porter un regard négatif sur elles et de s'auto-flageller, mais bien au contraire de prendre conscience de la complexité de nos émotions, d'écouter ce qu'elles nous disent pour mieux les accepter. Avoir à l'esprit aussi qu'elles font partie de notre équipement de régulation de survie³⁴. C'est à cette condition qu'il devient possible de les transformer dans un second temps en une énergie véritablement positive et créatrice. Face à une situation extrême, face à un haut niveau de stress et parfois de brutalité, nos émotions sont logiquement exacerbées et il est très facile de perdre le contrôle de soi et d'une situation. L'expérience d'Amritsar l'a tragiquement rappelé à Gandhi.

Lorsqu'il entreprend sa célèbre marche du sel en 1930, il est beaucoup plus aguerri et choisit 79 personnes expérimentées pour l'accompagner et parcourir les 350 kilomètres qui séparent les villes d'Ahmedabad et Dandi, au bord de l'océan Indien³⁵. Sur le plan stratégique, cette campagne de désobéissance civile est considérée comme

34. *Pourquoi la non-violence est-elle révolutionnaire ?* brochure éditée par l'association Non-Violence XXI, 2019, p. 8.

35. Hans Schwab, « La marche du sel avec Gandhi, 1930 », in *Alternatives non-violentes*, n° 156, 2010, p. 6.

un coup de maître. Tout a été savamment pensé: objectifs, logistique, mise en pratique. Grâce à une action simple en apparence, à la définition d'objectifs clairs et surtout atteignables, Gandhi va porter un coup déterminant à l'occupant britannique: en s'attaquant à un symbole de l'oppression, la confiscation d'un bien naturel et précieux pour les Indiens (le sel); en rendant leur fierté et un peu de leur souveraineté à ses compatriotes, et ainsi en leur faisant prendre conscience qu'ils peuvent et doivent être les actrices et les acteurs de leur libération; enfin, en marquant l'opinion publique internationale et en questionnant son indifférence par rapport à l'oppression coloniale.

Il espère ainsi déclencher un mouvement de masse afin de provoquer un immense désordre juridique (notamment en remplissant les prisons) et de mettre en lumière l'absurdité de la loi alors en vigueur. Pour atteindre ses objectifs, il élabore une stratégie méthodique et ne néglige aucun aspect:

Communication: on annonce la campagne et l'action envisagées afin de s'exposer ouvertement à une sanction et ainsi pointer du doigt une loi intrinsèquement injuste. On retrouve ici un principe clé de la désobéissance civile. Assumer ses actes, agir à visage découvert, prendre en compte les conséquences pénales liées à la transgression. C'est un message qui s'adresse à l'opinion publique avant tout, qui vise à la « toucher au cœur ». Au niveau du mouvement, on donne un maximum de consignes. On insiste sur le principe de non-violence et sur la discipline absolument essentielle pour la réussite de l'opération.

Éducation et pédagogie: on prépare le terrain au maximum. On sensibilise les populations avec l'appui d'étudiantes. On informe sur les sujets fondamentaux qui permettront à l'Inde de se sortir

de l'emprise britannique et de reprendre confiance dans la capacité de chacune et chacun à œuvrer pour favoriser cette émancipation.

Formation et anticipation : on pare à toute éventualité. On réfléchit à différents scénarios afin de ne surtout pas casser la dynamique enclenchée. En cas d'arrestation, Gandhi ne veut surtout pas prendre le risque que le mouvement cesse. Il prévoit des suppléantes et espère que de nouveaux leaders émergeront au cours de la marche.

Au bout de vingt-quatre jours, soit le 6 avril 1930, Gandhi, ses compagnes et compagnons atteignent leur but, le rivage, et ramassent une poignée de sel exhibée fièrement. La participation des Indien·nes est massive. 60 000 personnes sont jetées en prison, ce qui contraint les Britanniques à négocier. L'impôt sur le sel n'est certes pas aboli, mais on autorise les habitant·es des villages vivant près des lieux de production à se servir directement pour leur consommation personnelle et pour en vendre à proximité de chez eux. Outre les concessions accordées, cette action non-violente aura surtout permis de redonner une fierté à tout un peuple et reste aujourd'hui le symbole de la marche de l'Inde vers l'indépendance.

Cet exemple célèbre illustre à quel point la non-violence comme stratégie de lutte ne s'improvise pas. Celle-ci nécessite à la fois de se former et de s'astreindre à une discipline rigoureuse. Nous sommes donc ici bien loin des idées reçues sur la non-violence, hélas encore largement véhiculées par ses opposant·es, et de l'image de manifestant·es pacifistes aussi sympathiques qu'inoffensifs. Dans la brochure *Pourquoi la non-violence est-elle révolutionnaire ?* éditée en 2019, l'association Non-Violence XXI

revient sur ces stéréotypes et donne une liste non exhaustive de principes qui caractérisent généralement une stratégie de lutte non-violente³⁶ :

« Choisir, planifier et mettre en œuvre diverses actions collectives de manière coordonnée en vue d'atteindre un objectif déterminé et représentant une avancée pour l'intérêt général.

Se former afin d'acquérir les bons réflexes le temps venu.

Faire le pari de la médiation, c'est-à-dire une aide extérieure qui permette de créer un nouvel espace où la vérité (entendue comme réalité objective et subjective) cohabite avec le respect et la compréhension.

Adhérer au principe de non-coopération qui vise à paralyser les rouages de l'oppression pour rétablir de la justice.

Opter pour la désobéissance civile posée comme un "devoir" dès lors qu'une loi génère de l'injustice.

Assumer la responsabilité personnelle des actes commis.

Considérer que les médias, les procès et la sympathie de l'opinion publique permettent de modifier favorablement le rapport de force et de favoriser un changement. Tout combat finit par des

36. *Pourquoi la non-violence est-elle révolutionnaire ?* brochure éditée par l'association Non-Violence XXI, 2019, p. 9.

négociations avec ses opposantes. Il s'agit donc de créer les conditions favorables à sa cause et de permettre aux opposants de sortir dignement [du conflit].»

Les principales organisations non-violentes françaises³⁷ ont bien compris les enjeux de la formation à la stratégie de lutte non-violente afin d'acquérir techniques et bons réflexes. Cela permet d'apprendre à « réagir » ou « ne pas réagir ». Cela permet enfin de travailler à plusieurs niveaux et d'intégrer toutes les données d'un problème. Une stratégie fondée sur la lutte non-violente se révèle en effet particulièrement complexe à élaborer et à mettre en œuvre et seule une organisation efficace couplée à une dynamique collective forte peuvent permettre de la mener à bien.

Typologie des actions non-violentes selon Gene Sharp

Gene Sharp, universitaire et politologue américain (1928-2018), est certainement l'un des théoriciens les plus importants de la stratégie de lutte non-violente. Dans son ouvrage *De la dictature à la démocratie*³⁸ (publié en anglais en 1993), qui a influencé de nombreux mouvements de résistance à travers le monde (Birmanie, Otpor en Serbie, révolution des roses en Géorgie, révolution orange en Ukraine...), et notamment les mouvements liés au printemps arabe, il synthétise

37. Voir la présentation de Non-Violence XXI page 10.

38. Gene Sharp, *De la dictature à la démocratie – Un cadre conceptuel pour la libération*, trad. de l'anglais par Dora Atger, L'Harmattan, 2009.

ses nombreuses recherches sur le sujet et joint une liste de 198 méthodes d'action non-violente³⁹.

L'objectif de cet ouvrage est de donner des outils clés en main aux citoyennes et citoyens souhaitant agir concrètement, mais surtout efficacement. Il s'agit d'un véritable guide pratique de la résistance civile non-violente qui développe une approche pragmatique de la révolution. Il repose sur le constat que face à un régime dictatorial, toute lutte armée ou logique de négociation est inexorablement vouée à l'échec.

Selon Gene Sharp, dans la grande majorité des cas, faire le choix d'user de moyens violents se heurte à une violence plus forte encore. Ce qui a le plus souvent pour conséquence directe que le pouvoir en sort renforcé. Et dans le cas de figure où celui-ci finit quand même par être renversé, Sharp note que, très souvent, le régime qui le remplace se montre tout aussi répressif et autoritaire, ne serait-ce que pour asseoir son pouvoir et éliminer toutes les opposantes potentielles. Changement de régime ne signifie pas en effet changement de système. Dans nombre de situations, ledit changement se révèle même être une parfaite illusion. En bref, « il faut que tout change pour que rien ne change⁴⁰ ». Le problème étant qu'intrinsèquement,

39. Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action – Part Two: The Methods of Nonviolent Action*, Porter Sargent Publishers, 1973.

40. Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, trad. de l'italien par J.-P. Manganaro, Le Seuil, 2007.

les structures du pouvoir politique ne sont que rarement remises en cause dans le cas d'un soulèvement armé.

Concernant l'autre option, celle de la négociation, Gene Sharp la considère tout simplement comme irréaliste au regard du rapport de force. Il se demande en effet pourquoi un régime en position de domination accepterait de négocier, si ce n'est pour des raisons basement cyniques et largement intéressées, par exemple pour redorer son image et apparaître ainsi plus légitime. C'est donc une approche que Gene Sharp perçoit comme totalement angélique, et finalement contre-productive, voire dangereuse.

Il en arrive à la conclusion que seule la stratégie de la *défiance politique*, alimentée par l'action non-violente et la désobéissance civile de masse, est efficace et souhaitable⁴¹. Fort de cette idée, il énumère ensuite les 198 méthodes qu'il regroupe en trois catégories : protestation et persuasion non-violente, non-coopération, intervention non-violente. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est l'intérêt et l'objectif de la démarche. Il ne s'agit pas juste de fournir une liste d'idées dans laquelle n'importe quel mouvement contestataire pourrait piocher à sa guise sans avoir défini préalablement une vision stratégique claire. Au contraire, Gene Sharp souhaite proposer une base de moyens et d'outils pratiques permettant de concrétiser une réflexion stratégique globale et d'adapter ainsi les actions envisagées au contexte social et politique de la zone concernée. Il propose une planification

41. Mayeul Kauffmann, « Documenter les actions non-violentes », *Silence*, n° 481, sept. 2019.

stratégique à long terme la plus pragmatique possible et qui tient véritablement compte de la situation locale et des forces en présence. Selon lui, les campagnes stratégiques particulières ne peuvent être développées qu'après la stratégie globale et doivent se contenter de la renforcer⁴². Pour Gene Sharp, sous-estimer cette étape fondamentale dans un processus révolutionnaire constituerait une grave erreur. De ce point de vue, rien ne doit être laissé au hasard et tous les aspects du conflit doivent faire l'objet d'une compréhension la plus fine possible : « Facteurs physiques, historiques, gouvernementaux, militaires, culturels, sociaux, politiques, psychologiques, économiques et internationaux⁴³. » Ce travail conditionne largement le choix des moyens effectué ultérieurement. Autre point important : même si un mouvement peut avoir besoin d'une assistance extérieure, Gene Sharp estime que celle-ci doit rester la plus discrète et la moins intrusive possible. Selon lui, « les forces essentielles de la lutte doivent provenir de l'intérieur même du pays⁴⁴ », le rôle de gouvernements étrangers ou d'organisations internationales devant s'en tenir idéalement à la sensibilisation et à la pression de l'opinion publique ou, dans des situations plus complexes, à la mise en place éventuelle de sanctions diplomatiques, politiques voire économiques. L'exemple de l'Afrique du Sud avec la campagne de boycott des oranges Outspan à partir de 1975, responsable d'une baisse importante des

42. Gene Sharp, *De la dictature à la démocratie...*, op. cit., p. 77.

43. *Ibid.*, p. 77 et 78.

44. *Ibid.*, p. 81.

ventes en quelques mois, illustre parfaitement un type de soutien pouvant être apporté par des membres de la communauté internationale, qui ne risque pas d'être perçu comme une forme d'ingérence. Le sujet mérite que l'on s'y attarde un peu. Dans les années 1960, alors que l'Afrique du Sud vit selon les lois de l'apartheid depuis 1948 (lois confortant les lois raciales et institutionnalisant la ségrégation), la situation est de plus en plus compliquée pour les populations noires et pour l'ANC (Congrès national africain), officiellement interdit et déclaré hors-la-loi après le massacre de Sharpeville le 21 mars 1960. Ses principaux leaders (dont Nelson Mandela) ont été condamnés à la prison à vie en 1964 et le mouvement doit se reconstruire depuis l'étranger. Dès lors, les pressions internationales s'intensifient et réclament l'abolition de l'apartheid. L'Afrique du Sud est exclue des Jeux olympiques de Mexico en 1968 et se voit de plus en plus isolée. Dans ce contexte, une grande campagne de boycott est lancée en 1973 aux Pays-Bas, pays historiquement lié à l'Afrique du Sud, contre les oranges Outspan, marque très présente dans les supermarchés européens, et considérée comme un symbole de l'exploitation des Noires. Une affiche représentant la tête d'un enfant noir sur un presse-agrumes marque alors les esprits. La campagne est relayée en France dès 1975 par des associations comme le MAN, le CCFD, le DEFAP⁴⁵, Artisans du monde ou la Cimade, avec

45. Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire aujourd'hui), Département évangélique français d'action apostolique (DEFAP).

un fort impact médiatique. On estime que cette campagne a fait baisser les ventes de la marque d'environ 30 %⁴⁶.

Voyons maintenant en quoi la mise en pratique de ces méthodes d'action peut favoriser l'émergence de nouveaux rapports de forces. Gene Sharp leur attribue deux vertus essentielles : d'une part, elles provoquent généralement l'assentiment d'une large partie de l'opinion (elles sont précisément élaborées dans cette optique), d'autre part elles redonnent à la population le sentiment qu'elle seule a la capacité de devenir actrice des événements (souvenons-nous de l'exemple de la marche du sel). Il serait toutefois utopique d'imaginer que l'on puisse obtenir des résultats spectaculaires rapidement et il convient de commencer par se fixer des objectifs limités donc atteignables. L'idée reste de « galvaniser » les troupes, de leur faire prendre confiance et finalement d'entraîner toujours plus de monde à ses côtés. Cette logique favorise un changement progressif du rapport de force, chacun et chacune des personnes engagées prenant conscience de la puissance du collectif et de son propre « pouvoir d'agir ». Gene Sharp qualifie la stratégie de mise en place de ces premières campagnes ciblées de *résistance sélective*⁴⁷. Il insiste par ailleurs sur l'importance de leur octroyer, dans un premier temps, une dimension symbolique à la portée subversive limitée afin de s'assurer du soutien d'une large partie de la population et de ne pas

46. Serge Perrin, « Le boycott, une arme citoyenne non-violente », *Alternatives non-violentes*, n° 179, 2016, p. 18.

47. Gene Sharp, *De la dictature à la démocratie...*, op. cit., p. 92.

avoir l'air de défier trop « brutalement » le pouvoir. Cela permet aussi de jauger les réactions, de monter crescendo dans son opposition et de ne pas perdre de nombreuses forces trop tôt dans la bataille.

Nous n'allons pas énumérer ici les 198 méthodes. Ce qu'il faut surtout garder à l'esprit, c'est que chacune des trois catégories définies par Gene Sharp (protestation et persuasion non-violente, non-coopération, intervention non-violente) répond à des objectifs bien précis s'inscrivant dans un processus long dont l'objectif est l'émancipation, notamment à travers la tenue d'élections libres et démocratiques. Dans cette optique, la possibilité de puiser dans un large répertoire de méthodes (grèves, boycotts, actes publics symboliques, non-coopération administrative ou judiciaire, occupation de lieux de pouvoir, engorgement de services, événements alternatifs, désobéissance civile, etc.) permet davantage de créativité et une plus grande capacité à agir. Cela permet aussi de surprendre l'adversaire, de fédérer et d'attirer de nouvelles forces vives, la diversité des moyens d'action offrant la possibilité à un nombre croissant de personnes de trouver leur place dans la lutte en décidant du degré et du type d'engagement qu'elles souhaitent assumer.

LA RÉVOLUTION NON-VIOLENTE

Sortir du paradigme de la révolution violente

Le terme de « révolution » évoque souvent la violence. Au regard de notre histoire, et des cinq premières années de la Révolution française (1789-1794), marquées par un incroyable déchaînement de violences, rien de surprenant

à cela. D'ailleurs, si l'on accepte de regarder les faits avec objectivité, il apparaît historiquement difficile de ne pas associer violence et processus révolutionnaire, et ce, au moins jusqu'au ^{xx}e siècle. La révolution russe, initiée en février 1917, et la guerre civile qui en a découlé, avec ses millions de morts, marquent peut-être le paroxysme de cette forme violente de la révolution. Cette idée reste hélas bien présente aujourd'hui. Doit-on pour autant considérer et affirmer de manière définitive qu'une révolution est un processus qui, par les tensions et les oppositions qui l'animent inévitablement, la profondeur des changements qu'il appelle, ne peut s'exprimer que dans la violence? À nos yeux, accepter et valider cette unique définition en prétextant des faits historiques, même avérés, revient à nier toute possibilité pour un mouvement révolutionnaire de provoquer un changement de fond par des leviers autres que ceux proposés par les institutions démocratiques traditionnelles. Typiquement, la désobéissance civile est un mode d'action résolument non-violent qui assume une logique subversive et illégale, ceci dans l'objectif d'amorcer un changement de fond sur le plan démocratique, sociétal ou environnemental. Il s'agit donc bien d'initier, sans jamais recourir à la violence, un processus révolutionnaire, entendu comme transformation profonde de notre modèle de société actuel. En réalité, donner une définition de la révolution n'est pas anodin, car celle-ci véhicule des conceptions idéologiques qu'il ne faut pas sous-estimer. Prenons nos deux plus célèbres dictionnaires : le Larousse et le Robert. Pour le Larousse, est considéré comme révolution un « changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un État ».

Pour le Robert, l'approche est différente. La révolution y est définie comme l'« ensemble des événements historiques qui ont lieu lorsqu'un groupe renverse le régime en place et que des changements profonds se produisent dans la société ». Nulle trace ici de violence ou de brutalité. Ces exemples traduisent des sensibilités différentes, et disons-le aussi, des regards différents sur cette notion de révolution. Le problème, c'est que le principal repère d'une très large partie de la population française aujourd'hui demeure évidemment la Révolution de 1789, dont on ne peut pas dire qu'elle représente un modèle de non-violence. Fort heureusement, le xx^e siècle a un peu changé la donne et enfin apporté la preuve qu'une révolution pouvait aussi être non-violente. Nous avons déjà largement évoqué Gandhi. Il est temps maintenant d'aborder un célèbre pasteur de Philadelphie, auteur d'un livre s'inscrivant pleinement dans cette philosophie : *Why We Can't Wait*, paru en 1964, et dont le titre de l'édition française n'est autre que *Révolution non violente*⁴⁸.

Martin Luther King, de la lutte pour les droits civiques à la marche pour les pauvres

« Ce n'est pas nous qui faisons l'histoire, c'est l'histoire qui nous fait⁴⁹. »

En choisissant de porter, la plupart du temps contre vents et marées, une vision non-violente de la révolution, Luther King a, bien qu'il s'en défende, lui aussi fait

48. Martin Luther King, *Révolution non violente*, trad. Odile Pidoux, Payot, 2006.

49. Martin Luther King, *La Force d'aimer*, Payot, 2006.

l'histoire. Au cours des nombreuses luttes qu'il a engagées dès 1955 (avec le boycott des bus de Montgomery), il n'a cessé de renforcer sa conception révolutionnaire de la lutte et de l'engagement. Pour lui, chaque victoire répond à un objectif de transformation de la société et représente une étape de plus sur un chemin admis d'entrée de jeu comme long et fastidieux. Il n'a jamais perçu les avancées ou les droits obtenus comme des fins en soi, considérant rapidement que les inégalités ayant nourri ses combats allaient bien au-delà de la seule cause des Noires. Certes, sa plus célèbre bataille, la lutte pour les droits civiques, l'a occupé pendant plus de dix ans. Mais malgré les succès qui ont participé à la construction du mythe, ce serait une erreur de réduire l'action de Luther King à cet unique combat. Tout au long de son parcours et de ses expériences militantes, sa vision, son discours et son champ d'intervention sont en effet devenus de plus en plus subversifs. Plus dangereux également pour le pouvoir en place, peut-être aussi pour lui. Ses positions contre la guerre du Vietnam ou sa grande campagne nommée « Marche des pauvres » (Poor People's March) à partir de 1967 témoignent de cette volonté d'aller plus loin et de multiplier les poches de résistance. Au gré de ces diverses luttes, il appelle « à la mise en œuvre d'une action collective visant à subvertir le système jusque dans ses racines les plus profondes⁵⁰ ». Car, il en est convaincu, c'est toute la société et les valeurs qu'elle véhicule qui

50. Manuel Cervera-Marzal, « Vers une théorie de la révolution non-violente », *Dissensus*, avril 2011, p. 175.

doivent être repensées. Selon lui, le capitalisme génère de la violence, car c'est un système qui nous divise et se construit sur l'exploitation des masses par une minorité toute puissante. En cela, c'est un système qui génère la misère, crée différentes classes sociales, augmente les inégalités, encourage le colonialisme et l'impérialisme. Il ne voit par conséquent pas d'autre solution que d'affronter ses fondements économiques⁵¹, résister massivement et faire converger le maximum de luttes autour d'un objectif ambitieux : instaurer « une forme inédite de socialisme américain, mâtiné d'un internationalisme des peuples opprimés⁵² ». En ce sens, son action ne cesse de s'inscrire dans une logique révolutionnaire et radicale. La désobéissance civile de masse représente à ses yeux le moyen le plus efficace et le plus mobilisateur pour espérer parvenir à enrayer les rouages du système. Cette radicalité s'exprime par une quête permanente de cohérence, ce qui n'a pas toujours été compris, même au sein de son propre camp. Ses prises de position contre la guerre du Vietnam lui ont par exemple valu de violentes critiques et il lui faudra près de deux ans pour les assumer et rallier pleinement cette cause. Dans le même temps, de nombreux leaders d'organisations noires préfèrent se taire sur le sujet, estimant d'une part que cette question est étrangère à la lutte pour les droits civiques et d'autre part qu'elle est beaucoup trop

51. *Ibid.*, p. 175.

52. Sylvie Laurent, *Martin Luther King. Une biographie intellectuelle et politique*, Le Seuil, 2015 (1992), p. 20.

polémique et que s'engager sur ce terrain peut clairement nuire à leur mouvement. Luther King refuse d'entrer dans ces calculs. Pour lui, tout est lié. L'impérialisme américain et la ségrégation infligée aux populations noires relèvent d'une même volonté : asservir et exploiter des minorités pour enrichir une caste de privilégiés. Associer son combat à celui des opposantes à la guerre du Vietnam lui apparaît donc comme une évidence, une suite logique dont l'objectif est de rassembler les luttes. Il le répète inlassablement : la révolution, entendue comme transformation radicale de la société, du monde même, ne pourra se matérialiser concrètement que si elle est portée par des moyens et des outils 100 % non-violents.

L'objectif de sa révolution, c'est l'avènement de ce qu'il nomme un « pouvoir neuf ». Pour Luther King, l'émancipation passe nécessairement par une redistribution du pouvoir qui doit s'opérer à tous les niveaux : entre les personnes, entre les groupes sociaux, entre les nations. Selon lui, aucun des problèmes liés au racisme, à la colonisation, aux inégalités sous toutes leurs formes ne pourra être définitivement résolu sans une nouvelle répartition de ce pouvoir. C'est pourquoi il théorise ce principe de « pouvoir neuf » et utilise le mot *révolution*. Il ne s'agit pas seulement de transformer les hommes et les femmes, mais bien toutes les institutions qui participent depuis longtemps à la mise en place des inégalités. Il faut aller plus loin, sortir définitivement du gradualisme qu'il considère comme une drogue

tranquillisante⁵³. Il faut aussi élargir la lutte, le racisme ne représentant à ses yeux qu'un des trois grands fléaux à combattre, avec le militarisme et un matérialisme débridé symbolisé par la logique capitaliste. Son discours de Riverside dans le quartier de Harlem le 4 avril 1967, un an jour pour jour avant sa mort, est certainement son sermon le plus puissant et le plus révélateur de cette volonté : « La guerre du Vietnam n'est que le symptôme d'un malaise encore plus profond de l'esprit américain [...]. Je suis convaincu que si nous voulons nous placer du bon côté de la révolution mondiale, nous devons en tant que nation effectuer un changement radical de nos valeurs [...] passer d'une société orientée sur la chose à une société orientée sur la personne. [...] Une nation qui continue année après année à dépenser plus d'argent pour la défense militaire que pour les programmes de mieux-être social marche vers la mort spirituelle⁵⁴ ».

Dans cette même logique, il défend aussi bien l'idée d'un second New Deal que la construction de cinq cent mille logements sociaux par an ou de la distribution d'un revenu minimum universel⁵⁵. Son projet de « Marche

53. "I Have a dream", Discours M. Luther King lors de la marche sur Washington pour l'emploi et la liberté, Lincoln Memorial, 28 août 1963.

54. Sylvie Laurent, *Martin Luther King...*, *op. cit.*, pp. 376-377.

55. Anthony Mangeon, *Martin Luther King. Éthique et action*, Le Cerf, 2020, p. 198.

des pauvres⁵⁶» poursuit ces objectifs ambitieux. Il envisage une désobéissance massive regroupant des populations pauvres de toutes les origines avec, à la clé, la remise d'un programme économique révolutionnaire aux membres de la Maison Blanche. Il s'agit pour lui de faire sortir du ghetto une Amérique que les grandes dirigeantes et les privilégiées du système refusent de voir. De montrer aussi que dépenser des milliards pour faire la guerre à l'autre bout du monde alors même que des millions d'Américaines vivent dans des conditions intolérables n'est pas digne de la grande démocratie que l'Amérique prétend vouloir incarner. Enfin, cette grande marche doit aussi permettre de libérer celles et ceux qu'il appelle les « sans-voix », leur redonner un sentiment de fierté et les convaincre, à l'instar de Gandhi avec la population indienne lors de la marche du sel, qu'ils-elles sont les seules à pouvoir s'émanciper, à pouvoir sortir de l'oppression et tenter de reprendre du pouvoir. Avec ses plus fidèles soutiens, il va ainsi participer à de nombreuses réunions fin 1967 et s'investir dans

56. Considérant que seule la justice sociale est garante d'une société véritablement démocratique, Martin Luther King imagine cette campagne afin d'étendre la lutte pour les droits civiques à tous les pauvres, sans tenir compte de l'origine ou de la couleur de peau. Il souhaite ainsi construire une immense « armée interracial » non-violente partant de différentes régions en direction de Washington où un programme économique doit être remis à la Maison Blanche. Son objectif : attirer l'attention du grand public sur la violence des inégalités aux États-Unis et contraindre le gouvernement à adopter la « Charte des droits économiques pour les déshérités » qui prévoit entre autres : 30 millions de dollars pour lutter contre la pauvreté, un engagement de l'État pour le plein emploi, une loi garantissant un salaire minimum et un plan ambitieux de création d'emplois publics et de construction de logements sociaux.

le lancement de cette campagne. Leur premier objectif consiste à recruter des militantes et des militants formés, des familles précaires aussi, prêtes à s'engager dans la lutte. Une tournée de grands rassemblements avec l'appui d'artistes célèbres est envisagée. Des concerts sont prévus aux États-Unis et en Europe. Les revendications sont affinées et clairement affichées. On exige le vote d'un budget de plusieurs dizaines de millions de dollars dédié à cette cause nationale, le plein emploi garanti, un salaire minimum et la construction de cinq cent mille logements sociaux. Un programme très ambitieux intitulé « Charte des droits économiques pour les déshérités » fortement inspiré du célèbre New Deal de Franklin D. Roosevelt. Martin Luther King, conscient du poids de l'Histoire, cherche ainsi à créer l'adhésion autour de son projet et à convaincre les plus sceptiques que celui-ci n'a rien d'une chimère. Malgré des désaccords dans son propre camp, des activistes de tous les horizons acceptent de se joindre à la campagne : Black Power, pacifistes de gauche, associations de pauvres blancs, groupes nationalistes indiens et latinos. Il fait aussi appel au célèbre dirigeant syndical Cesar Chavez, ouvrier agricole et petit-fils d'un émigré mexicain, organisateur d'une marche sur Sacramento en 1966, ayant lui-même « choisi délibérément de défier les propriétaires terriens avec les seules armes de la non-violence⁵⁷ ».

57. Jean-Marie Muller, « Cesar Chavez et la longue marche des Campesinos, 1966 », *Alternatives non-violentes*, n° 156, 2010.

En mars 1968, à Atlanta, moins de trois semaines avant d'être assassiné à Memphis lors d'un déplacement de soutien aux éboueurs en grève, Luther King est à la tête d'une grande réunion regroupant une cinquantaine d'organisations et des leaders dissidents très influents, allant bien au-delà de ses cercles habituels. Assassiné le 4 avril 1968, il n'a finalement pas pu concrétiser son projet. La « Marche des pauvres » est malgré tout lancée le 12 mai par son épouse Coretta. « Resurrection City », espèce de laboratoire démocratique autogéré, est officiellement inaugurée le 13 mai. Orpheline de son leader, l'expérience finit par tourner court. Des tensions entre les différentes communautés émergent rapidement, qui peuvent être reliées à plusieurs facteurs : insalubrité, conditions météorologiques, forte pression policière et certainement aussi absence de celui qui a longtemps porté ce rêve d'une ville nouvelle. La désorganisation gagne peu à peu la cité et le projet s'achève par une expulsion brutale seulement deux mois après son lancement.

Solidarnosc, un exemple de révolution non-violente

L'idée de révolution non-violente peut aussi s'appliquer à d'autres événements de ces cinquante dernières années. Nous avons déjà cité les exemples de la Serbie avec le mouvement Otpor (Résistance) en 2000 ou des révolutions de couleur en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004). Nous souhaitons maintenant aborder le cas d'un grand mouvement polonais de la fin du xx^e siècle resté célèbre dans l'histoire de la lutte non-violente : Solidarnosc. Voyons pourquoi ce mouvement majeur en Europe est considéré comme une révolution non-violente de premier plan.

Au début des années 1960, la Pologne vit sous le joug communiste et soviétique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle appartient au fameux bloc de l'Est où une écrasante majorité des habitant·es souffre de conditions de vie très difficiles qui contrastent singulièrement avec celles des pays occidentaux. Au sein du bloc, de nombreuses révoltes ont éclaté durant les années 1950, toutes violemment réprimées : soulèvement populaire en RDA (Allemagne de l'Est) en juin 1953, révolution de 1956 en Hongrie qui fait plus de 3 000 morts, soulèvement de Poznan en Pologne en 1956 également. L'insurrection polonaise, bien que durement réprimée aussi, marque néanmoins un tournant démocratique avec l'instauration des conseils ouvriers et l'arrivée au pouvoir de Gomulka, dirigeant communiste perçu à l'époque comme « modéré ». À la suite de ces avancées, une résistance politique se met en place au cours des années 1960 et s'intensifie peu à peu. En décembre 1970 ont lieu les émeutes de la Baltique, grandes manifestations contre la hausse des prix dans les villes de Gdansk, Gdynia, Elblag et Szczecin sur la côte nord de la Pologne. La répression est encore une fois terrible. L'armée tire sur la foule et le bilan s'élève à plus de quarante morts et au moins mille blessées. En juin 1976, des émeutes ouvrières sont à nouveau réprimées à Radom et à Varsovie (quartier d'Ursus). Près de 2 300 personnes sont arrêtées et 373 sont condamnées à de la prison ferme et à de lourdes amendes. Un Comité de défense des ouvrières (KOR), organe qui préfigure le mouvement Solidarnosc, est créé afin de soutenir les travailleuses et travailleurs victimes de la répression. En juillet 1980, la décision d'augmenter

les prix et de geler les salaires afin de résorber la dette du pays provoque une vague d'occupations d'usines.

Le mouvement ne dure pas sauf dans la région de Gdansk, où une grève démarre sur les chantiers navals en août 1980. 17 000 personnes cessent de travailler afin de protester contre le licenciement de la syndicaliste Anna Walentynowicz. Cette dernière et les militantes Alina Pieńkowska, Ewa Ossowska et Henryka Krzywonos présentent le potentiel du mouvement. Elles lui permettent de décoller en parvenant à convaincre les grévistes que ce serait une erreur historique de se satisfaire de la promesse des autorités du chantier de leur payer une augmentation⁵⁸. Le mouvement s'étend rapidement sur toute la côte de la Baltique. Le gouvernement recule, mais le mouvement se poursuit et prend de l'ampleur. Un comité rassemblant une vingtaine d'entreprises se constitue alors. Son objectif est d'obtenir le même accord pour toutes les entreprises du pays. Le 17 août, l'Église polonaise célèbre une messe au chantier Lénine, affichant ainsi son soutien au mouvement. Beaucoup d'ouvrières rejoignent alors les grévistes et la contestation s'intensifie encore. Fin août, le comité est désormais constitué de 500 entreprises. Le régime, toujours sous pression, est contraint de négocier et accepte de signer le 31 août 1980 un accord qui donne aux ouvrières le droit de s'organiser librement en syndicats, en dehors de tout contrôle du parti communiste. Solidarnosc (solidarité en

58. Katarzyna Szkuta, « Ouvrières et meneuses, une histoire de Solidarnosc à restaurer », *Le courrier d'Europe centrale*, 27 Août 2020.

français) est officiellement créé le 1^{er} septembre et choisit Lech Walesa comme premier président.

Au-delà de la dimension politique de cet événement qui aura un impact considérable sur la chute du mur de Berlin quelques années plus tard, Solidarnosc représente un authentique laboratoire d'expérimentations et d'initiatives non-violentes : occupations pacifiques des lieux de travail, non-recours aux manifestations de rue, pratiques démocratiques et d'autogestion à tous les niveaux de décision, messes de soutien au mouvement, bulletins et journaux échangés d'un lieu à l'autre dans une société soumise alors à un contrôle total, réapparition des journaux muraux, universités ouvrières même dans les petites communes. C'est un modèle d'éducation populaire qui repose sur une incroyable énergie, beaucoup de créativité, et une volonté permanente d'offrir au plus grand nombre des clés de compréhension du monde et de la « chose publique », l'objectif étant de donner la possibilité à un maximum de citoyen·nes de s'opposer au pouvoir. À partir de 1981, avec la nomination du général Jaruzelski et l'interdiction des syndicats, la direction de Solidarnosc est arrêtée et le mouvement se voit contraint d'agir dans la clandestinité. La sociologue et militante féministe Katarzyna Szkuta explique que sept femmes, Helena Łuczywo, Joanna Szczęsna, Anna Dodziuk, Ewa Kulik, Zofia Bydlinska, Małgorzata Pawlicka et Anna Bikont fondent aussitôt le « Groupe opérationnel féminin » :

« Elles entreprennent immédiatement de restaurer les structures vitales du syndicat délégalisé et de retisser un réseau de contacts à même de faire vivre ces dernières, le tout dans un contexte de loi

martiale rythmé par les couvre-feux, la surveillance incessante et les arrestations régulières⁵⁹.»

Elles deviennent la colonne vertébrale du journal d'opposition *Mazowie*, coordonnent le travail du réseau clandestin. Les femmes jouent un grand rôle dans le maintien de l'influence du mouvement jusqu'en avril 1989, date à laquelle il redevient légal et peut officiellement participer aux élections parlementaires partielles, remportant une écrasante victoire. Quelques mois plus tard, en décembre 1990, Lech Walesa est élu président de la République.

Solidarnosc représente encore aujourd'hui une puissante source d'inspiration, car il incarne tout à la fois un mouvement massif et populaire, inventif et radicalement non-violent. Son succès a influencé dès les années 1980 de nombreux mouvements à travers le monde. En France, au-delà des organes de lutte traditionnels, beaucoup d'intellectuel·les, d'artistes et de journalistes se sont pris de passion pour le phénomène, précisément du fait de son caractère non-violent et de sa capacité à redonner du pouvoir à des populations privées de liberté depuis des décennies. L'expression « révolution non-violente » prend donc tout son sens ici. Solidarnosc, c'est un mouvement initié par le peuple et pour le peuple. Un mouvement qui a redonné toute sa place à celle qui devrait toujours être une

59. *Ibid.*

actrice de premier plan pour toute démocratie digne de ce nom : la société civile.

Alors que Solidarnosc a survécu pendant sa période d'illégalité, notamment grâce à la volonté de fer de plusieurs femmes, celles-ci ont été écartées à la chute du régime. Dès lors, les droits des femmes et l'égalité des genres ne s'imposent pas comme des priorités pour le nouveau pouvoir en place, en grande partie issu de Solidarnosc. Dès 1993, Barbara Labuda, l'ancienne organisatrice des structures silésiennes de Solidarnosc mène le mouvement contre la restriction de l'accès à l'avortement. Cette lutte, encore d'actualité, continue à mettre des foules dans les rues⁶⁰.

Le rôle des femmes dans les mouvements non-violents

Marie Principe, autrice d'un rapport intitulé "Women in Nonviolent Movements", rédigé pour le *United State Institute of Peace*, aborde la question de la place des femmes dans les mouvements non-violents. Alors qu'on considère souvent que leur rôle se limite aux luttes pour les droits des femmes, elles ont en réalité organisé un nombre incalculable de mouvements pour défendre les droits humains, la protection de la biodiversité et la liberté dans le monde entier. Ce sont souvent des femmes qui ont développé des tactiques d'actions non-violentes novatrices, utilisant les discriminations qu'elles subissent – être sous-estimées, considérées comme faibles, victimes, cantonnées

60. *Ibid.*

à la sphère domestique et apolitiques – pour tromper leurs adversaires. Elles utilisent leur propre corps, et l'idéalisation qui l'entoure, comme un outil de dissidence ou de protection.

Ainsi, au Liberia, les femmes du Women of Liberia Mass Action for Peace ont joué un rôle crucial dans la démission du président Charles Taylor et la signature des accords de paix d'Accra le 18 août 2003 grâce à une action non-violente menée deux mois auparavant. Elles avaient organisé un sit-in à l'extérieur de la salle où se déroulaient les négociations, bloquant portes et fenêtres. Elles avaient résisté aux forces de sécurité qui n'avaient pas osé les déloger, les femmes menaçant de se déshabiller. Leur action avait mis la pression sur les négociations qui s'étaient ensuite accélérées⁶¹.

Dans le cas de Solidarnosc, en 1980, le service de sécurité du parti communiste, ne pouvant imaginer qu'une femme put exercer une fonction de cadre, recherchait le mystérieux coordinateur de l'hebdomadaire *Mazowiec*. L'efficacité du travail clandestin des femmes tint notamment à leur ingéniosité à jouer de ce stéréotype sexiste, allant jusqu'à signer leurs articles d'un pseudonyme masculin⁶².

61. Julia Bacha, *Budrus*, 2009.

62. Katarzyna Szkuta, « Ouvrières et meneuses, une histoire de Solidarnosc à restaurer », *op. cit.*

En Palestine, les femmes usèrent d'une ruse identique. *Budrus*, le film de Julia Bacha⁶³, montre leur rôle majeur dans l'organisation des structures et institutions parallèles, comme les comités et les jardins de la victoire qui ont permis au soulèvement populaire commencé en décembre 1987 de rester résilient face à la répression israélienne, défiant l'espace politique habituellement réservé aux hommes. Rabeha Diab, qui a dirigé l'Intifada pendant environ dix-huit mois, a parlé de l'apparente nécessité de consulter les dirigeants masculins avant de prendre des décisions : « Les gens venaient de Ramallah pour dire qu'ils avaient besoin de ceci ou de cela et pour demander conseil. Nous leur disions : "Donnez-nous quelques heures pendant que nous demandons aux frères de l'organisation." Mais il n'y avait pas de frères⁶⁴. »

Dans *Fukushima & ses Invisibles*, Sabu Kohso évoque la double peine des femmes qui doivent combattre à la fois le gouvernement et le modèle patriarcal. Il explique que « les femmes ont constitué le fer de lance des mouvements populaires post-Fukushima – des mères furieuses et “enragées”. Ce sont elles qui ont répondu le plus radicalement à la situation. [...] Doublement résistantes – face aux maris qui voulaient maintenir le statu quo et face au gouvernement qui prétend que tout est sous contrôle –, elles ont

63. Marie Príncipe, *Women in Nonviolent Movements*, United State Institute of Peace, Special Report: https://www.nonviolent-conflict.org/resource/womens-participation-and-the-fate-of-nonviolent-campaigns-english_page/

64. *Ibid.*

été à l'origine de la plupart des initiatives lancées après la catastrophe : la politisation des soins quotidiens, les protestations et contestations judiciaires, la surveillance des taux de radiations par les habitantes eux-mêmes, l'exode⁶⁵ ».

Marie Principe cite Peter Ackerman et Hardy Merriman qui identifient six points clés pour déterminer l'issue d'un mouvement non-violent. Ils décrivent trois caractéristiques des mouvements réussis : capacité à unir les gens, planification opérationnelle et discipline non-violente, qui peuvent faire émerger trois tendances : participation croissante des civiles à la résistance, réduction de l'impact de la répression et augmentation des défections dans les rangs des adversaires. Les rôles des femmes dans la planification et l'organisation, l'atténuation des réponses violentes des forces de sécurité (généralement moins enclines à ouvrir le feu sur les femmes), et leur accès à des espaces habituellement réservés aux hommes indiquent que les femmes contribuent fortement à l'atteinte de ces six éléments déterminants, et donc au succès des mouvements non-violents⁶⁶. D'après le rapport de One Health Future, *Women's participation and the fate of nonviolent campaigns*, les mouvements se préoccupant de l'égalité des genres ont plus de chances de succès, et les mouvements avec un nombre de

65. Témoignage de Sabu Kosho in Collectif, *Fukushima & ses invisibles*, Les Mondes à faire, 2018, p. 61.

66. Marie Principe, *op. cit.*

femmes importants en première ligne de la lutte ont plus de chances de se massifier⁶⁷.

Mais le rôle des femmes activistes dans l'histoire reste encore largement invisibilisé. Elles sont trop souvent absentes des récits. L'attention médiatique, accaparée par les hommes, laisse moins de place aux femmes qui ont pourtant joué des rôles clés dans la structuration des mouvements non-violents. Julia Bacha dénonce le fait que les médias ne couvrent que la violence dans les luttes et contribuent ainsi à invisibiliser les mouvements non-violents⁶⁸, portés par de nombreuses femmes. Marie Principe évoque notamment le mouvement des droits civiques aux États-Unis, regorgeant « d'histoires de femmes jouant un rôle essentiel dans l'organisation et l'exécution de sit-in, de manifestations et de marches. Mais leurs histoires ont longtemps été occultées ». Elle cite les réflexions personnelles de Mary Elizabeth King, évoquant le temps qu'elle a passé à travailler pour le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), l'une des principales organisations du mouvement : « Il est évident que les hommes étaient habituellement les porte-paroles et souvent les orateurs publics. Les femmes, cependant, étaient la force motrice centrale. Elles étaient des planificatrices, des organisatrices, des facilitatrices et des mobilisatrices efficaces. »

67. Erica Chenoweth, *Women's participation and the fate of nonviolent Campaigns*, One Earth Future, Report, septembre 2019.

68. https://www.ted.com/talks/julia_bacha_pay_attention_to_nonviolence/transcript?language=fr

Avant que Rosa Parks ne soit arrêtée en 1955 pour avoir refusé d'abandonner sa place dans un bus pour un homme blanc, le caucus politique des femmes noires de l'Alabama se préparait à boycotter les bus depuis trois ans. L'arrestation de Parks a mobilisé le caucus pour lancer le boycott des autobus de Montgomery, qui est devenu l'un des événements les plus transformateurs du mouvement des droits civiques, bien qu'il soit rarement mentionné qu'il était dirigé par un mouvement de femmes⁶⁹. C'est Ella Baker qui a rassemblé les nombreux dirigeants de diverses campagnes de sit-in lancées dans le Sud pour former le SNCC. Le fameux discours "I have a dream" prononcé lors de la Marche sur Washington n'aurait certainement pas existé sans Mahalia Jackson qui, sentant que le discours de Martin Luther King prenait une tournure trop académique, lui cria : « Parlez-leur du rêve⁷⁰! ». Grâce à ses encouragements, et allant à l'encontre des recommandations de son conseiller Wyatt Walker, King abandonna les notes qu'il avait préparées et termina son discours⁷¹...

Les luttes non-violentes amérindiennes déjà évoquées plus haut sont également largement imprégnées par la force et la détermination de femmes dont l'activisme est encore trop souvent mésestimé. Le film *Warrior*

69. Anne Brice, *The Montgomery bus boycott and the women who made it possible*, Berkeley News, 25 juin 2021.

70. Les grands discours : Martin Luther King. <https://www.arte.tv/fr/videos/074567-005-A/les-grands-discours-martin-luther-king/>

71. Marie Principe, *op. cit.*

Women réalisé par Elizabeth Castle et Christina King nous plonge dans la lutte pour la libération des autochtones et leur survie. De l'occupation de la prison d'Alcatraz en 1969 au combat contre le pipeline de Standing Rock en 2016⁷², *Warrior Women* raconte à travers la vie de Madonna Thunder Hawk, l'une des fondatrices de l'American Indian Movement (AIM), cinquante ans de combats pour les droits des autochtones et pour la Terre menés par des femmes puissantes et rebelles. Elles créèrent des *survival school* pour éduquer leurs enfants en dehors de l'école publique où ils subissaient des discriminations menant à un décrochage scolaire et à un déracinement familial, avec une éducation fondée sur le respect de la terre et des ressources naturelles, les droits civiques et la spiritualité. Les militantes de l'AIM sillonnèrent le pays pour soutenir les prisonnières politiques, actionnèrent des leviers juridiques, tinrent des conférences sur les alternatives, et menèrent des actions de résistance non-violente. L'organisation des Indiennes face à la société Union Carbide qui avait l'intention d'exploiter les réserves d'uranium des montagnes Black Hills du Dakota du Sud fut victorieuse. À la question « Au final, quelles victoires a obtenu votre communauté ? » posée par *Reporterre*, Madonna Thunder Hawk répond : « Des petites victoires, des progrès, mais rien qui résolve le problème. La victoire, c'est

72. Nick Estes et Jaskiran Dhillon, *Standing with Standing Rocks - voices from the #NODAPL movement*, Indigenous America, 2019.

qu'aujourd'hui, nous existons encore⁷³!» Celle qui explique que « danser est une part de ce que nous sommes » a dédié sa vie à la lutte pour la réappropriation d'une culture volée, d'une identité, d'un territoire, en s'attaquant aux racines du système. « Tout est relié », nous explique-t-elle, « si on ne peut pas sauver nos enfants, à quoi ça sert de sauver nos terres ? »

LA RADICALITÉ, UN CONCEPT CLÉ AUJOURD'HUI DANS LA STRATÉGIE NON-VIOLENTE

Que signifie « être radical-e » ?

Agir de manière radicale, c'est d'abord mener des actions qui s'attaquent à la racine des problèmes, et pas seulement à leurs symptômes. Cette radicalité est revendiquée par de nombreux mouvements qui cherchent à actionner des leviers de transformation puissants permettant d'envisager un changement systémique et culturel de fond. Cependant, l'idée reste souvent mal comprise et détournée de son sens premier. Beaucoup l'assimilent à des formes de luttes violentes ou à des modes opératoires incompatibles avec les valeurs non-violentes. Nous avons abordé au début de cette première partie la question du terrorisme qui, depuis la multiplication des attentats, a envahi notre imaginaire collectif. Le mot « radicalisation », qualifiant le processus conduisant un individu à se mettre volontairement

73. Gaïa Mugler et Pascale Solona, « Une mère sioux et sa fille racontent une vie de combat aux États-Unis », *Reporterre*, 17 janvier 2020.

en marge de la société au nom de la religion et à vouloir, dans les cas extrêmes, porter atteinte à toutes les personnes appartenant à cette société, est entré dans le langage courant. Dans ce contexte, il convient donc de manier le terme « radical » avec précaution tout en cherchant à lui redonner du sens. C'est pourquoi apporter d'emblée une clarification sémantique nous paraît essentiel.

Soyons claires ! Être radical·e dans sa manière de lutter ne signifie pas être extrémiste. Déterminé·es oui ! Aveugle, haineux ou dogmatique, non ! Pour un·e activiste, cela signifie juste élaborer des stratégies qui permettent de traiter le problème à la source, se pencher et agir sur ses causes profondes. Alors pourquoi défendons-nous avec force cette idée de radicalité ? Parce que d'une part, le contexte actuel, à la fois grave et complexe, nous impose d'agir autrement, d'adopter un angle qui puisse enfin faire émerger un changement de fond. D'autre part, parce que c'est un principe indissociable d'une stratégie de lutte non-violente. La non-violence a pour finalité de transformer en profondeur la société et le système vicié dans lequel nous évoluons. Loin de toute posture (ou imposture d'ailleurs), elle nécessite un savant dosage entre réflexion de fond et action. Il n'y a pas la pensée d'un côté, l'expérience de l'autre. Tout est lié. L'exemple de Gandhi est à ce titre parfaitement éclairant. L'action conditionne la pensée qui à son tour conditionne l'action. La radicalité ne consiste pas non plus à tendre vers une forme d'action toujours plus spectaculaire. Dans un article publié en 2019, Jon Palais, activiste et cofondateur d'Alternatiba et Action non-violente COP21, revient sur ces confusions et sur les débats relatifs aux modes d'action qui

animent les milieux militants. Selon lui, on assimile souvent la radicalité d'une action à son caractère subversif ou spectaculaire. Pourtant, comme il le précise ensuite : « ce n'est pas parce qu'une action a un mode opératoire spectaculaire, un fort niveau d'engagement, ou qu'elle suscite une répression importante, que son résultat est nécessairement radical ou qu'elle permet d'augmenter notre rapport de force pour obtenir des changements radicaux⁷⁴. » Il préfère ainsi retenir le critère de l'impact réel d'une action sur le système. Il ne s'agit donc pas tant de frapper les esprits (ce que la violence, bien plus conservatrice que radicale en réalité, fait souvent) que d'agir concrètement sur des mécanismes parfois insidieux et de créer des effets de levier. En ce sens, il nous invite à nous méfier et nous rappelle que : « L'habit ne fait pas le moine⁷⁵. » En effet, des actions ou des mobilisations qui parfois n'ont pas l'allure d'un engagement radical peuvent en réalité tout à fait répondre à cet objectif. Ce qui importe, lorsqu'on souhaite transformer les choses en profondeur, c'est la dynamique globale. Plus des actions, des mouvements, des figures, des formes d'engagement cohabitent et partagent la volonté d'agir à la racine, plus cette dynamique pourra s'amplifier, progressivement inverser les rapports de force et faire vaciller les piliers du système. La question à se poser ici est donc bien : l'action à laquelle je suis en train de

74. Jon Palais, « Vous avez dit "radical" ? », blog d'Alternatiba du *Club de Mediapart*, 21 novembre 2019.

75. *Ibid.*

participer s'inscrit-elle dans une stratégie globale et permet-elle de diffuser notre message plus largement? d'élargir nos cercles? de gagner un peu plus les consciences et les cœurs? Va-t-elle dans le sens du changement culturel et politique que nous recherchons?

Le radicalo-pragmatisme, un équilibre complexe et nécessaire

Certains mouvements comme Bizi! ou Alternatiba élaborent et mènent leurs luttes en leur appliquant le « logiciel radicalo-pragmatique », un logiciel militant dans lequel s'inscrit l'articulation entre radicalité et pragmatisme, deux notions a priori opposées.

Imaginons un personnage debout, les pieds sur une ligne représentant le sol, la tête sous un ciel nuageux. La radicalité l'appelle à s'envoler vers la société idéale qui représente l'horizon à atteindre, par exemple la fin de l'exploitation des énergies fossiles. Le pragmatisme maintient ses pieds au sol pour qu'il ne se coupe pas de la réalité du contexte dans lequel il mène sa lutte (nombre de personnes mobilisées, opinion publique, contexte politique, répression du régime en place...). Jalonner le parcours d'objectifs intermédiaires atteignables qui feront avancer la lutte pas à pas, mais de plus en plus vite, comme ici la fin des subventions des industries fossiles au secteur de la culture⁷⁶, l'interdiction de nouveaux forages d'énergies

76. Voir la campagne de Greenpeace « Mettre fin à l'emprise Total » : www.greenpeace.fr/mettre-fin-a-lemprise-total

fossiles⁷⁷, la fin des contrats d'assurance pour des chantiers d'exploitation d'énergies fossiles⁷⁸, ou le développement d'énergies renouvelables, permet de toujours entrevoir l'objectif final.

Le personnage est donc à la fois animé par une force qui l'attire vers le ciel, la radicalité, et une autre qui le cloue au sol, le pragmatisme. Les deux forces doivent être en tension pour se compenser en permanence. L'idée est d'être le plus radical et le plus pragmatique possible. La radicalité est nécessaire pour faire émerger une vision de la finalité de la lutte et pour maintenir l'impératif d'y arriver le plus vite possible. Le pragmatisme nous fait réfléchir en tenant compte de la réalité du contexte pour élaborer des actions concrètes.

Un déficit de pragmatisme nous maintient la tête dans les nuages, avec l'idéal comme seule option, ce qui nous rend incapables d'agir tant le gouffre avec la réalité est important (sachant que plus la vision est radicale, moins nombreuses sont les personnes disposées à la suivre).

77. «Une onde de choc toutes les dix secondes dans l'océan : un projet du géant Shell pour rechercher pétrole et gaz au large de l'une des plus belles côtes d'Afrique du Sud a été suspendu mardi 28 décembre par la justice, une victoire inédite pour les militants écologiques.» in «Afrique du Sud : la justice suspend l'exploration sismique de Shell», *Le Monde*, 29 décembre 2021.

78. L'ONG non-violente Reclaim Finance lutte pour : « Un système financier au service d'une transition vers des sociétés soutenables qui préservent les écosystèmes et satisfont les besoins fondamentaux des populations. » ; reclaimfinance.org/site

Un déficit de radicalité nous enfonce dans le sol, nous cantonne dans des actions sans véritables effets de levier, « des petits pas », et nous empêche d'avancer. Il s'agit d'équilibrer en permanence ces deux pôles contradictoires en tension, car c'est leur complémentarité qui génère de l'efficacité dans l'action. C'est en résolvant cette équation que les militantes se donnent véritablement les moyens de remporter des victoires et de faire avancer leur lutte.

Cette recherche du point d'équilibre permet d'avancer tout en ajustant constamment les forces en fonction de l'évolution du contexte. Être à l'affût d'événements pouvant devenir des opportunités de faire un saut quantitatif est indispensable. L'accélération des prises de conscience peut générer des impulsions inattendues, une vague de colère que nous devons être capables de saisir pour aller plus loin dans les actions et les messages. À défaut de trouver ce point d'équilibre, mouvant, nous courons le risque de stagner, voire de reculer, car les forces de nos adversaires nous tirent invariablement vers une situation pire que le statu quo⁷⁹.

Prenons le cas de l'appel au vote dans un pays avec une démocratie en place, comme en France. Par l'existence même d'un processus démocratique, aussi imparfait soit-il, un des leviers de changement se trouve dans l'action

79. Txomin Poveda, *There is an alternative. Expériences de la pensée radicale et de l'agir pragmatique au Pays basque Nord*, Thèse de doctorat en Sociologie, ED SSH – Université de Pau et des pays de l'Adour, 2020.

politique partisane. Quoiqu'on en pense, le vote est un moyen d'action non-violente que toute citoyen·ne a entre ses mains. Or, le résultat d'une élection – et particulièrement la présidentielle – a un impact direct sur le niveau de difficulté que nous allons rencontrer pour mener nos luttes. En effet, si l'extrême droite ou la droite est élue, le contexte politique et la répression ne seront certainement pas les mêmes que si une candidate écologiste et progressiste remporte l'élection. Une organisation ou un mouvement qui choisit de ne pas appeler à voter à des élections, qui auront lieu de toute façon, en invoquant comme raison le fait de ne pas être en accord avec la V^e République, se coupe d'un moyen d'action. L'appel au vote n'est pas une prise de position partisane. Il répond à une analyse pragmatique de la situation, de la même façon qu'il peut être utile d'appeler à un boycott dans d'autres contextes, si celui-ci peut avoir un impact sur le processus électoral dénoncé. Le radicalo-pragmatisme amène à trancher des débats délicats pour que la stratégie prenne le pas sur les convictions les plus intimes. Aucun moyen d'action ne doit être négligé.

Dans les luttes climatiques actuelles, la difficulté est double. Il faut réussir à être efficace, c'est-à-dire, pour Bizi!, « arracher un certain nombre de changements importants en très peu d'années⁸⁰ », tout en tenant compte objectivement des rapports de force qui existent. L'enjeu est d'avancer le plus vite possible avec le maximum de personnes.

80. Collectif, *Beti Bizi ! Climat d'urgence*, Lako 16, 2019.

Le logiciel radicalo-pragmatique permet l'élaboration de stratégies de changement d'échelle en essayant de répondre en permanence à ces questions : comment faire en sorte qu'un maximum de personnes s'intéressent à nos luttes ? Comment les motiver à s'investir concrètement à nos côtés ? Il s'agit de bien mesurer les rapports de force pour ne pas s'engager dans des objectifs inatteignables sous peine de perdre en énergie collective. Il est important de toujours garder en tête que le chemin sera long et difficile et qu'il faudra s'armer de lucidité et d'endurance pour mener cette bataille.

Le choix des stratégies de lutte non-violente de Bizi!, Alternatiba et des Amis de la Terre est le fruit de cette analyse et d'une observation : la réalité d'une adhésion des consciences à une pratique militante non-violente et à sa puissance. Croire que les actions violentes auraient plus d'impact aujourd'hui nous paraît hors-sol. Dans un article publié en 2017 sur leur site, les Amis de la Terre, forts de cinquante années d'expérience de terrain et de militantisme, défendent fermement cette idée : « Nous avons pleinement conscience que nous ne sommes pas assez forts à l'heure actuelle pour changer le système. Alors, nous construisons des stratégies qui nous permettront de le devenir. Ces stratégies sont fondées sur des logiques d'alliances larges où tout le monde peut trouver sa place. Elles permettent une articulation entre différentes formes de résistances, qu'elles soient individuelles ou collectives. Elles sont aussi basées sur le constat que les changements individuels sont indispensables mais non suffisants. La forme de nos luttes revêt ici une importance capitale.

Elle doit permettre l'implication des masses et que chacune y trouve sa place. Seule la non-violence est à même de remplir ces conditions⁸¹. »

81. Florent Compain, *Radical et pragmatique : un logiciel stratégique*, 11 juillet 2017 ; www.amisdela terre.org/radical-et-pragmatique-un-logiciel-strategique

II. ENJEUX ACTUELS

LE MONDE AUJOURD'HUI

En ce début de ^{xxi}^e siècle, nous vivons une période charnière de l'histoire de l'humanité et du vivant dans son ensemble. La multiplication et l'intensification des événements climatiques extrêmes nous font déjà ressentir les impacts sanitaires, économiques, sociaux et environnementaux du dérèglement climatique, exacerbant les injustices. De l'adversité survient le meilleur comme le pire. Des réactions de solidarité pour la survie au jour le jour à la spirale de la violence impitoyable d'un système qui repose sur un déséquilibre : l'accroissement des inégalités économiques, de genre, de classe, d'origine, d'âge, environnementales, climatiques, pour générer le confort matériel d'une petite partie de l'humanité au prix de sa propre aliénation et au détriment du reste du vivant. Le défi immense que nous pose l'urgence climatique doit être l'occasion de repenser le socle du fonctionnement de nos sociétés et d'identifier ce qui fait tourner les systèmes responsables du dérèglement du climat, de la dissolution des liens affectifs et sociaux et des violences structurelles, pour remplacer ces systèmes destructeurs par des écosystèmes créateurs. Nous allons entrer dans la description de quelques mécanismes de violence pour creuser jusqu'à la racine d'un système qui s'appuie toujours sur les mêmes ressorts pour exister.

Dénoncer la violence, la refuser et proposer des alternatives non-violentes constituent de premiers pas vers les mutations humaines requises aujourd'hui pour faire face aux crises mondialisées climatiques, écologiques, sociales et sanitaires liées aux fléaux des violences et des discriminations. Pour Edgar Morin : « Il s'agit aujourd'hui de contrôler le développement incontrôlé de notre ère planétaire. La Terre-patrie est en danger. Nous sommes en danger, et l'ennemi, nous pouvons enfin le comprendre aujourd'hui, n'est autre que nous-mêmes¹ ».

Insensibilisation à la violence

Selon nos lieux de naissance, cultures, couleurs de peau, âges, familles, classes sociales, genres, préférences sexuelles, handicaps, métiers..., nous courons plus ou moins de risques d'être victimes de violences ou de perpétrer des actes de violence de différentes natures. Les rapports de domination établis dans nos sociétés sont, d'une certaine façon, presque héréditaires. Les enfants de familles aisées et riches accèdent à une éducation qui les installe sur les rails des hautes sphères du système, les poussant, adultes, à participer activement, par intérêt personnel immédiat – et sans forcément le conscientiser –, au maintien des inégalités et de la violence dans le monde. Les enfants des familles plus pauvres, issus des minorités opprimées, et notamment les filles, grandissent en intériorisant le fait qu'elles et ils

1. Edgar Morin, *Écologiser l'homme*, Lemieux, 2016.

n'auront pas accès à des postes de pouvoir et seront au service du système, à défaut de pouvoir choisir. Pour autant, il n'y a pas de règles. La spirale des violences concerne des profils très différents. Personne n'est à l'abri de subir des violences ou d'en infliger. De même, dans tous les milieux, des personnes ou des collectifs s'opposent à la violence, défendent les droits humains et la protection du vivant.

La violence de la société de surconsommation

Nous vivons dans un monde où la violence structurelle est omniprésente, engendrée par des mécanismes de domination racistes, sexistes, homophobes, économiques, xénophobes et de classe. La société de consommation présente une façade onirique, comme une banderole animée tendue à bout de bras au-dessus du vide. Les pancartes publicitaires vantant la prétendue accessibilité d'un aller-retour Paris-New York en avion à cent cinquante euros, un pantalon à quinze euros ou un pot de pâte à tartiner à l'huile de palme recouvrent une face cachée bien sombre. Le vrai coût de ces produits se paye en émissions de gaz à effet de serre, en destruction de la biodiversité et en bafouement des droits humains. Les belles affiches colorées faisant la promotion de produits de consommation et d'industries chimiques banalisent les crimes et les vies broyées par un modèle économique libéral. L'instantanéité, le buzz, les prochaines élections, les programmes courts-termistes remplissent nos têtes et règnent sur nos imaginaires. Nos comportements et nos schémas de pensée sont conditionnés depuis notre plus jeune âge pour correspondre au modèle de la société de surconsommation et maintenir la suprématie de l'humain

sur le reste du vivant. Dans *La rose la plus rouge s'épanouit*², Liv Strömquist montre comment cette logique capitaliste infuse tous les aspects de nos vies, jusque nos relations amoureuses, avec une logique d'accumulation, du jetable, de l'interchangeable. On s'habitue à évaluer les autres comme des marchandises, ce qui nous amène parfois à nous sentir nous-mêmes objets³. Occupées, surstimulées d'activités, nous vivons dans des bulles comme si elles étaient étanches, bien qu'elles ne soient pas hermétiques au reste du monde.

La banalisation de la violence par la culture

La banalisation de la violence dans une société mondialisée aux commandes décentralisées, en apparence intouchables, a entraîné le développement d'un déni et d'une insensibilité nécessaire à la survie à court terme. L'engouement pour les films catastrophe, les jeux vidéo

2. Liv Strömquist, *La Rose la plus rouge s'épanouit*, Rackham, 2019. Citation du livre d'Eva Illouz, *Pourquoi l'amour fait mal. L'expérience amoureuse dans la modernité*, trad. Frédéric Joly, Le Seuil, 2012. Dans cet ouvrage, Liv Strömquist illustre les théories d'Eva Illouz sur la manière dont la logique capitaliste va jusqu'à infiltrer nos relations amoureuses. « L'apparition dans le champ des relations intimes des conditions du libre marché dissimule le fait qu'elles sont accompagnées d'une nouvelle forme de *domination affective* des hommes sur les femmes, qu'expriment la disponibilité émotionnelle des femmes et la répugnance des hommes à s'engager auprès d'elles, parce que les conditions du choix ont changé [...] Ainsi les hommes peuvent exercer une domination émotionnelle sur le désir d'attachement des femmes, les obligeant à mettre en sourdine ce désir et à imiter le détachement des hommes et leur besoin d'autonomie. »

3. Victoire Tuailon, « Le marché du cœur », Podcast *Le Cœur sur la table*, n°7, Binge Audio, 17 juin 2021.

toujours plus violents et réalistes où l'objectif est de tuer, voler, vendre de la drogue, où les effusions de sang se succèdent à un rythme effréné, les films de super-héros et d'héroïnes avec sabres, pistolets et armes blanches, les émissions de télé-réalité où les clashes se multiplient et les insultes fusent, n'est-il pas le reflet de cette violence perçue comme mode normal d'interaction et de règlement des conflits? Cette surenchère dans la mise en scène, même virtuelle, de la violence, l'exposition de plus en plus forte à celle-ci, notamment chez les jeunes, n'entraînent-elles pas une forme d'insensibilisation face aux violences elles bien réelles? D'autre part, la banalisation de propos violents ou humiliants ne nous fait-elle pas aussi prendre le risque d'une banalisation de la violence et de la culture du viol?

À travers ces questions, il apparaît surtout que ce phénomène a pour effet de rendre la violence plus acceptable et de modifier la perception que nous en avons⁴. Le politologue et chroniqueur Clément Viktorovich, qui étudie depuis plusieurs années les discours politiques, s'est penché sur la question de la banalisation de certains propos dans l'espace politico-médiatique. Évoquant le principe de la « fenêtré d'Overton⁵ », il défend l'idée qu'une des stratégies actuelles de l'extrême droite consiste à tenir

4. Yves Michaud, *La Violence*, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 2018, p. 41.

5. Fenêtré d'Overton : Concept initié par le lobbyiste américain Joseph Overton (1960-2003) et qui désigne l'espace regroupant l'ensemble des idées et opinions considérées comme acceptables par l'opinion publique d'une société donnée. Cette question de l'acceptabilité des idées n'est pas la même selon les sociétés concernées.

des propos de plus en plus violents et choquants afin d'adoucir et de rendre plus acceptables certaines idées qui ne l'étaient pas auparavant. La fameuse fenêtre s'élargit et influence l'opinion des gens sans qu'ils s'en rendent compte⁶. Cette technique permet la banalisation de toute une rhétorique réactionnaire et d'idées nauséabondes, certains médias s'en faisant désormais les premiers relais, bien aidés par les réseaux sociaux devenus l'épicentre des discours les plus haineux et des « lynchages » médiatiques en tous genres. Des verrous sautent progressivement. Notre sensibilité collective et individuelle, notre capacité d'empathie s'en trouvent altérées et, de facto, notre relation au monde.

Adultes, nous perdons le sens des responsabilités collectives en intégrant les inégalités comme une normalité quotidienne. Sans une perte de sensibilité ou un déni, comment dormir en sachant que des enfants meurent de faim ? Comment rentrer tranquillement dans son appartement alors que des gens dorment au pied de l'immeuble ? Comment trouver le sommeil après avoir lu le journal ou éteint la télé, la tête envahie d'images de guerres, d'agressions en tous genres, de féminicides, de forêts parties en fumée et autres catastrophes climatiques ? Pour beaucoup, les injustices sont une fatalité et la question de l'acceptation ou non de la violence est peu traitée. La violence est

6. Camille Bichler, « Des lobbyistes aux populistes : la fabrique de la "fenêtre d'Overton" », *France Culture*, 18 novembre 2019 ; www.franceculture.fr/sociologie/des-lobbyistes-aux-populistes-la-fabrique-de-la-fenetre-doverton

une variable de la vie avec laquelle nous composons, en espérant y être individuellement le moins exposés possible. Nous sommes plongés dans notre avenir à court terme. Comment finir le mois? Comment payer le loyer? Où dormir ce soir? Où partir en vacances? Quels cadeaux de Noël? Des questions telles que l'avenir de l'espèce humaine dans les prochaines décennies ou le respect des droits humains fondamentaux – ces questions vitales – ne nous semblent pas accessibles. Tout nous enjoint à le croire, tant nous sommes aveuglés de priorités imposées par une société consumériste et individualiste, ou disqualifiées par la précarité. Cette insensibilisation nous écarte du vivant, annihile les sentiments de compassion et d'empathie, empêche nos cerveaux de réfléchir de manière pragmatique et étouffe une indignation saine et nécessaire à l'émergence de sociétés justes, où chacun et chacune a accès à des conditions de vie dignes, où les droits humains sont respectés.

La violence comme moyen d'expression politique

Dans certains pays, dans les favelas ou d'autres quartiers défavorisés, la violence est quotidienne. Elle devient un moyen d'expression politique, un choix par défaut, commandé par la nécessité de survivre et d'exister. Ces situations pointent le niveau de dysfonctionnement de nos sociétés, qui créent des conditions de vie accélérant le passage à la violence.

Il nous semble nécessaire d'entrer au cœur de la spirale de la violence, de ses symptômes à ses racines invisibles ou invisibilisées, pour la regarder droit dans les yeux et ainsi y faire face.

Des nuances de violences à l'infini

À quel âge prend-on conscience de la violence structurelle de la société? Pas forcément au moment où nous la subissons dans notre chair ou notre âme, tant nous grandissons sans outils pour déceler les mécanismes qui la créent et dans lesquels nous pouvons nous faire piéger. Est-ce à l'âge auquel nous apprenons à l'école les folies meurtrières ayant engendré des morts massives, des handicaps et des traumatismes physiques et psychologiques? Les guerres mondiales, la colonisation et l'esclavage, les génocides, les bombes nucléaires, les féminicides... La liste des « méga-morts » est longue⁷, de même que celle des blessées et traumatisées de guerre, soldates ou civiles, se retrouvant souvent isolées dans la société face aux fantômes de l'horreur de la violence.

L'espèce humaine, notamment dans les pays dits « développés », a réalisé des prouesses techniques – qu'elle n'a pas toujours utilisées pour l'intérêt général – sans regard pour les dommages collatéraux sur l'ensemble du vivant. Dans son documentaire *L'homme a mangé la Terre*, Jean-Robert Viallet déclare : « En mobilisant son génie scientifique pour tuer l'ennemi, l'homme a appris à tuer le vivant en général⁸. »

7. Edgar Morin, *Sur la crise*, Flammarion, 2020.

8. *L'homme a mangé la Terre*, réalisé par Jean-Robert Viallet, Cinéphage Productions / Les Films du Tambour de Soie / Stenola Productions, 2019.

Un empoisonnement généralisé

Aujourd'hui, un enfant naît sur Terre avec l'héritage de la folie des grandeurs de l'espèce humaine, atomisée dans tous les recoins de la planète et dans nos corps, sous forme de plastique, de perturbateurs endocriniens, de particules issues de la combustion d'énergies fossiles, d'éléments radioactifs... Toutes ces pollutions constituent des crimes contre l'humanité et la biodiversité que des associations essayent de faire reconnaître comme crimes « d'écocide⁹ ». Cet empoisonnement généralisé entraîne la multiplication de maladies, la baisse de la fertilité¹⁰, l'entrée de la Terre dans la sixième extinction de masse¹¹, le déclenchement et l'aggravation du dérèglement climatique. Nous vivons dans un monde où la guerre nucléaire est une possibilité, avec un équilibre géopolitique sous-tendu en partie par

9. Selon la définition donnée sur le site de Notre Affaire à Tous (notreaffairstous.org) : le terme « écocide » vient du grec *oikos*, qui signifie « maison » ou « habitat » et du latin *occidere*, qui veut dire « tuer ». Littéralement, l'écocide fait donc référence aux atteintes particulièrement nocives portées à la nature. Le terme a été utilisé, pour la première fois, en 1966, afin de qualifier les dégâts causés par l'agent orange utilisé au Vietnam par les États-Unis.

10. Pascale Santi, Stéphane Foucart, « Des enfants qui naissent "prépollués" », *Le Monde*, 30 septembre 2015. Les effets de ces expositions in utero ou sur les nourrissons ont aussi des répercussions sur la fertilité ultérieure des individus.

11. « Nous entrons dans la sixième grande extinction de masse », *Libération*, 20 juin 2015. « Si le taux du passé fait ressortir une disparition de deux espèces de mammifères pour 10 000 espèces en 100 ans, alors " le taux moyen de perte d'espèces de vertébrés au siècle dernier est 114 fois supérieur à ce qu'il aurait été sans activité humaine, même en tenant compte des estimations les plus optimistes en matière d'extinction ", selon l'étude. [...] Les causes de la disparition des espèces comprennent notamment le changement climatique, la pollution et la déforestation. »

la terreur nucléaire. Les catastrophes nucléaires, elles, se poursuivent en silence. Pour Sabu Kohso, dans le cahier d'enquêtes politiques *Fukushima & ses invisibles*, Tchernobyl comme Fukushima sont piégées entre « deux aspects de la catastrophe nucléaire : la destruction instantanée et le lent processus d'exposition interne¹² ». La dilution du malheur, de la douleur, de la précarité est concomitante à la dilution des responsabilités dans les catastrophes. À Fukushima, doit-on vraiment tenir le tsunami pour responsable de la catastrophe nucléaire ? Le pouvoir nippo-américain d'après-guerre ayant appuyé le programme nucléaire civil « des atomes pour la paix » du président Eisenhower n'aurait-il pas sa part de responsabilité ? Sabu Kohso déclare : « L'événement de Fukushima a été ressenti par la plupart d'entre nous comme une répétition historique d'Hiroshima et de Nagasaki. À ceci près que, cette fois, le désastre nucléaire n'a pas été infligé par l'ennemi, mais par le projet capitaliste et étatique de construction nationale¹³. »

La destruction du vivant

« La santé des écosystèmes dont nous dépendons, ainsi que toutes les autres espèces, se dégrade plus vite que jamais. Nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans

12. Témoignage de Sabu Kohso in Coll., *Fukushima & ses invisibles*, Les mondes à faire, 2018, p. 55.

13. *Ibid.*

le monde entier », a déclaré Sir Robert Watson, président de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes), lors de la sortie du rapport de 2019. « La nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine – et le taux d'extinction des espèces s'accélère, provoquant dès à présent des effets graves sur les populations humaines du monde entier¹⁴ ».

Bétonisation des terres agricoles, construction de surfaces commerciales en périphérie des villes et d'entrepôts de e-commerce remplis de produits superflus, épandage de produits phytosanitaires, déforestation, monocultures... La disjonction entre l'humain et le reste du vivant, que l'on qualifie souvent de « nature », pousse l'espèce humaine à se considérer comme hors de son écosystème, à objectiver ce qui n'est pas humain, ôtant la barrière éthique de la violence. Dans son ouvrage *Manières d'être vivant*, Baptiste Morizot écrit : « on considère les vivants essentiellement comme un décor, comme une réserve de ressources à disposition pour la production, comme un lieu de ressourcement ou comme un support de projection émotionnel et symbolique. [...] la crise écologique actuelle, plus qu'une crise des sociétés humaines d'un côté, ou des vivants de l'autre, est une crise de nos relations au vivant¹⁵ ». Notre déconnexion du reste de l'écosystème est telle que nous ne prenons pas

14. Rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes) de 2019 ; ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr
 15. Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, Actes Sud, 2020, p. 17.

conscience qu'en abîmant notre habitat, en modifiant la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, en rasant les forêts, en contaminant notre air, notre eau, notre terre, nous nous faisons du mal à nous-mêmes. Détruire le sol, polluer l'eau, maltraiter les animaux revient à nous scarifier, à ébrécher nos âmes, à distiller au compte-gouttes du poison dans nos veines.

La puissance des énergies fossiles – charbon, gaz et pétrole – a hissé une partie de l'humanité à des niveaux de vie matériellement confortables – voire luxueux. La combustion de ces énergies a entraîné l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et en a modifié la composition. La couche de gaz à effets de serre, nécessaire à l'habitabilité de la Terre¹⁶, se comporte comme un four mal réglé. Les différents curseurs de la régulation climatique de la planète, parmi lesquels les courants marins, les forêts, le cycle de l'eau et les courants d'air, sont perturbés. La multiplication et l'intensification d'événements météorologiques extrêmes entraînent des sécheresses pouvant rendre désertiques des zones entières du globe¹⁷, des inondations, la baisse des rendements agricoles, la perturbation des périodes de plantations et de récoltes et le tarissement de sources d'eau potable. Plus les tensions autour des ressources

16. Sans la couche de gaz à effet de serre présente dans l'atmosphère, la température de la Terre serait négative. En maintenant une température positive à la surface de la Terre, les gaz à effet de serre ont permis le développement de la vie dans l'eau à l'état liquide.

17. GIEC, "Special Report: Global Warming of 1.5 °C", *Summary for policymakers*, 2018, 24 pages; www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/05/SR15_SPM_version_report_LR.pdf

naturelles s'amplifieront, plus le risque de bafouement des droits humains augmentera : famines, conflits et guerres, corruption, terrorisme, trafics en tous genres, recul de l'accès à l'eau, augmentation de la pauvreté, flux migratoires, augmentation des violences faites aux femmes, perte de surfaces cultivables et habitables suite à la submersion des terres submergées ou desséchées¹⁸, impacts sanitaires avec le déplacement de maladies à transmission vectorielle ou migrations d'espèces sortant de leur chaîne trophique...

Le dérèglement climatique est déjà une tragédie pour des millions de personnes, essentiellement dans les pays du Sud, ceux-là mêmes qui ont le moins contribué à l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les plus vulnérables, et précaires, dont les femmes font partie, se retrouvent déjà en première ligne¹⁹. Selon l'Institute for Economics and Peace (IEP) « *les changements climatiques pourraient déplacer près d'un milliard de personnes d'ici 2050*²⁰ », laissant augurer une catastrophe humanitaire sans précédent, tant les politiques actuelles d'accueil des personnes migrantes sont inhumaines, abandonnant des millions

18. Stephen Leahy, « Les trois quarts de l'humanité menacés de mourir de chaud en 2100 », *National Geographic*. Nous assistons à la matérialisation de l'expression « mourir de chaud » : la température ambiante devient tellement élevée que le corps ne peut plus se thermoréguler ; www.nationalgeographic.fr/environnement/les-trois-quarts-de-lhumanite-menaces-de-mourir-de-chaud-en-2100

19. Cécilia Attias, « Le changement climatique met les femmes en première ligne », *Les blogs, Huffington Post*, 23 février 2018 ; www.huffingtonpost.fr/cecilia-attias/le-changement-climatique-met-les-femmes-en-premiere-ligne_a_23368552

20. Luke Baker, "More than 1 billion people face displacement by 2050 - report", Reuters, 9 septembre 2020 ; www.reuters.com/article/ecology-global-risks-idINKBN2600K4

de personnes à la famine, la rue, la soif, les viols, la torture, l'absence de soins, le meurtre.

Si les habitantes des pays industrialisés ou « riches » ne s'imaginent pas que ces chiffres les concernent, les événements des dernières années montrent qu'aucune zone de la planète ne sera épargnée par les impacts des événements climatiques extrêmes. À l'été 2021, au Canada, un dôme de chaleur a quasiment rayé de la carte la ville de Lytton, partie en fumée en quelques heures, sans qu'il soit possible de faire autre chose que fuir. Presque simultanément, des inondations détruisaient des maisons en Belgique, en Allemagne et en Chine, faisant des mortes, des blessées et des sans-abri. Les catastrophes naturelles n'arrivent pas que chez les autres.

La tentation reste grande pour l'espèce humaine, dans son arrogance, de croire encore à la possibilité de recouvrer la maîtrise du système climatique, tout en continuant dans le même paradigme de domination de la nature. Michel Magny, dans son livre *Aux racines de l'anthropocène*, alerte : « Si les données accumulées par les scientifiques permettent aujourd'hui de comprendre certains des rouages de ce que les partisans de la géo-ingénierie pourraient considérer comme une « machine », le terme ne doit pas prêter à confusion et laisser croire que l'homme serait capable aujourd'hui, s'il le devenait jamais, de la conduire et de la régler selon son bon vouloir comme il le ferait de toute autre machine de sa création²¹. » « Une nouvelle voie existe »,

21. Michel Magny, *Aux racines de l'anthropocène - Une crise écologique reflet d'une crise de l'homme*, Le bord de l'eau, 2019, p. 105.

nous disent Edgar Morin et une large frange de la société civile dans le monde, à condition que l'espèce humaine cultive l'humilité, la sobriété et la solidarité. Edgar Morin ajoute dans son ouvrage *Sur la crise* : « Et nous pouvons maintenant essayer de nous situer par rapport au passé, au présent, et au futur en gestation dans le présent incertain. Nous sommes encore à la préhistoire de l'esprit humain. [...] Nous sommes dans l'âge de fer planétaire²². »

Discriminations, précarité et dépendance : constat d'un échec

Si des carences existent encore dans la reconnaissance des droits du vivant, de nombreuses déclarations, accords et conventions ayant pour objectif le respect du vivant, des droits humains, leur protection contre la guerre et toutes formes de violences existent à l'échelle internationale. Il s'agit notamment de la Déclaration universelle des droits humains²³, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)²⁴, des Objectifs de développement durables (ODD)²⁵, de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

22. Edgar Morin, *Sur la crise*, Flammarion, 2020.

23. Le 10 décembre 1948, les 58 États membres qui constituaient alors l'Assemblée générale de l'ONU ont adopté la Déclaration universelle des droits humains à Paris au Palais de Chaillot.

24. CEDAW (Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women) adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1979.

25. Les 17 objectifs de développement durable, et leurs 169 cibles forment le cœur de l'agenda 2030, un programme universel pour le développement durable. Il porte l'ambition de transformer notre monde en éradiquant la pauvreté et les inégalités en assurant sa transition écologique et solidaire à l'horizon 2030.

(DDPA)²⁶ de lutte contre le racisme, de la Convention relative aux droits de l'enfant²⁷, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)²⁸, de l'Accord de Paris²⁹...

Leurs applications sont loin d'être universelles. S'il y a une volonté affichée au niveau mondial d'améliorer les conditions de vie de l'humanité, le respect de la dignité et de l'intégrité de chaque être humain, les actes ne rejoignent pas toujours les mots, dans des proportions plus ou moins grandes en fonction des régimes en place. Joseph Wresinski, fondateur de l'association ATD Quart Monde le rappelait dans son livre intitulé *Les Plus Pauvres, révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme* : « La grande pauvreté revenue à la surface dans les pays riches qui en avaient oublié l'existence, y est comprise, aujourd'hui, comme une violation systématique de l'ensemble des droits fondamentaux. Il y a donc, dans tous les pays, des dénis graves. Et ils ne sont pas accidentels mais inhérents à la manière dont

26. Issus de la conférence de Durban (Afrique du Sud) 2001. Ces documents forment un cadre international complet de lutte contre le fléau que constitue le racisme et placent les victimes au cœur des efforts déployés par la communauté internationale pour prévenir, combattre et éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

27. Adoptée par les Nations unies le 20 novembre 1989.

28. Adopté par les Nations unies le 7 juillet 2017, le TIAN est entré en vigueur le 22 janvier 2021. Il n'est pas signé par la France, qui possède elle-même l'arme nucléaire.

29. L'Accord de Paris a été adopté par 196 parties lors de la COP 21 à Paris, le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2 degrés Celsius, de préférence à 1,5 degré Celsius, par rapport au niveau préindustriel.

les humains organisent la vie de la communauté nationale et internationale³⁰.»

L'article 1 de la Déclaration universelle des droits humains, qui pose les bases d'un monde égalitaire et juste, est toujours une utopie en 2021.

Voici l'énoncé de l'article 1 : *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.*

D'après le dernier rapport du Fonds des Nations unies pour la population (United Nations Population Fund³¹ - UNFPA) intitulé « Mon corps m'appartient – Revendiquer le droit à l'autonomie et à l'autodétermination », la moitié des femmes de la planète sont privées du droit à disposer de leur corps, ce qui comprend celui de refuser d'avoir des relations sexuelles, celui de choisir leur conjointe ou encore celui de décider du moment pour avoir un enfant. Nombreuses sont celles qui se voient refuser ce droit en raison de leur origine ethnique, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leur éventuel handicap³², ou par des injonctions culturelles à être des « femmes respectables³³ ».

30. Père Joseph Wresinski, *Les Plus Pauvres, révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme*, Quart Monde, 1998.

31. UNFPA, « Mon corps m'appartient - Revendiquer le droit à l'autonomie et à l'autodétermination », État de la population mondiale 2021, 2021 ; www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SoWP2021-FR_Report-v3261.pdf

32. *Ibid.*

33. Akram Belkaïd, « #MeToo secoue le monde arabe », *Le Monde diplomatique*, août 2021.

Essayons maintenant de réécrire l'article 1 de la Déclaration universelle des droits humains (DUDH):

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils, elles et iels³⁴ sont doués de raison et de conscience et doivent agir les unes envers les autres dans un esprit d'adelphité³⁵ et de solidarité. »

Cet exercice n'est qu'un exemple pour montrer comment le concept de supériorité masculine envahit notre quotidien et façonne notre pensée à travers le langage.

La colonisation des esprits, des terres et des corps est une illustration de la vision de toute-puissance et des violences commises en toute impunité sous prétexte de « droits supérieurs ». Elle n'a pas seulement engendré des crimes contre l'humanité et des écocides, mais a transformé le cœur de cultures entières et éradiqué des savoirs ancestraux, en imposant le modèle de l'économie libérale. L'appropriation par la domination et l'oppression a décimé et déraciné des peuples qui vivaient intégrés à leur écosystème, en équilibre avec le vivant, pour les rattacher à un maillon de la chaîne du système autodestructeur. La discrimination raciale, ethnique, sociale et genrée se manifeste chaque jour, entravant tout progrès pour

34. Dictionnaire Le Robert : « pronom personnel sujet de la troisième personne du singulier et du pluriel, employé pour évoquer une personne quel que soit son genre ».

35. Dans son ouvrage *L'Égalité sans condition. Osons nous imaginer et être semblables*, Rue de l'échiquier, 2019, p. 33, Réjane Sénac propose de reformuler le dernier terme de la devise républicaine en remplaçant « fraternité » par « adelphité », provenant du mot grec désignant les enfants nés de la même mère quel que soit leur sexe, ou par « solidarité ».

des millions de personnes dans le monde entier³⁶. Le mouvement #BlackLivesMatter, les mouvements contre les féminicides et les violences faites aux femmes, le mouvement des femmes iraniennes brandissant leur voile au bout d'un bâton, cheveux au vent, l'auto-réduction et les grèves des loyers... Toutes ces actions mettent en lumière les symptômes de mécanismes de domination instaurés depuis des siècles, qui ont réduit et continuent à réduire à l'impuissance des milliards d'êtres humains considérés comme inférieurs³⁷.

Les causes de ces violences structurelles, physiques, économiques, psychologiques, sexuelles, de classe, sont profondément imbriquées dans tous les étages de nos sociétés. Elles sont les conséquences des choix de dirigeant·es politiques et économiques, mues par le rêve de ressources inépuisables, d'un pouvoir d'exploitation sans limites – au mépris des victimes aussitôt invisibilisées – et par un sentiment de supériorité par rapport au reste du monde, faisant fi de la maladie et de la mort. Une grande partie des violences ont également été et continuent d'être infligées par la perpétuation de dominations au service d'idéologies religieuses et de coutumes rétrogrades bafouant les droits humains, notamment ceux des femmes. Pour Maria Mies, professeure de sociologie, écrivaine et féministe

36. Amnesty International, « Nul ne doit être privé de ses droits parce qu'il est « différent », www.amnesty.fr/discriminations

37. *Décolonisations*, de Karim Miské, Marc Ball, (3x52 mn) « 1. L'apprentissage » « 2. La libération » « 3. Le monde est à nous », Program33-Arte France, 2019.

allemande : « Femmes et nature sont des “colonies internes” du système : sans la surexploitation de leur travail gratuit, maintenue s’il le faut par la violence, tout s’effondrerait³⁸ ».

La négation de l’existence de populations discriminées, femmes, enfants – les filles en majorité –, êtres et populations jugées inférieures, populations précaires, les empêche d’habiter la Terre. Le patriarcat, le capitalisme et le racisme les disqualifient dans leur droit à participer pleinement à la vie de nos sociétés et à prendre part à la création du monde. Une société qui laisse perdurer la violence contre ses propres composantes n’est pas entrée dans son plein développement. L’humanité vit amputée de la partie qu’elle opprime, comme frappée d’une maladie auto-immune. Elle continuera à avancer, claudiquant vers le chaos, tant qu’elle n’aura pas rendu leur voix à celles et ceux qu’elle étouffe.

Les chaînes de déresponsabilisation

Jaguars, loutres géantes, singes araignées, dauphins roses font partie des milliers d’espèces animales et des quarante mille espèces végétales abritées par la forêt amazonienne. La plus grande forêt tropicale constitue un écosystème d’une richesse hors du commun et un puits de carbone permettant de réduire la quantité de gaz à effet

38. Jeanne Burgart Goutal, *Être écoféministe - Théories et pratiques*, L’Échappée, « versus », 2020.

de serre dans l'atmosphère³⁹. Pourtant, au vert de sa végétation luxuriante et à l'ocre de sa terre se mêlent la sève des arbres et le sang des autochtones. Depuis des années, une fumée noire se dégage du gigantesque poumon de la planète, émanant de kilomètres carrés de forêts dévastés par des incendies. Cet écocide engendre un déferlement de violences à plusieurs niveaux. À l'échelle de la planète d'abord, avec la disparition d'espèces animales et végétales, qui constitue une perte inestimable de beauté et de richesse d'espèces, et la diminution de la capacité d'atténuation de l'augmentation de la température de la Terre par le mécanisme de captation du carbone par les arbres. À l'échelle locale aussi, car il expose les peuples paysans à l'expropriation de leurs terres, à la misère, au meurtre et confronte les femmes ayant perdu leurs ressources économiques aux violences sexuelles d'employeurs pour lesquels elles sont contraintes de travailler⁴⁰.

Qui est responsable de ces violences physiques, psychologiques, sexuelles, économiques et de cet écocide? Les « grileiros », voleurs de terre spécialisés dans l'appropriation violente de territoires? Les mercenaires payés pour tuer les paysan·nes? Les orpailleurs? Le gouverneur qui a sanctionné le projet de loi 80, réduisant la surface de deux

39. Greenpeace, « Écocide en cours en Amazonie : le temps presse », 27 juillet 2021 ; www.greenpeace.fr/amazonie-ecocide-en-cours

40. Jean-Mathieu Albertini, « En Amazonie, la terre, le feu et la violence », *Médiapart*, 27 juillet 2021 ; www.mediapart.fr/journal/international/270721/en-amazonie-la-terre-le-feu-et-la-violence

réserves protégées qui servaient aussi de zone tampon pour des territoires autochtones? Les médias et responsables de comptes de réseaux sociaux véhiculant des messages de criminalisation des mouvements sociaux visant à faire passer des membres d'ONG pour des défenseurs de bandits? Les PDG des multinationales qui exploitent des terres qui ne leur appartiennent pas? Les employées des multinationales derrière leurs ordinateurs? Jair Bolsonaro pour son soutien inconditionnel au secteur agro-industriel? Son gouvernement? Ses électrices? La corruption? Les années de dictature? Les PDG des banques qui financent les projets? Leurs conseils d'administration? Les employées des banques investissant dans ces projets? Christophe Colomb? L'Espagne, la France et l'Angleterre, pour avoir laissé leurs anciennes colonies dans des situations foncières inextricables? Les gouvernements ayant signé des traités de libre-échange pour importer de la viande d'élevage et du soja transgénique, encourageant l'accaparement des terres par l'agro-industrie? Le manque de mécanismes de contrôles des transferts mondiaux? Le gouvernement français pour non-application de la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI)? Les éleveurs et éleveuses d'autres pays qui achètent le soja OGM cultivé après brûlis, sur les cendres des arbres, pour nourrir leurs bêtes? Une cliente qui achète un meuble en bois d'Amazonie? Le serveur déposant sur une table une assiette garnie d'un burger? Celui ou celle qui s'apprête à croquer dedans?

Infiltrés dans nos cultures, les mécanismes de domination séparent, donnent le sentiment d'être isolées et de ne rien pouvoir faire. La perversité de la violence est de réduire

ses victimes à l'impuissance par le silence et la coopération inconsciente des masses. La génération de chaînes de déresponsabilisation est l'une des forces majeures du capitalisme : par la dilution des chaînes causales, et l'individualisation des effets, il permet d'obtenir une coopération de masse de la part d'individus n'ayant aucun intérêt à la réussite globale du système. En validant la banalité de la violence et de l'injustice par la croyance en leur impuissance, au lieu de laisser l'indignation les entraîner dans l'action, les individus deviennent une masse constituant le chaînon principal de la machine destructrice. La population met en place et maintient les cadres de sa propre domination. Elle est le maillon le plus dur à faire bouger. « Celles et ceux qui ne bougent pas ne sentent pas leurs chaînes », disait Rosa Luxembourg. La dilution des responsabilités dans la complexité des chaînes du système économique libéral et de l'oppression patriarcale et raciste crée la violence ordinaire, à la fois produit et carburant du système.

Chaque maillon de la chaîne de destruction a sa part de responsabilité, mais pas à la même échelle. Le gouvernement d'un pays a le pouvoir de mettre en œuvre rapidement un panel de mesures systémiques permettant d'endiguer la violence dans son propre pays, comme par exemple changer de politique agricole, protéger les forêts, instaurer des droits des peuples autochtones et réduire la pauvreté. Les multinationales et les banques peuvent décider de mener et financer des projets éthiques, préservant la biodiversité, le climat et respectant les droits humains tout en refusant toute implication dans des activités néfastes pour le vivant. Une consommateur·ice peut faire le choix de renoncer

à acheter les produits issus d'un processus de fabrication ayant engendré des violences. Mais pour que cette dernière action ait de l'impact, au-delà de la satisfaction personnelle de choisir des produits éthiques, elle doit être pratiquée massivement. La non-coopération de la masse et la dénonciation des agissements des dirigeant·es économiques, politiques ou religieux est nécessaire pour briser chaque maillon de la chaîne d'oppression et de domination et enraciner une culture de non-violence au service du vivant.

Les nouvelles crises font augmenter les violences

Simone de Beauvoir disait aux femmes : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant⁴¹. » Cet avertissement est transposable à d'autres types de crises et de droits. C'est le cas de la crise sanitaire liée à la pandémie mondiale de Covid-19 qui a fait bondir les inégalités et révélé les fractures sociales qui touchent les groupes les plus vulnérables et marginalisés. Selon Louis Maurin de l'Observatoire des inégalités : « La crise sanitaire et économique frappe d'abord les précaires, les fragiles, et creuse les inégalités de revenus, de patrimoine, de conditions de vie⁴² ». Surreprésentées dans

41. Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, Gallimard, 1949.

42. Isabelle Rey-Lefebvre, « Inégalités : la crise sanitaire, ses privilégiés et ses oubliés », *Le Monde*, 3 juin 2021 ; www.lemonde.fr/societe/article/2021/06/03/inegalites-la-crise-sanitaire-ses-privilegies-et-ses-oublies_6082638_3224

les métiers du soin et de l'aide à la personne, les femmes ont pris en charge « de manière disproportionnée » la garde des enfants, les travaux ménagers et les soins aux aînées⁴³, tout en étant largement sous-payées, voire pas payées du tout. Les violences contre les femmes et les filles se sont accrues⁴⁴ et la pandémie a mis en pause tous les programmes d'amélioration des droits des femmes dans le monde⁴⁵. Dans les pays où les systèmes de protection sociale étaient peu développés ou absents, des millions de personnes se sont retrouvées sans revenus, ce qui a touché davantage les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle, et les jeunes⁴⁶.

Dans *La Stratégie du choc*, Naomi Klein expose comment le système capitaliste profite de la perte de repères des populations à la suite d'une catastrophe de grande ampleur

43. Rachel Knaebel, «Face au coronavirus, les femmes davantage en première ligne que les hommes», *Basta!*, 16 mars 2020; basta.media/coronavirus-Covid19-femmes-soignantes-TheLancet-inegalites-epidemies-sante#nb3

44. ONU Femmes, «La pandémie fantôme: la violence contre les femmes pendant la COVID-19»; www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19

45. UNFPA, « Mon corps m'appartient »: «Selon les estimations de l'UNFPA, la pandémie pourrait engendrer deux millions de mutilations génitales féminines supplémentaires qui, sans cette crise, auraient été évitées, soit une diminution d'un tiers des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable (cible 5.3) visant à mettre un terme aux mutilations génitales féminines d'ici 2030. (UNFPA, 2020b)», 2021, p.45. Un nouveau rapport du Forum économique mondial (Global Gender Gap Report) publié le 30 mars 2021 estime qu'il faudra près de 136 ans pour atteindre la parité mondiale entre les sexes, comparativement à l'estimation précédente de près de 100 ans; www.weforum.org/reports/global-gender-gap-report-2021

46. Organisation internationale du Travail, «Note de synthèse: le monde du travail et la Covid-19», juin 2020; www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_world_of_work_and_covid_19_french.pdf

pour se renforcer et accentuer les inégalités. Elle nomme « capitalisme du désastre » « ce type d'opération consistant à lancer des raids systématiques contre la sphère publique au lendemain de cataclysmes et à traiter ces derniers comme des occasions d'engranger des profits⁴⁷ ».

Les rouages psychologiques de la violence

En France, les visuels aux lettres blanches sur fond violet électrique de #NousToutes⁴⁸ ont envahi les réseaux sociaux et les rues. Ce collectif féministe « ouvert à toutes et tous, [est] constitué d'activistes dont l'objectif est d'en finir avec les violences sexistes et sexuelles dont sont massivement victimes les femmes et les enfants en France »⁴⁹. Enquêtes, chiffres sur les violences faites aux femmes, organisation d'actions, d'interventions dans les écoles, les communes, organisation de marches emblématiques... #NousToutes est un mouvement partant de la base, une déferlante féministe ayant pour but d'infuser tous les pores de la société pour toucher le plus grand nombre. Le collectif forme massivement à la distinction entre conflit et violence, à la détection des violences et à l'identification de leurs mécanismes conduisant aux violences sexistes et sexuelles contre les femmes au sein des couples, dans l'entourage ou au travail. En popularisant ces mécanismes, il permet aux victimes de

47. Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*. Léméac/Actes Sud, 2008, p. 13.

48. www.noustoutes.org

49. *Ibid.*

prendre conscience que ce qu'elles vivent n'est pas normal, qu'elles ne sont pas fautives, de les mettre en capacité de fuir, de devenir actrices de leur libération et de trouver de l'aide pour sortir du cercle d'enfermement mental et physique dont l'issue peut être fatale. En plus de traiter les symptômes, #NousToutes s'attaque à la racine de la fabrique des violences psychologiques, verbales, économiques, administratives, institutionnelles, médicales, physiques ou sexuelles des femmes et des enfants, en menant un travail de plaidoyer auprès du gouvernement pour la mise en place d'un plan d'urgence prévention et formation à l'échelle du pays tout entier.

#NousToutes décrit ainsi les mécanismes d'instauration de la violence. D'abord, l'isolement. Face aux remarques et comportements d'une personne violente, la victime va peu à peu couper des liens (amies, famille...). Ensuite, la dévalorisation. Des mots, des phrases qui rabaisent la personne. Après, c'est l'inversion de la culpabilité. La personne violente va toujours trouver une « raison » expliquant sa violence verbale ou physique. La responsabilité est systématiquement renvoyée sur l'autre. Ensuite vient l'instauration de la peur. Des cris, des coups, des menaces. Avoir peur de la personne avec qui on vit ou avec laquelle on travaille n'est pas normal. Dernier élément : assurer son impunité. La personne qui commet les violences va tout faire pour que la parole de la victime ne soit pas entendue, quitte à la faire passer pour folle⁵⁰.

50. Ressources extraites du site internet nous toutes.org

Nous pouvons observer des similitudes avec les mécanismes à l'œuvre dans la mise en place d'autres types de violences. Ainsi, les étapes « inversion de la culpabilité » et « assurer son impunité » sont des techniques très largement utilisées pour instituer des mécanismes de domination à grande échelle aboutissant au bafouement des droits humains et à la destruction du vivant.

Si depuis les années 1950, sur les 6,3 milliards de tonnes de déchets plastiques produits dans le monde, seuls 9 % ont été recyclés et 12 % incinérés, et que le reste s'accumule dans les décharges, dans l'environnement et finit souvent sous une forme plus ou moins dégradée dans les océans, c'est avant tout parce que quelques multinationales ont décidé de supprimer les consignes de verre qui étaient à leur charge, pour augmenter leurs bénéfices⁵¹. Après avoir mis en route des usines de fabrication de canettes et d'emballages plastiques, la stratégie des industriels a consisté à mener d'énormes campagnes de communication telle "Keep America Beautiful" pour en rejeter la responsabilité morale sur les consommatrices⁵². De telles campagnes existent encore, elles sont parfois même prises en charge par les pouvoirs publics, notamment en France,

51. Aude Vidal, « Déferlement de déchets plastiques en Asie du Sud-Est », *Le Monde diplomatique*, mai 2021. Chiffres issus de l'étude publiée en 2019 par *Science Advances*.

52. Grégoire Chamayou, « Et bien, recyclez maintenant ! », *Le Monde diplomatique*, février 2019. La campagne "Keep America Beautiful" a été lancée en 1953 par des industriels de la boisson et des emballages, notamment Coca Cola et la Can Company. L'objectif était d'augmenter les bénéfices en se déchargeant du coup du recyclage des contenants ; www.monde-diplomatique.fr/2019/02/CHAMAYOU/59563

comme cette fameuse affiche où l'on voit un gobelet en plastique écrasé sur un trottoir, portant la mention « Jeté par Marie Odeville le 19/05/2011 – Vous pouvez laisser une plus belle trace sur Terre ». Pointer du doigt les citoyen·nes pour masquer une des plus grandes arnaques du xx^e siècle, mise en place par les industries agroalimentaires, c'est un autre exemple d'une belle chaîne de déresponsabilisation, culpabilisant les individus, c'est-à-dire tout le monde et personne, pour continuer à polluer la planète en toute impunité. Les principaux responsables ont des noms. Ce sont des industriels, des dirigeant·es politiques et économiques, et pas des Marie Odeville (même si jeter son gobelet en pleine rue n'est évidemment pas la meilleure idée qui soit!)

La solution pour désamorcer ce mécanisme de violences environnementales et sanitaires⁵³ se trouve à la racine du système : interdire la fabrication d'emballages plastiques et aluminium en réorganisant l'approvisionnement en denrées alimentaires et boissons avec des consignes. Le meilleur déchet reste celui qu'on ne produit pas.

Prenons le cas de projets d'exploitation du vivant et des ressources naturelles. Encore aujourd'hui, les peuples habitant sur des terres fertiles, sur le trajet d'un pipeline, au sein d'une forêt à raser, le long d'un cours d'eau convoité sont perçus par les promoteurs et les industriels comme

53. Zero Waste France, « Un rapport alerte sur les effets nocifs du plastique sur la santé tout au long de son cycle de vie », 27 mars 2019 ; www.zerowastefrance.org/alerte-effets-nocifs-plastique-sante

des obstacles. Pour arriver à leurs fins, le même schéma se répète. Un mécanisme de domination est mis en place pour faire plier toute tentative de résistance impliquant corruption, mensonges, décredibilisation des opposantes au projet, et menaces pouvant aller jusqu'au meurtre. Ces actes traduisent là encore la négation de la vie, de l'identité et de la culture de populations jugées inférieures. Dans le film *Goliath*⁵⁴, le réalisateur Frédéric Tellier illustre avec justesse la machine impitoyable de la violence de l'industrie des pesticides orchestrée par des pères de famille. En évinçant les protecteurs et protectrices du vivant, les oppresseuses, au centre d'un cercle vicieux, courent vers leur propre perte. Celle de leur humanité au moment présent. Celle de leurs conditions de vie en bonne santé à moyen terme. Celle de leur descendance. La violence finit par tout détruire.

Le même mécanisme est à l'œuvre dans la « responsabilisation » des chômeurs et chômeuses par rapport à leur perte, ou leur absence d'emploi. Il est bien plus facile de les désigner comme responsables de la situation dans laquelle ils et elles se trouvent – « ils ne prennent pas la peine de traverser la rue⁵⁵ » – plutôt que d'essayer de comprendre pourquoi nous avons d'un côté 6 millions de chômeurs et chômeuses en France, et de l'autre une crise majeure de recrutement de main d'œuvre dans des secteurs entiers (bâtiment, restauration, etc.). La réponse à

54. *Goliath*, réalisé par Frédéric Tellier, A single man production, 2021.

55. Phrase adressée par le président de la République Emmanuel Macron à un jeune chômeur croisé lors des journées du Patrimoine en septembre 2018.

cette question nécessiterait de creuser jusqu'à la racine du système et toucherait les fondements mêmes de nos économies capitalistes et de nos sociétés individualistes. Elle remettrait en question la définition même de travail et les relations entre le travail/l'activité et la société. Elle interrogerait le culte de la performance, qui sape la présence des plus vulnérables (personnes en situation de handicap, seniors, moins qualifié·es,...) et des personnes discriminées (femmes, personnes s'exprimant avec un accent ou portant un nom à consonance étrangère,...) dans les entreprises, créant ainsi des cultures toxiques, preuve en est l'augmentation des maladies professionnelles⁵⁶.

Enfin, rendre visible la violence nous plonge aux sources du mal-être créé par la société de consommation, prônant le culte du corps et celui du « self-made-man/ woman » aboutissant à une perte du sens de nos vies individuelles et collectives, mal-être dont les symptômes prennent des formes différentes : troubles du comportement alimentaire, achats compulsifs, TOC en tous genres, altération de notre bien-être et de notre santé par le changement climatique et la destruction du vivant... Il faut avoir pleinement conscience de sa place dans la société pour comprendre que l'on peut soi-même devenir un maillon de la chaîne de domination. Il est en effet tellement facile d'user de sa position dominante que nous pouvons l'exercer sans même nous en rendre compte.

56. « Quasi stabilité des accidents du travail mais hausse continue des maladies professionnelles », La petite boîte à outils 23 novembre 2020.

La violence structurelle est perçue comme une fatalité ou une normalité. Pourtant, elle ne l'est pas. Elle est le fruit pourri d'une organisation de sociétés qui sont perdues dans l'utilisation de leurs capacités cognitives et émotionnelles.

POURQUOI LA NON-VIOLENCE PEUT-ELLE TOUT CHANGER ?

La force sans la violence

« Le fait accompli persuade mieux que tous les raisonnements » : c'est l'action directe, rappelle Simone Weil, c'est le rapport de force qui a permis les conquêtes ouvrières de juin 1936, et non des arguments ni des théories de la justice. Cela ne signifie pas que la pensée et le jugement n'aient aucun rôle. Mais ils ne peuvent en avoir qu'à condition de faire avec les rapports de force, et de se constituer comme forces – où la pensée et les principes risquent toujours de se perdre⁵⁷ ». Simone Weil, professeure agrégée de philosophie, a cherché toute son existence à se rapprocher des « conditions réelles de la vie » allant jusqu'à travailler comme ouvrière chez Renault ou rejoindre les rangs anarcho-syndicalistes sur la ligne de front de la guerre en Espagne.

L'élément clé de la stratégie de lutte non-violente réside dans l'institution de rapports de force, nécessaires pour persuader ou contraindre une ou des adversaires d'accéder à une revendication qui sert l'intérêt général. La lutte

57. Valérie Gérard, introduction du chapitre « La pensée en guerre » in Simone Weil, *L'Iliade ou le poème de la force*, Rivages poche, 2014.

s'appuie sur la culture de la non-violence dans son sens philosophique : nous partons du principe que tous les êtres humains peuvent changer d'avis et de comportement pour finalement agir dans l'intérêt général – peu importe leurs motivations. C'est la force de persuasion. Croire que cette force à elle seule serait efficace n'est pas raisonnable. L'expérience nous le montre. Il n'est pas suffisant, par exemple, de demander poliment aux banques d'arrêter de financer les projets d'exploitation d'énergies fossiles, ou au président d'un pays d'installer des politiques efficaces pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles, pour que ce soit fait. La stratégie de lutte non-violente doit donc également s'appuyer sur la force de la contrainte pour remporter des victoires et faire avancer les luttes.

Cette utilisation de la contrainte fait partie intégrante d'une lutte non-violente. C'est un aspect de la lutte souvent mal compris, voire injustement assimilé à de la violence. Construire une stratégie de lutte non-violente, c'est entamer une partie d'échecs, même si, le plus souvent, le premier pion est avancé sans que personne ait accepté de participer. Le premier mouvement doit être pensé pour qu'en face celui ou celle identifiée comme notre adversaire ne puisse pas ignorer notre attaque et soit obligée de se placer face à nous : c'est la génération d'un conflit. Elle est nécessaire pour révéler les injustices, pour nous positionner en tant qu'interlocuteurs et interlocutrices et faire connaître la lutte au public afin de rassembler des soutiens. C'est la manière dont nous résolvons le conflit, dans le respect de nos adversaires, qui confère à la lutte son caractère non-violent. La construction du rapport

de force se fait graduellement et nécessite une bonne analyse de la situation politique, des rapports de force en présence, des ressources en notre possession, des forces et faiblesses de l'adversaire et des fenêtres d'actions possibles. Ensuite, nous construisons les étapes de la lutte en puisant dans le registre infini d'actions dont la seule limite est notre imagination.

La force ici n'est utilisée ni pour blesser ni pour asservir notre adversaire. Il s'agit d'engager un rapport de force contre un adversaire qui nous opprime dans le but de faire évoluer la situation dans le sens de l'intérêt collectif, et non de reproduire un système de domination. La force morale de la non-violence, par ses valeurs de respect de la dignité et de bienveillance, doit nous préserver de l'enivrement que pourrait produire le basculement de la force de notre côté.

Concernant la proximité supposée, voire l'amalgame que l'on fait régulièrement entre la non-violence et le pacifisme, nous souhaitons lever toute ambiguïté : nous parlons bien de deux choses différentes. Précisons néanmoins qu'il s'agit d'une question complexe que nous ne pourrions pas traiter en profondeur ici. Il existe au sein même des mouvements pacifistes de nombreuses sensibilités et autant de manières d'appréhender l'engagement en faveur de la paix. Nous voulons donc d'abord éviter toute simplification du concept de pacifisme. Notre objectif est surtout de clarifier ce qui différencie les deux principes dans leurs fondements, ce qui les rapproche également, et ainsi de tenter d'éviter les confusions sur le sujet.

Pour les pacifistes, la paix est un absolu et la guerre doit être évitée à tout prix. Celle-ci représente une solution

dont les conséquences s'avèrent désastreuses et amènent davantage de problèmes qu'elles n'en résolvent. Construire une société de paix en acceptant de recourir à la violence et à des moyens reposant sur la destruction est par définition un non-sens. On retrouve dans le concept de non-violence cette idée, qui rejoint la question des moyens à mettre en cohérence avec la fin. Le parallèle entre les deux approches s'arrête toutefois ici.

En France, le pacifisme est souvent connoté péjorativement. De ce point de vue, les accords de Munich en septembre 1938, qui marquent la soumission des démocraties aux exigences du régime nazi pour éviter la guerre, pèsent encore très lourd⁵⁸. L'image du pacifisme est régulièrement renvoyée à cette idée de compromission avec des pouvoirs avec lesquels il n'y a pourtant pas de compromis possible, où – pour reprendre les théories de Gene Sharp – toute négociation est vouée à l'échec au regard du rapport de force existant. Cette image, sévère, car faisant l'amalgame

58. Après l'annexion de l'Autriche en mars 1938, Hitler annonce qu'il annexera quoi qu'il arrive la région des Sudètes, située en Tchécoslovaquie, le 1^{er} octobre suivant. Un véritable acte de guerre s'inscrivant dans son objectif de pangermanisme et qu'il justifie par la volonté de « libérer les Allemands des Sudètes. » La tension déjà vive en Europe monte d'un cran, notamment avec la France, alliée à la Tchécoslovaquie depuis 1924. Les 29 et 30 septembre, l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, la Grande-Bretagne et la France se réunissent à Munich et signent les accords du même nom. La Tchécoslovaquie est sacrifiée sur l'autel de la paix. Une paix honteuse pour beaucoup et parfaitement illusoire. Winston Churchill dira au premier ministre britannique Neville Chamberlain : « J'ai l'impression que nous allons devoir choisir pendant les prochaines semaines entre la guerre et le déshonneur, et j'ai assez peu de doutes sur l'issue de ce choix. »

entre toutes les expressions et formes de pacifisme, nuit donc beaucoup aux pacifistes... et par ricochet aux non-violentes. La volonté commune de ne pas agir de manière violente ou de tendre vers un monde où la paix ne serait pas un vain mot masque souvent nos différences « culturelles ». Par essence, la non-violence s'oppose évidemment à la guerre – bien qu'elle puisse admettre, sans pour autant le légitimer, que l'État soit dans la nécessité de recourir à la force armée dans certaines situations extrêmes lorsque le recours à d'autres moyens pacifiques à disposition ne semble plus possible ni réaliste –, mais elle propose en même temps une alternative, une nouvelle forme de lutte, considérant que seule l'action non-violente et, avec elle, la tentative d'instaurer un rapport de forces, peut concrètement faire bouger les lignes. Ce qui prime, c'est d'agir pour obtenir justice et faire appliquer le respect des droits humains. La non-violence exprime donc clairement une forme de révolte. Elle se distingue du pacifisme par le fait qu'elle assume le conflit et qu'elle met en œuvre des méthodes d'action alternatives à la violence pour obtenir des avancées concrètes. Elle n'est ni une soumission ni une insurrection violente, mais représente une troisième voie, prête à user de tous les moyens qu'elle aura à sa disposition pour arracher des victoires concrètes. Pour y parvenir, elle nécessite une réflexion de fond sur la genèse de toutes les violences et sur les formes de dominations existantes. Cependant, malgré ces différences, nos objectifs et nos valeurs restent proches et c'est fort logiquement que nous faisons régulièrement cause commune.

Un choix stratégique : Ne pas se battre sur le terrain de la violence, là où l'adversaire est le plus fort

Mener une lutte non-violente relève entre autres d'un choix stratégique : celui de ne pas se battre sur le terrain sur lequel l'adversaire est le plus fort. Pour illustrer cela, nous nous appuyerons sur les luttes menées par des paysan·nes au Mali et en Colombie pour défendre leurs terres, puis nous nous rendrons au Pays basque où la lutte armée a fait place à la lutte non-violente.

La lutte pour la défense des droits des communautés au Mali

Au Mali, comme dans de nombreux pays, les gouvernements postcoloniaux ont calqué leurs lois sur celles des pays colonisateurs, balayant les traditions ancestrales de gestion des terres par le droit coutumier. Ces lois ont mené à de nombreuses expropriations de paysan·nes, appelés localement « déguerpissements », au profit de multinationales. Comme partout où cela s'est produit, l'accaparement des terres des paysan·nes par des acteurs privés menant des activités invasives d'exploitation des richesses du sol (or, uranium, diamant...) a eu des impacts sociaux, économiques et environnementaux désastreux. L'augmentation de la pauvreté et la précarisation des situations des paysan·nes, toutes menacées d'être un jour où l'autre dépossédées de leurs terres, a entraîné l'augmentation des départs sur les routes migratoires, la dislocation des villages et des liens familiaux, une insécurité grandissante avec le recours aux armes, la montée du fanatisme et du djihadisme. Les entreprises rasant les arbres, trouent la terre. La destruction des écosystèmes pollue les nappes phréatiques, nuit

à la biodiversité et laisse les terres dénudées se faire dévorer par le désert.

L'Union des associations et coordinations d'association pour le développement et la défense des droits des démunis (UACDDDD)⁵⁹, membre de la Convergence malienne contre les accaparements des terres (CMAT), qui regroupe plusieurs associations maliennes de victimes d'expropriation, vient d'obtenir une victoire lors d'une lutte de longue haleine concernant le droit foncier agricole. Une proposition de loi contenant les revendications des militantes avec la demande de création de commissions foncières villageoises a été adoptée en octobre 2021. Elle constitue une véritable reconnaissance des droits des communautés qui seront dorénavant consultées pour tout projet ayant des répercussions sur leurs territoires. C'est le résultat d'une lutte non-violente qui est parvenue à créer un rapport de force en combinant plusieurs moyens : courriers, proposition de nouvelle loi foncière, conférences de presse et marches dans le centre de Bamako pour aller à la rencontre des décideurs politiques.

59. Plusieurs associations de victimes expropriées du Mali se sont fédérées au sein de l'UACDDDD, pour lutter en faveur de la justice sociale. L'union « a permis aux victimes de se mobiliser, de découvrir leurs droits, d'apprendre à les revendiquer » tout en menant des actions pour faire évoluer les politiques gouvernementales et institutionnelles ; uacdddd.org

Massa Koné, paysan et juriste, porte-parole de la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau⁶⁰ et de l'UACDDDD, explique le choix de la stratégie de lutte non-violente :

« Nous nous battons contre des gens qui ne peuvent gagner que par les armes et la violence. Face à nous, la milice qui veut maintenir l'ordre fait usage d'armes réelles. Ils frappent à mort, torturent à mort. Ils ont tous les moyens pour nous terroriser, nous, citoyen·nes qui restons mains nues. Nous avons enterré beaucoup de nos camarades. Mais prendre les armes n'est pas envisageable, car la violence est le terrain du gouvernement. Avec la violence, c'est nous qui perdons. Le gouvernement est puissant. Une fois que tu fais entrer la violence dans ta lutte, personne n'est à l'abri. Nous luttons pour avoir une société de paix. Si tu vas en lutte avec des armes, ta société ne sera jamais en paix. Si tout le monde avait des armes, des machettes, chacun essaierait de se faire justice par la violence, si jamais on gagnait par la violence. Nos enfants s'entre-tueraient. Si on dort avec des armes, on devient fou. Ce n'est pas bon pour nos communautés. »

Ces mots résonnent avec ceux de Simone Weil : « Dans les nécessités et dans l'atmosphère quotidiennes du combat, bien réelles, bien présentes, se perdent les objectifs et les aspirations animant le combat. L'atmosphère du meurtre quotidien "efface aussitôt le but même de la lutte", car on prend l'habitude de tuer, de ne plus estimer

60. La Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau (CGLTE), ouest-africaine, est une synergie des mouvements et organisations de la sous-région, pour mener des actions collectives fondées sur des analyses et propositions communes déclinées dans la déclaration et le livret vert de la Convergence.

la vie humaine, en contradiction avec le but poursuivi : le bien public, le bien des hommes. L'habitude de tuer ne peut produire que des meurtriers⁶¹ ». Au-delà du choix de l'efficacité, la stratégie de la non-violence écarte le risque de bifurquer, d'entrer dans une spirale destructrice pendant le quotidien de la lutte et d'aller jusqu'à confondre les moyens et la fin.

L'organisation des companeros et companeras du Suroeste

Des cartes postales de forêts luxuriantes, habitées d'oiseaux aux plumages chatoyants, des paysages verts à perte de vue, des fruits juteux, des enfants souriants, des femmes et des hommes travaillant la terre... Elles représentent les bijoux du sud-ouest d'Antioquia⁶², une « réserve biologique de l'humanité » située dans le corridor de vie des Andes tropicales en Amérique du Sud. Depuis 2019, en Colombie, ces richesses ne sont plus protégées. Les onze décrets empêchant jusque-là les activités d'extraction minière ont été annulés par le gouvernement, en même temps que le seul mécanisme démocratique existant, la « consulta popular⁶³ ». Un collectif s'est aussitôt constitué dans ce territoire pour s'opposer à la multinationale sud-africaine Anglogold

61. Simone Weil, *L'Iliade ou le poème de la force*, Rivages poche, 2014.

62. Le sud-ouest d'Antioquia (andestropicales.net) est considéré par le CEPF (Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques) comme le « Hotspot avec la plus grande richesse biologique de la planète : il abrite plus de 34 000 espèces de plantes et d'animaux, dont la moitié sont endémiques (n'existent que dans cette région du monde), c'est pourquoi il a été reconnu « Réserve biologique de l'humanité ».

63. La consultation du peuple.

Ashanti qui, s'engouffrant dans le vide juridique, a déposé une demande de mégaprojet d'extraction minière d'or, de cuivre, d'argent, de molybdène et autres métaux sur une zone recouvrant une grande partie de la région du Suroeste.

Après deux années d'engagement auprès des paysan·nes du Suroeste, en Colombie, Catalina Mesa, qui vit sa première expérience de participation à la défense et protection des terres, nous confie :

« Maintenant je comprends pourquoi les personnes peuvent basculer facilement dans la violence devant tant d'injustice. Aujourd'hui plus que jamais, je vois l'urgence de faire la pédagogie de la non-violence dans les territoires. Si les habitants réagissent avec violence, ils seront les premiers perdants, car l'armée a un contrat avec les entreprises minières pour les protéger quand elles vont creuser notre sol. Elles sont plus fortes que nous sur le terrain de la violence. Les entreprises font un travail de lobbying auprès de la population. Elles investissent des millions de pesos dans des contrats avec la presse du pays, et financent la télévision et la radio du territoire dont elles orientent les programmes en faveur de l'extraction minière. Elles paient les habitants pour qu'ils viennent assister à leurs réunions d'information et tâtent le terrain. S'il n'y a pas de résistance, elles continuent d'avancer, sinon elles trouvent souvent très facilement la voie de la violence pour faire taire la résistance.

Pour ces raisons, nous avons développé des stratégies de défense, de protection et de régénération du territoire. Une campagne de diffusion de la vision positive d'un avenir régénérateur de notre territoire avec le "Manifiesto Vision Suroeste"⁶⁴ et la "visibilisation"

64. Ce manifeste de proposition d'un territoire actif de préservation des terres, de l'eau, de la biodiversité et de la culture de la région Suroeste est à lire sur le site visionsuroeste.com.

des projets régénératifs qui existent sur le territoire avec le réseau “Red de regeneradores en movimiento⁶⁵” dont de nombreux jeunes font partie. Cette campagne a pour objectif de célébrer la beauté, notre culture sacrée ancestrale, la biodiversité, la culture paysanne, et de faire découvrir les richesses que nous avons sur notre territoire pour susciter un sentiment de fierté et un engouement de la population pour protéger l'eau, la biodiversité, les droits humains, la dignité, la culture, les vocations, les économies régénératives, la paix et la vie des communautés du sud-ouest d'Antioquia.

La stratégie de résistance au projet de l'entreprise Anglogold Ashanti est appelée “Salvemos al Suroeste⁶⁶”. Nous organisons des actions pour interpeller l'ANLA⁶⁷, l'autorité nationale en charge des licences environnementales, dont l'avis va conditionner la réalisation ou non du projet. En collaboration avec d'autres territoires unis au sein du mouvement national environnemental, nous avons fait des marches et déposé une proposition de loi de “démocratie environnementale” au gouvernement.»

De la lutte armée à la lutte non-violente au Pays basque

Dans un entretien réalisé pour la revue ANV en 2021, Txetx Etcheverry est revenu avec nous, sur l'évolution des paysages de luttes au Pays basque ces quarante dernières

65. Le réseau de régénérateurs et régénératrices est une communauté grandissante, de plus de cinquante projets productifs régénératifs dans le sud-ouest colombien qui promeut leur vision d'une culture et d'un avenir régénératif pour ces montagnes, pour la biodiversité, l'abondance et les beaux paysages des Andes tropicales; visionsuroeste.com/regeneradores/

66. Traduction : Sauvons le Suroeste; salvemosalsuroeste.com

67. Autoridad Nacional De Licencias Ambientales.

années⁶⁸ : « Pour nous qui étions militantes basques anti-capitalistes et indépendantistes dans les années 1980, il n’y avait pas de débats sur la stratégie de lutte. La lutte violente était une évidence. Le débat portait sur quel groupe armé on allait rejoindre, avec chacun sa stratégie et son idéologie propre. En cinquante ans, c’est le jour et la nuit. Aujourd’hui, il y a des mouvements qui se définissent comme non-violents. À l’époque, certains mouvements menaient des actions non-violentes, mais sans se revendiquer de la non-violence. Avant, la non-violence était vue comme l’ordre établi en opposition à la violence de ceux qui luttait. Le Larzac a eu une influence sur la lutte au Pays basque, car il a prouvé qu’une lutte pouvait être à la fois radicale et non-violente. Quand on gagne des luttes avec de telles stratégies, ça influence d’autres générations. Depuis vingt ans, des mouvements non-violents se sont développés au Pays basque et ont pris de l’importance. Petit à petit, les organisations de lutte armée au Pays basque, faisant le constat qu’elles n’étaient pas ou plus efficaces, ont cessé leurs activités. Arnaldo Otegi⁶⁹, un leader de Batasuna (parti considéré comme le bras politique d’ETA), ancien prisonnier condamné pour son engagement

68. Extraits de notes personnelles de Pauline Boyer, prises lors d’une interview de Txetx Etcheverry dont quelques passages ont été publiés dans l’article « L’évolution de la non-violence depuis 1973 », *Alternatives Non violentes*, n° 200, septembre 2021.

69. ETA (Euskadi Ta Askatasuna) signifie « Pays basque et liberté » en basque.

dans cette organisation⁷⁰, a déclaré après avoir opté pour un changement de stratégie: « il faut choisir le terrain de confrontation avec l'adversaire où on est le plus fort. Et le terrain de la violence, des armes, est celui où l'État est le plus fort. »

Lors d'une rencontre avec José Bové organisée à Paris en novembre 2019, Txetx insista sur son expérience au Pays basque et sur les conséquences générées par les stratégies violentes sur le mouvement qui les porte et la cause qu'elles veulent défendre: « ... ce qu'on avait remarqué – c'était une analyse collective – c'est que la violence créait de plus en plus de contradictions dans notre camp, le camp indépendantiste de gauche, et au contraire cimentait le camp d'en face [...] On était en train de donner une légitimité interne et internationale à l'État espagnol alors que c'était une monarchie qui avait été pensée et produite par le franquisme et qu'elle pratiquait la torture, la répression, les escadrons de la mort (GAL), etc. Dans le même temps il y a eu une grosse perte de légitimité interne et internationale du camp basque et d'ETA, un problème également de fonctionnement démocratique et de transparence, une incompatibilité d'élaboration collective des grandes décisions qui impactent votre mouvement, votre stratégie. [...] Une escalade qui se tient entre l'augmentation de la répression et l'augmentation de la riposte de l'action violente, et

70. Batasuna est le nom d'une organisation politique active en Espagne dans les communautés autonomes du Pays basque et de Navarre, entre 1978 et 2013, ayant pour objectif la fondation d'un grand État basque (Euskal Herria), indépendant et socialiste.

finalement quelque chose que vous contrôlez de moins en moins parce que les nouvelles bases militantes estiment que la réponse du mouvement n'est pas assez dure. On assiste à une militarisation des esprits et de la vision politique avec notamment des tentations parfois d'utiliser la violence, la force, pas seulement pour combattre l'ennemi, mais pour commencer à combattre d'autres courants qui ne sont plus d'accord avec votre stratégie ou qui ne pensent pas comme vous. Les dissident·es deviennent des traîtres. Un phénomène d'autocensure gagne alors la base militante (...) et la cause s'isole de plus en plus.⁷¹ »

Dans l'entretien accordé à la revue ANV⁷², Txetx est ensuite revenu sur les conditions ayant permis la survenue d'un événement capital pour le Pays basque, le désarmement d'ETA : « En 2016, on assiste à la jonction entre militantes de la lutte non-violente et les ex-partisans de la lutte armée, qui travaillent ensemble contre l'État pour le désarmement de l'ETA. Le 8 avril 2017, les Artisans de la Paix au Pays basque⁷³ mobilisent des centaines de personnes pour démanteler l'arsenal d'ETA, forçant la main

71. *La non-violence, une force pour un changement radical ?* Rencontre-débat organisée à la Base (Paris 10^e) par l'association Non-Violence XXI le 23 novembre 2019 en présence de José Bové et Txetx Etcheverry.

72. Extrait de notes personnelles de Pauline Boyer, *op. cit.*

73. Les Artisans de la Paix, sous l'impulsion de Txetx Etcheverry, Michel Berhocoirigoin et Michel Tubiana, se sont positionnés comme intermédiaires entre l'ETA et l'État français. Cinq d'entre eux ont été arrêtés de manière spectaculaire à Louhossoha en décembre 2016 alors qu'ils organisaient en grand secret la neutralisation d'une partie du stock d'armes de l'ETA. Le 8 avril 2017 au matin, les plans des caches d'armes d'ETA ont été remis à la police, qui a été accueillie sur place par des dizaines de citoyen·nes garant·es du processus.

au gouvernement français, qui, depuis l'arrêt de la lutte armée par ETA⁷⁴, refusait de créer les conditions favorables au désarmement ordonné et sécurisé de cette organisation clandestine, bloquant de ce fait le processus de paix.»

Il poursuit : «Aujourd'hui, des débats ont lieu entre les partisans des stratégies de luttes non-violentes complètes et ceux qui prônent la complémentarité des tactiques violentes et non-violentes, notamment au G7 à Biarritz, en 2019⁷⁵. On verra ce que l'avenir nous réserve. Mais on a accumulé pas mal de victoires avec des stratégies de luttes non-violentes pour penser que c'est la voie la plus efficace. La lutte non-violente permet de mener des actions de ruptures sans se couper de la majorité de la population. C'est le choix de ce mode de lutte qui a été fait par la majorité du mouvement climat dans le monde entier, qui organise des actions à grande échelle, avec des aspects radicaux et populaires massifs. Quand on regarde les impacts des catastrophes climatiques, ce qu'on vit déjà, et ce qu'on va vivre, incite à la violence. Arriver à maintenir des stratégies de luttes non-violentes face à l'angoisse, et à ce qui va arriver, est une preuve de maturité. Et là, il y a un équilibre délicat à trouver dans les actions à mener. On se trouve sur une ligne de crête, entre des actions non-violentes pouvant

74. Cette déclaration a fait suite à la conférence de Aiete (San Sebastian) présidée par Kofi Annan en octobre 2011 où un chemin de paix pour le Pays basque a été ouvert de façon unilatérale et irréversible.

75. Collectif, *Beti Bizi ! Climat d'urgence*, Lako 16, 2019, p. 116 et 117.

manquer de radicalité et aux effets trop limités par rapport aux enjeux actuels, et des actions violentes, qui risquent de criminaliser la cause du climat. Cet équilibre implique de mettre en place des actions vraiment offensives, des actions capables de changer la donne concrètement et rapidement.»

L'efficacité de la non-violence vue par le monde de la recherche

Il existe très peu de recherches universitaires sur les luttes non-violentes⁷⁶. C'est ce manque que contribuent à pallier Erica Chenoweth et Maria J. Stephan, deux universitaires américaines. Leur ouvrage *Why Civil Resistance Works? The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*⁷⁷ apporte une analyse statistique approfondie et des données chiffrées vérifiables. Elles analysent pas moins de 323 campagnes de résistance menées entre 1900 et 2006 partout dans le monde. Chenoweth et Stephan considèrent que les campagnes sont soit « principalement violentes » soit « principalement non-violentes ». Le principal critère utilisé repose sur le fait de ne pas nuire ou de ne pas menacer physiquement l'adversaire. Elles se sont aussi appuyées sur la classification proposée par Gene Sharp (198 méthodes

76. Manuel Cervera-Marzal, Sylvie Ollitrault, « Non-Violence et désobéissance civile dans les luttes actuelles », *Alternatives non-violentes*, n° 200, septembre 2021.

77. Erica Chenoweth, Maria J. Stephan, *Pouvoir de la non-violence - Pourquoi la résistance civile est efficace*, Calmann-Lévy, 2021.

d'action non-violentes), sur les travaux d'Adrian Karatnacky et Peter Ackerman (2005), Scock (2005) ainsi qu'April Carter, Howard Clark et Michael Randle (2007). Elles ont ensuite fait correspondre ces données avec d'autres sources : encyclopédies, études de cas et bibliographies liées aux études abordées. Enfin, elles ont achevé cette analyse en invitant des expertes en conflit non-violents à évaluer leur proposition de classification et à signaler si selon eux des conflits non-violents avaient été omis. Ils et elles ont ainsi été amenés à faire de nouvelles propositions, qui ont ensuite été à nouveau corroborées en fonction des critères retenus pour les autres campagnes. D'autres critères et bases de données ont été choisis afin de classer définitivement une campagne dans la catégorie « violente », ceci afin de traiter le sujet en tenant compte de toute la complexité qu'il véhicule, les chercheuses ayant conscience de la frontière étroite pouvant exister selon les contextes entre violence et non-violence, conscience aussi qu'un conflit pouvait être le théâtre d'une cohabitation entre ces deux modes d'action.

Elles comparent les résultats obtenus par chacune de ces campagnes au regard des objectifs fixés, en cherchant à comprendre les raisons de leur efficacité et les conditions favorisant leur succès. Voici les grandes conclusions qu'elles tirent de leur étude.

- Les mouvements de résistance non-violents atteignent deux fois plus souvent leurs objectifs que les mouvements dits violents.
- À titre d'exemple, le taux de succès des luttes qui ont pour objectif le changement de régime d'une

dictature vers une démocratie ou la libération d'un territoire occupé par une puissance étrangère atteint en moyenne 60 % pour les campagnes non-violentes, contre 30 % pour les autres campagnes⁷⁸.

- Les mobilisations massives non-violentes conduisent deux fois plus souvent à l'instauration d'un régime démocratique.
- Les chercheuses démontrent par ailleurs que des campagnes violentes augmentent le risque de guerre civile dans les années qui suivent.
- Les campagnes non-violentes offrent une capacité de mobilisation plus importante.

Elles rassemblent un public plus large. Or plus un mouvement est massif, plus il a de chances de faire plier les institutions. Plus un mouvement est violent, moins il parvient à fédérer et à attirer. Un mouvement optant pour une forme d'action violente, même face à une répression brutale, attire peu et pire, peut monter contre lui, en dépit de la légitimité de son combat, toute une partie de la population, confortant ainsi souvent le pouvoir en place. Cette force du nombre favorise le principe de non-coopération qui, lorsqu'il s'amplifie, devient une arme redoutable, capable de fracturer et d'ouvrir des brèches chez l'adversaire.

78. Alain Refalo, « Le pouvoir de la non-violence (2) : pourquoi la résistance civile est efficace », blog *Non-violence, écologie et résistance*, 19 juillet 2021 ; alainrefalo.blog/2021/07/19/le-pouvoir-de-la-non-violence-2-pourquoi-la-resistance-civile-est-efficace/#more-1905

Ce dernier argument développé par les chercheuses est confirmé par plusieurs exemples célèbres. Nous avons déjà évoqué la marche du sel initiée par Gandhi. Le boycott des bus de Montgomery dans le cadre du mouvement pour les droits civiques en est un autre exemple tout à fait intéressant. Celui-ci a été suivi par « près de 95 % des usagers de couleur⁷⁹ ». La force du nombre, alliée à une puissante détermination (le mouvement a duré plus d'un an, 381 jours précisément, et les intimidations ont augmenté au fil des mois), ont eu raison d'un système raciste mais légal. Au bout de six mois de lutte, la cour fédérale de district de l'Alabama finit en effet par déclarer inconstitutionnelle la ségrégation dans les bus, ce qui ne marque toutefois pas la fin du combat puisqu'il faudra finalement attendre le mois de novembre 1956 et la décision de la Cour suprême américaine pour confirmer cette révolution⁸⁰. Sans le nombre, jamais cette issue n'aurait été possible. S'appuyant sur la force du pouvoir économique, la communauté noire de Montgomery a su créer une dynamique collective puissante et s'attirer la sympathie et des soutiens de plus en plus larges (y compris à l'international) au fil des mois.

79. Sylvie Laurent, *Martin Luther King. Une biographie intellectuelle et politique*, Le Seuil, 2015 (1992), p. 169.

80. *Ibid.*, p. 197.

Comme le soulignent Chenoweth et Stephan, si les institutions en place sont coupées de leurs soutiens, elles se fragilisent et n'ont souvent pas d'autre choix que de plier ou de négocier. Autre facteur de réussite pour les mouvements non-violents mis en exergue par les chercheuses, la capacité à supporter une répression forte⁸¹ et à utiliser cette répression à son avantage. Le fait de ne pas répondre aux provocations et à la violence permet de s'attirer la sympathie de l'opinion publique. La violence du pouvoir n'apparaît alors plus comme légitime et celui-ci finit souvent par s'affaiblir.

Ces constats se retrouvent dans l'étude *"How Freedom is Won: From Civic Resistance to Durable Democracy"* d'Adrian Karatnycky, Peter Ackerman et Mark Rosenberg. Les auteurs y démontrent notamment que les pays où l'on a recouru à une stratégie de lutte non-violente contre des régimes non démocratiques ont enregistré une nette diminution de la violence politique. Parallèlement, l'ampleur des libertés fondamentales instaurées au lendemain des changements politiques y apparaît nettement plus importante que dans les pays où la transition s'est faite à travers des méthodes violentes⁸².

81. Alain Refalo, « Le pouvoir de la non-violence... », *op.cit.*

82. Srdja Popovic, Andrej Milivojevic, Slobodan DjinoVIC, *La lutte non violente en 50 points. Approche stratégique de la tactique quotidienne*, Center for Applied NonViolent Action and Strategies, 2006. En accès libre sur : canvasopedia.org

La lutte comme processus créateur et émancipateur

La pratique nourrit la conscience

Après la COP infructueuse de Copenhague en 2009⁸³, la société civile se démobilise sur le thème du climat. Les réflexions de Bizi!, avec d'autres acteurs et actrices de la société civile, se portent alors sur les moyens de ranimer une mobilisation citoyenne de terrain pour le climat. Les constats sont les suivants : les messages alarmants sur les impacts du dérèglement climatique annoncés depuis des décennies par le GIEC génèrent de l'anxiété et ne sont pas, à l'époque, mobilisateurs ; il existe déjà sur tous les territoires des modes de vie alternatifs pratiqués à petite échelle par des citoyen·nes en quête d'une meilleure qualité de vie, qui ne sont pas forcément conscient·es d'être les pionnières d'une société soutenable et solidaire. Bizi! décide alors de lancer le mouvement Alternatiba par la tenue d'un « village des alternatives » rassemblant des porteurs et porteuses d'alternatives du territoire à Bayonne le 3 octobre 2013. Le pari repose sur l'idée que « la pratique crée la conscience » et que l'angle positif des solutions permet de rompre avec le sentiment de sidération généré par l'urgence climatique et de donner une prise concrète d'engagement accessible à tout le monde.

83. En 2009, des milliers de militant·es pour le climat se rendent à Copenhague pour assister à la COP15 (Conference of the Parties, réunissant les pays du monde entier), avec l'espoir qu'un accord ambitieux et contraignant pour le climat soit signé. L'échec de cette COP a généré un fort sentiment de découragement de la société civile.

Dans une atmosphère conviviale et festive, 12 000 personnes se rassemblent pour découvrir de nouveaux modes de vie et assister aux conférences sur le dérèglement climatique et les stratégies de luttes non-violentes pour « changer le système, pas le climat ». La co-construction du village avec les acteurs et actrices du changement, venues pour faire connaître leur AMAP, leur atelier de réparation de vélo, leur projet d'énergie partagée ou tout simplement pour jouer lors d'un concert, permet de croiser les connaissances et d'établir des connexions entre des pratiques concrètes de modes de vie alternatifs et leur rôle dans la réduction des émissions des gaz à effet de serre. Cette approche fait entrer dans le mouvement climat de nombreuses personnes non-militantes, par intérêt pour le projet de village des alternatives, pour les méthodes d'animation spécifiques d'Alternatiba ou, tout bonnement, happées par la joie et la convivialité des événements organisés grâce à la force de centaines de bénévoles, du cœur de l'organisation à une participation de quelques heures le jour J. Il est courant que des personnes inscrites à un créneau de bénévolat de deux heures se laissent emporter par l'énergie joyeuse et la détermination des militantes, et qu'on les retrouve à la fin du week-end en train de démonter les derniers barnums à quatre heures du matin. Les nouvelles recrues sont prises comme elles sont, là où elles en sont dans leur vie et dans leur connaissance des enjeux des crises actuelles. L'entrée en action ouvre un champ de connaissances immense, intégrées par le faire ensemble. Les mobilisations font changer les mentalités des militantes, en même temps que celles de la population.

L'engagement dans les actions concrètes ouvre de nouvelles perspectives et fait approcher la complexité du monde. Au début, on s'engage parce qu'on ouvre la porte d'un projet original, parce qu'on est révolté·e contre la pollution des océans, contre les violences faites aux femmes ou contre la pollution de l'air. On entre par une porte, puis c'est un dédale de rues qui s'entrecroisent sans qu'on sache où donner de la tête tellement toutes les injustices nous semblent soudain vitales à combattre. Petit à petit, on aborde le monde avec de nouvelles lunettes. On trouve soudain que les blagues sexistes, auxquelles on riait avant, maintiennent une culture patriarcale dans laquelle on ne veut plus vivre. On détecte de la violence et de l'injustice là où on y était auparavant aveugle. Puis, on s'aperçoit que tout est relié, ce qui provoque à la fois du soulagement et l'image vertigineuse d'une montagne aux pentes garnies de ronces et aux sentiers bien cachés. Alors, pour ne pas perdre pied et succomber au découragement, on avance un pas après l'autre pour se frayer un chemin, entraînées par l'énergie du collectif.

La lutte transforme les activistes en même temps qu'elle transforme le monde

> La montée en compétence pour préfigurer le monde d'après

« Une fois au pouvoir, les guérillas doivent, elles aussi, faire partir les trains à l'heure ! Si les guérilleros et tous ceux qui ont recours à la violence maîtrisent assurément les disciplines "à poigne", telles que la connaissance de la tactique, de la logistique et de la planification militaires, ils se montrent souvent peu capables s'agissant de celles, plus "sophistiquées", indispensables au bon

fonctionnement d'une société démocratique. Or, la pratique des méthodes de lutte non-violente permet précisément de développer ces capacités qui seront d'une grande importance pour la période transitoire, au lendemain de l'issue victorieuse de la lutte pour le pouvoir; tout engagement à travers une lutte non-violente passe nécessairement par une initiation à la façon d'organiser et de diriger, ce qui permet d'acquérir toute une série de connaissances techniques. Cette acquisition est d'autant plus importante qu'à défaut, votre adversaire et ses sympathisants, qui possèdent déjà ces connaissances, continueront, de fait, à diriger la société de l'après conflit, et auront ainsi la possibilité d'annuler les changements pour lesquels vous vous êtes battus⁸⁴.»

Les activistes d'Otpor, mouvement serbe qui a fait tomber le dictateur Slobodan Milosevic et mis en place un régime démocratique, tirent cette conclusion dans leur manuel pratique *La lutte non violente en 50 points*. Ce constat s'applique de manière plus générale à toutes les luttes qui veulent attaquer le système à la racine. Comment créer un monde soutenable, non-violent, en paix et sans discrimination, si nous n'avons pas nous-mêmes expérimenté de nouvelles manières de vivre et d'interagir avec le vivant? Seule la pratique nous confronte à la réalité de la mise en œuvre de nos idéaux. Elle nous fait expérimenter les difficultés de la coopération, de la démocratie, nous met face à nos paradoxes. Les activistes se forment à des méthodes d'organisation et de règles de vie au sein du groupe, en les ajustant au fur et à mesure dans la recherche des valeurs poursuivies. Leur manière de s'organiser, d'interagir et d'expérimenter

84. « La lutte non violente en 50 points », *op.cit.*, p. 12.

des rapports égalitaires et inclusifs construit une culture commune de non-violence.

Que ce soit pour organiser une marche, une action de désobéissance civile, ou interpeller les institutions, des compétences sont nécessaires dans tous les domaines : logistique, bricolage, peinture, couture, cuisine, coordination, animation, médiation, collecte d'argent, informatique, planification et suivi de budget, comptabilité, baby-sitting (il faut bien que les parents puissent prendre part à la lutte !), communication, sérigraphie, graphisme, vidéo, photographie, relations presse, porte-parolat, rédaction d'articles, pratique de la langue des signes, œuvres artistiques, chants, musique... Les nouvelles recrues arrivent avec leur bagage, leurs compétences et leurs expériences de vie, sans passeport de « bonne conduite » ni jugement de valeur... Le travail collaboratif permet le partage de connaissances et la montée en compétence dans les domaines souhaités. On apprend en faisant. Les activistes progressent vite, encouragés par des groupes de confiance, formant un cadre social propice à l'apprentissage. Cette manière de militer crée une dynamique positive et un enthousiasme dont on a profondément besoin, car il agit « comme un engrais pour le cerveau », selon le Dr Gerald Hüther⁸⁵, neurobiologiste allemand. Au bout de quelques mois dans le

85. « Neurobiologie et éducation : un lien entre consumérisme, manque d'enthousiasme et besoins insatisfaits dans l'enfance », voir site « Apprendre à éduquer » ; apprendreaeducer.fr/neurobiologie-et-education-un-lien-entre-consumerisme-manque-denthousiasme-et-besoins-insatisfaits-dans-lenfance ; www.alda.eus/

mouvement, il est fréquent de voir des activistes déployer leurs ailes et prendre des responsabilités qu'ils ou elles n'auraient jamais imaginé prendre un jour. La nécessité de compétences multiples pour mener la lutte ouvre grand les portes du mouvement. La formation d'activistes, devenant expertes dans différents domaines, forge la lutte, et prépare en même temps un nombre important de citoyen·nes ayant développé des capacités d'organisation pour faire émerger une nouvelle société. Quand on a l'habitude d'orchestrer des actions massives méticuleusement préparées, faire partir les trains à l'heure est un jeu d'enfant.

Là où la lutte violente forme des combattantes au maniement des armes, avec une logique court-termiste d'élimination des problèmes, la lutte non-violente fait émerger des citoyen·nes en mesure de s'opposer à des adversaires, tout en préfigurant la société qu'ils et elles veulent faire émerger pour être prêtes lorsque l'occasion du changement radical se présente.

- > L'inclusivité par la multiplicité des modes d'action et l'absence de clandestinité

La montée en compétence des activistes fournit un attrait supplémentaire pour l'engagement au sein des mouvements. La multiplication de leur nombre et des groupes permet de faire monter graduellement les rapports de force et de professionnaliser les actions. Chaque tâche est valorisée, car elle contribue à renforcer la lutte. Les mouvements ont autant besoin de personnes prêtes à se confronter à la violence de la répression policière et juridique que d'autres qui ne sont pas en première ligne de la confrontation, sans

qui l'action ne pourrait pas avoir lieu. Ravitailler en sandwiches les activistes qui bloquent un lieu, passer des heures sur la rédaction d'un communiqué de presse, programmer des concerts pour entretenir la détermination pendant le blocage et attirer de nouveaux publics... L'organisation des actions permet la participation de toutes et tous, indépendamment des niveaux de prise de risques physiques ou juridiques. À tous les niveaux, les citoyen·nes investies contribuent à faire grandir la lutte climat. La planification et la répartition des tâches selon des méthodes rigoureuses permettent à chacun et chacune d'assurer des missions en fonction de leur temps disponible. Alors que les mouvements violents sont plus difficiles d'accès, car ils requièrent plus de clandestinité, les mouvements non-violents peuvent communiquer largement, ouvrir grand leurs portes et recruter massivement toutes les personnes qui veulent s'engager.

Lors des actions de désobéissance civile, où les risques de répression juridique et violente existent, seul·es les activistes pouvant et voulant s'exposer sont mis·es en première ligne. Au Royaume-Uni, lors d'une formation sur la désescalade de la violence, une formatrice d'Extinction Rebellion conseillait de placer en première ligne les personnes risquant le moins de se faire réprimer par la police. Sachant qu'un homme noir, a fortiori jeune, risque une répression beaucoup plus grande dans beaucoup de pays, elle encourageait les femmes blanches et d'un âge avancé à se positionner à l'avant pour désamorcer la répression de la police, qui hésite davantage à utiliser la violence face à des femmes âgées.

Des expérimentations sont lancées pour élargir la mobilisation à de nouveaux publics, comme en 2020 avec la création d'*Alda*⁸⁶, un mouvement social non-violent s'appuyant sur de nouvelles formes de mobilisation dans les quartiers populaires. Les actions ont lieu dans l'espace de vie des gens, là où ils sont directement touchés par les effets délétères de la crise économique et écologique et où ils subissent la précarité. Ce travail s'inscrit dans une logique de massification, d'inclusivité, de montée en compétence et d'appropriation du pouvoir citoyen par les habitantes placées en première ligne des crises. Il répond à l'appel du fondateur d'ATD Quart Monde, Joseph Wresinski, à « une conception d'un homme indivisible en lui-même et pour cela détenteur de responsabilités et de droits indivisibles. Mais aussi, d'un homme indissociable des autres, partie prenante d'une humanité indivisible et où le plus pauvre doit pouvoir participer à la mission commune⁸⁷ ». En connectant nos luttes au quotidien des plus précaires, nous ouvrons de nouvelles perspectives pour construire un chemin adapté aux enjeux actuels, tout en anticipant sur l'avenir. « Tout ce qui contribue à donner à ceux qui sont en bas de l'échelle sociale le sentiment qu'ils ont une valeur

86. Alda signifie « change » en langue basque : www.alda.eus

87. Père Joseph Wresinski, *Les Plus Pauvres révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme*, « Cahiers de Baillet », Quart Monde, 1998, p. 14.

est dans une certaine mesure subversif⁸⁸ » disait Simone Weil dans sa « Méditation sur l'obéissance et la liberté ».

> La lutte ouvre perpétuellement de nouveaux horizons

La lutte emporte celles et ceux qui la mènent souvent beaucoup plus loin que la raison initiale pour laquelle elle a émergé. Dans son article du *Monde diplomatique* intitulé « De Santiago à Paris, les peuples dans la rue⁸⁹ », Serge Halimi relatait que, « en annulant une augmentation de 4 % du prix du métro, M. Sebastián Piñera n'a pas davantage dégagé les rues de Santiago que le gouvernement de Hongkong n'avait désarmé ses opposants en retirant un projet de loi d'extradition. Une fois le mouvement lancé, il faut céder plus. » Cette exigence du « plus » ou du « mieux » naît grâce à la politisation des luttes qui ouvre une réflexion sociétale plus large que la satisfaction de la revendication ayant motivé la première action. En France, le mouvement des Gilets jaunes, déclenché le 17 novembre 2018 par la mise en place d'une taxe carbone injuste pour les ménages, a abouti à de véritables débats sur la question d'une transition écologique et sociale juste. La manière de mener la lutte forge les esprits et dévoile des portes jusque-là invisibles, ouvrant de nouveaux horizons. La vision qu'ont les citoyen·nes engagées de leur place dans la société évolue au

88. Simone Weil, « Méditation sur l'obéissance et la liberté », in *Œuvres*, Gallimard, coll. « Quarto », 1999.

89. Serge Halimi, « De Santiago à Paris, les peuples dans la rue », *Le Monde diplomatique*, janvier 2020.

fur et à mesure de leur lutte. La récupération du pouvoir citoyen procure une énergie vitale à l'évolution vers des sociétés plus justes et égalitaires. La lutte des femmes du mouvement Chipko en Inde, relatée notamment dans les livres *Reclaim* d'Émilie Hache et *Être écoféministe* de Jeanne Burgart Goutal, en est un bon exemple.

Des femmes debout, enlaçant des arbres, défiant des hommes munis de tronçonneuses. Cette image est le symbole de la lutte des femmes du mouvement Chipko, en Inde, pour préserver les forêts vivantes constituant leurs moyens de subsistance, leurs réserves d'eau, de nourriture et d'air pur, leurs protections contre les inondations et les glissements de terrain. En 1973, au début du mouvement, lorsque l'exploitation des ressources naturelles était entre les mains d'entrepreneurs forestiers non locaux, la préoccupation spécifique des femmes pour la survie de la forêt avait temporairement fusionné avec une préoccupation largement masculine quant à l'approvisionnement en matières premières des scieries et des usines de résine mises en place par des coopératives locales⁹⁰. La mobilisation commune s'était conclue par l'annulation du permis d'exploitation de l'entreprise extérieure et les parcelles furent octroyées aux entrepreneurs forestiers locaux. Cette lutte classique pour des intérêts économiques divergents devint

90. Sarala Behn, *Uttar ke Shikharo Mein Chetna ke Ankur*, Himalaya Seva Sangh, 1975, p. 129. « Le mouvement Chipko hérite (de) et succède aux luttes contre l'exploitation de la forêt durant toute la période de la colonisation de l'Inde ». Extrait de l'anthologie *Reclaim*, coord. Émilie Hache, Cambourakis, 2016, p. 202.

alors une lutte écologiste portée par les femmes qui refusèrent l'exploitation de la forêt. « Il leur importait peu que la forêt soit détruite par des étrangers ou par leurs propres hommes⁹¹. » Elles étendirent le mouvement grâce au leadership totalement décentralisé des femmes locales, reliées entre elles non pas verticalement mais horizontalement, portant le message de village en village grâce à des chants et des coursiers. À chaque tentative d'abattage, les femmes se rassemblaient dans la forêt menacée et étreignaient les arbres, empêchant la déforestation par leur nombre et leur détermination. Ces actions directes furent complétées par des grèves de la faim, des actions juridiques menées par les hommes et surtout des marches durant des dizaines de jours afin de mobiliser l'opinion publique sur l'augmentation de la charge de travail des femmes en raison de la déforestation. « La désobéissance civile non-violente créa de nouvelles orientations pour le mouvement Chipko. La philosophie et la politique du mouvement évoluèrent alors dans le sens des besoins et des connaissances des femmes. Les femmes paysannes se sont émancipées, défiant ouvertement, d'une part, le système de foresterie commerciale réductionniste, et d'autre part, les hommes de la région qui avaient été colonisés par ce système, cognitivement, économiquement et politiquement⁹². » Les femmes créèrent

91. Vandana Shiva, *Staying Alive. Women, Ecology and Development*, Kali for Women/ Zed Books, 1989, p. 76.

92. Vandana Shiva, « Étreindre les arbres », dans *Reclaim* de Émilie Hache, Cambourakis, 2016, p. 210.

des emplois pour la gestion des forêts qu'elles occupaient leur donnant accès à une indépendance économique et exigèrent leur place dans les conseils des villages jusqu'alors réservés aux hommes. « Dans toutes ces luttes, comme à Greenham Common, un enjeu en entraînait un autre. Et c'est une politique « non seulement critique, mais aussi exemplaire » qui s'inventa sur le terrain⁹³. »

En France, c'est sur le terrain d'une petite ferme à l'ombre des oliviers qu'une lutte pour la dignité des personnes réfugiées et le respect du droit d'asile a abouti à la création d'Emmaüs Roya, un projet écologique, social et solidaire. Tout débuta un soir de printemps 2016 quand un homme, inquiet pour la sécurité de silhouettes croisées au bord de la route, fit demi-tour avec sa fourgonnette. Après avoir accueilli chez lui cette première famille de réfugiées en provenance de Vintimille, Cédric Herrou transforma sa ferme en camp d'accueil, étape protégée offrant un répit et des soins aux personnes réfugiées passant d'Italie en France. En avril 2017, le Camping Cédric Herrou (CCH), tenu par des bénévoles, devint une sous-préfecture à part entière à la suite d'un protocole informel passé avec les gendarmes. Les personnes réfugiées pouvaient désormais déposer leur demande d'asile depuis ce petit carré de terre. Dans son livre *Change ton monde*, Cédric Herrou explique l'évolution de la stratégie de sa lutte : des premières actions d'hébergement solidaire au changement d'échelle ayant permis

93. Jeanne Burgart Goutal, *Être écoféministe*, op.cit., p. 62.

l'accueil de plus de 2 500 personnes migrantes sur le camp ; des batailles juridiques, dont les conclusions ont souligné les atteintes graves et « manifestement illégales » au droit d'asile de l'État, mettant en cause notamment le préfet des Alpes-Maritimes⁹⁴ ; la marche de trois jours de Breil-sur-Roya à Nice avec une centaine de personnes migrantes, déclenchée par la répression ; l'accueil d'urgence aboutissant à la création d'un lieu de vie favorisant l'insertion des réfugiées, enracinées dans la vie rurale. « Emmaüs Roya veut montrer qu'il est possible d'apporter des réponses croisées aux problématiques d'écologie et d'exclusion sociale, de lier concrètement justice climatique et justice sociale », déclara son président, Cédric Herrou, lors de sa création.

Les moyens déterminent la fin

Loin de l'adage « la fin justifie les moyens » supposant qu'il ne faudrait avoir aucun scrupule à enfreindre les règles ou lois, y compris celles pour lesquelles nous nous battons comme le respect des droits humains, nous venons de voir combien les moyens employés pour mener la lutte transforment les activistes et préfigurent sa fin.

D'autre part, justifier un combat par sa fin pose le problème de la subjectivité du sentiment de combattre pour la justice. Dans le manuel d'action politique « Luttons-nous pour la justice ? », Simone Weil explique : « Il n'est pas facile de combattre pour la justice. Il ne suffit pas de discerner

94. Cédric Herrou, *Change ton monde*, Les Liens qui Libèrent, 2020, p. 146.

quel camp est celui de la moindre injustice, et, y étant allé, de prendre les armes et de s'exposer aux armes ennemies. Certes cela est beau [...]. Mais en face, on fait exactement de même⁹⁵. » De trop nombreuses atrocités ont été commises – et le sont toujours – par des individus persuadés de détenir la vérité. Face à ce danger, la non-violence place comme garde-fou le respect de la vie humaine et du vivant.

« Le but lointainement poursuivi ne rend pas le combat juste si les moyens présents du combat produisent un appareil oppressif, des rapports de domination, des habitudes contraires à la liberté et à l'égalité humaines⁹⁶ ». Simone Weil vivra cette expérience d'une contradiction flagrante entre les moyens et les fins de la guerre en Espagne, qu'elle décrit dans *L'Illiade ou le Poème de la force*. « Là aussi, hélas, nous voyons se produire des formes de contrainte, des cas d'inhumanité directement contraires à l'idéal libertaire et humanitaire des anarchistes. Les nécessités, l'atmosphère de la guerre civile l'emportent sur les aspirations que l'on cherche à défendre au moyen de la guerre civile. Nous haïssons, ici, la contrainte militaire, la contrainte policière, la contrainte dans le travail, le mensonge répandu par la presse [...]. eh bien ! il y a, là-bas, contrainte militaire. [...] Il y a contrainte dans le travail [...], contrainte policière [...]. Le mensonge organisé existe, lui aussi.⁹⁷ »

95. « Luttons-nous pour la justice ? », *Écrits de Londres et dernières lettres*, op. cit. Gallimard, 1957, p. 56.

96. Valérie Gérard sur Simone Weil, *L'Illiade ou le poème de la force*, op.cit., p. 25.

97. Simone Weil, op. cit., p. 26.

En Colombie, la lutte non-violente ouvre de larges perspectives aux paysannes du Suroeste, bien au-delà de l'objectif de départ d'interdiction d'exploitation minière dans leur sol. La structuration de la lutte est en train d'inventer une autre manière de vivre ensemble et de dessiner une vision d'avenir d'un territoire plus résilient et solidaire. Catalina Mesa explique : « La structuration des campagnes nous permet d'être ancrées sur le terrain, d'inclure toutes les personnes qui veulent participer, d'éveiller les consciences par la diffusion des informations que l'entreprise se garde de mentionner sur les pollutions et les destructions qui seront engendrées par leurs activités. La Colombie est un pays très violent. Les gens ont peur de sortir et de donner leur opinion. Il nous faut être nombreux-ses pour empêcher qu'il n'y ait que quelques personnes prises pour cibles. Nous nous organisons en réseau pour mobiliser le plus massivement possible. Nous travaillons pour faciliter les conversations où toutes les voix des acteurs ayant parfois des points de vue et des intérêts un peu conflictuels sont entendues. Communautés indigènes, paysans cultivateurs de café, d'agrumes ou d'avocats, entrepreneurs du tourisme, jeunes, commerçants des villages, groupes de femmes, l'académie, l'église, les artistes... Car c'est quand un acteur se sent exclu ou pas pris en compte dans les conversations que les conflits se creusent. Parfois ce sont des conversations très difficiles et pourtant nécessaires pour construire une culture du dialogue et de résolution des conflits par la parole. C'est ainsi que nous pourrons tisser une paix durable et un territoire harmonieux. »

« La fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la semence », disait Gandhi. La lutte nous fait grandir et façonne le résultat.

La non-violence est le contraire de la passivité

La capacité de résignation des humains est bien plus grande que leur capacité de révolte. Pourtant, la passivité face au bafouement des droits humains, par coopération consciente ou inconsciente, rend complice. Le silence et l'obéissance de la masse ou son désintérêt pour le sort d'autrui et celui des générations futures entretiennent des dynamiques d'oppression et de domination à tous les niveaux de nos sociétés mondialisées, charriées par les enjeux politiques et géopolitiques. Quand la parole libère et ouvre la possibilité de justice, de réparation et d'évolution sociétale, le silence tue. Dans le livre *La Familia grande*⁹⁸, dans lequel Camille Kouchner raconte les mécanismes d'omerta entourant l'inceste dont son frère a été victime, elle écrit, au sujet du groupe d'adultes entourant l'agresseur : « Leur silence sera notre prison. [...] Notre malheur est leur pouvoir ». Le mouvement #MeToo a exposé mondialement les vies broyées et l'injustice résultant de l'impunité et de la complicité dont jouissent les agresseurs perpétrant leurs crimes au sein de bandes galvanisées par le pouvoir et l'argent, leur conférant un sentiment d'impunité à disposer du droit à tout. Jusqu'au pire.

98. Camille Kouchner, *La Familia Grande*, Le Seuil, 2021.

Et avec le sourire. Sur un tout autre sujet, nous voyons depuis des années défiler des photos aériennes de la forêt amazonienne qui se réduit comme peau de chagrin, des forêts se transformant en brasiers combattus à mains nues par les habitant·es en Algérie, Sibérie, Grèce, Turquie..., des images illustrant les records de chaleur qui se succèdent en Irlande du Nord, Turquie, Géorgie, Japon, Algérie... Nous savons que nos modes de vie et les décisions que prennent les gouvernements depuis des décennies sont responsables de l'aggravation de ces catastrophes qui vont coûter de plus en plus de vies humaines. Malgré cette menace sans précédent de par son ampleur, le «business as usual» suit son cours et les remises en question de nos modes de vies ne sont pas à la hauteur des problèmes.

Pourtant, la nécessité de la justice nous oblige. En nous donnant des outils efficaces, les luttes non-violentes permettent un passage à l'action, une mise en capacité de refuser l'injustice et l'insoutenable. La non-violence nous aide à sortir de cette impasse. Elle est le refus actif de la violence par la pratique de son antithèse. Une des facettes qui la caractérise est d'apprendre à dire non. Non aux discriminations. Non aux injustices. Non à la destruction de la planète... Dire «non» requiert de la force morale, un recul sur l'instant présent et du courage. Pour Jean-Marie Muller, théoricien de la non-violence et spécialiste de Gandhi, «La non-violence suppose avant tout qu'on soit capables d'agressivité. En ce sens, il faut affirmer que la non-violence est plus opposée à la passivité et à la résignation qu'à la violence. L'individu ne doit pas refouler son agressivité, mais l'accueillir et l'appivoiser de manière qu'elle devienne une

force créatrice. De même, l'action non-violente collective doit permettre de canaliser l'agressivité naturelle des individus en sorte qu'elle ne s'exprime pas par les moyens de la violence destructrice qui risquent d'entraîner d'autres violences et d'autres injustices. [...] En réalité, la violence n'est qu'une perversion de l'agressivité⁹⁹. »

Réveiller notre agressivité pour se préparer à la lutte, être en mesure de susciter le conflit. Nous touchons là à l'exigence de la non-violence : contrôler notre colère sans l'étouffer, utiliser notre agressivité sans céder à nos pulsions destructrices, pour les transformer en énergie créatrice. Agir, s'interposer, aider. Avec sa voix, son esprit, son corps. Avec pour moteur ses tripes. Pour carte les stratégies. Pour boussole la non-violence. Elle nous aide à balayer d'un revers de main les obstacles mentaux induits par les conditionnements sociétaux invalidant toute rébellion.

Entrer en nous, creuser dans la moelle, laisser notre cœur s'emballer et utiliser notre cerveau pour déterminer comment mener la lutte. La non-violence est le contraire de la passivité. Elle est le sérum de vie face à la violence et nous donne le courage d'intervenir face à l'injustice.

Le cas particulier de la désobéissance civile

La désobéissance civile est un mode d'action non-violent parmi les centaines qui existent¹⁰⁰. Combinée à d'autres moyens d'action non-violente, la désobéissance civile

99. Jean-Marie Muller, *Le Dictionnaire de la non-violence*, Le Relié, 2014, p. 28.

100. Voir la typologie de Gene Sharp p. 53.

déploie toute sa puissance. Mis en œuvre au bon endroit et au bon moment, ce mode d'action permet de placer des coups de projecteurs sur des luttes articulées autour d'une multitude de moyens légaux. Son impact potentiel sur la lutte et ses conséquences politiques fortes nécessitent des actions pensées stratégiquement, avec une bonne analyse de la situation, du rapport de force avec l'adversaire et de la capacité d'acceptabilité de l'action par l'opinion publique. Les actions doivent en effet être totalement assumables et soutenues par l'opinion publique, pour protéger les activistes agissant à visage découvert, susceptibles d'être à chaque fois arrêtées et poursuivies.

Depuis notre plus jeune âge, nous sommes conditionnées à obéir, à nos parents, à notre famille, à nos professeures puis à nos employeures, à nous soumettre aux lois implicites de notre société. Nous avons appris à respecter les cadres, les lois, les us et coutumes, les pratiques religieuses, bien souvent sans les remettre en question ou sans penser que nous avons le pouvoir de les changer, que ce soit par habitude, par manque de confiance en soi ou par absence de perspective. Apprendre à respecter des règles est évidemment nécessaire pour faire société. Mais, quand des lois iniques cautionnent ou engendrent elles-mêmes l'injustice et mettent en péril notre avenir individuel et collectif, l'obéissance aveugle des citoyennes les rend indirectement complices de celles-ci. Pour Jean-Marie Muller, « la légalité des dispositions prises par l'État ne suffit pas à fonder leur légitimité. L'obéissance à la loi ne dégage pas

les citoyen·nes de leurs responsabilités¹⁰¹ ». Comme nous l'avons évoqué précédemment avec Thoreau, lorsque la loi est injuste, les citoyen·nes ont un devoir moral d'intervenir. La désobéissance civile fait appel à la conscience des citoyen·nes et à leur capacité à juger de la légitimité de celle-ci. Le scandale suscité par son aspect illégal, combiné à la légitimité de la situation dénoncée, bouleverse les consciences. De tous temps, la désobéissance civile a été l'outil de citoyen·nes refusant des lois injustes ou non appliquées pour faire avancer la société. Qu'elle soit menée par réflexe de survie, par solidarité, ou planifiée dans des luttes pour la justice, la désobéissance civile a largement contribué à écrire l'Histoire.

> La désobéissance civile comme geste d'humanité

Tous les jours, des citoyen·nes, mues par un esprit de solidarité, désobéissent, par réaction à des injustices, pour défendre les droits humains. Par exemple, face à la faillite des institutions, des citoyen·nes s'organisent aux quatre coins de l'Europe pour venir en aide aux réfugiés. Des associations affrètent des bateaux comme le *Sea Watch* dont la capitaine Carola Rackete fut arrêtée en 2019 après avoir accosté de force dans le port de Lampedusa. Des actions de dénonciation des privations de liberté des personnes migrantes, et de solidarité avec elles, ont lieu partout, comme dans la vallée de la Roya, à Grande-Synthe ou Calais.

101. Jean-Marie Muller, *Le Dictionnaire de la non-violence*, op.cit.

Les habitant·es bravent les interdictions pour aider les réfugié·es en détresse à se reposer, se nourrir et se soigner, et tout simplement faire appliquer la loi. Au Pays basque le 3 avril 2018, 80 volontaires de Bizi! s'étaient présentées à la réouverture du centre de détention administrative d'Hendaye pour demander à y être détenues à la place des migrant·es¹⁰², en reprenant le slogan « Eux, c'est nous¹⁰³ ».

> La désobéissance civile pour défendre sa vie, ses terres

Des paysan·nes se battent pour leurs droits à cultiver leurs terres, à accéder à l'eau et à échanger des semences paysannes, notamment dans les pays où les lois foncières portent les stigmates de la colonisation avec des politiques défavorables aux communautés ancestrales, permettant le marchandage de leurs terres par le gouvernement. En Inde, Ekta Parishad, un des plus grands mouvements populaires non-violents de masse pour les droits à la terre, est mené par Rajagopal. Il compte plusieurs réussites marquantes¹⁰⁴. En 2007, lors de la grande marche « Janadesh », 25 000 paysan·nes sans terre ont marché jusqu'à Delhi, et ont obtenu la négociation du « Forest Rights Act » qui a permis de garantir des terres aux deux

102. « Solidarité migrants : Réouverture perturbée du Centre de rétention d'Hendaye », 3 avril 2018 ; bizimugi.eu/solidarite-migrants-reouverture-perturbee-du-centre-de-retention-dhendaye

103. Le slogan « Eux c'est nous » est inspiré du livre collectif, *Eux c'est nous*, Gallimard Jeunesse, 2015.

104. ektaparishadindia.org

millions de familles autochtones à travers l'Inde¹⁰⁵. En 2012, plus de 50 000 personnes sans terre ont marché sur plus de 300 kilomètres pour réclamer des droits fonciers. Cette marche, la « Jan Satyagraha », a abouti à un accord écrit entre Ekta Parishad et le gouvernement de l'Inde pour une nouvelle « politique de réforme foncière » et l'introduction du « National Homestead Land Rights Act¹⁰⁶ ».

En 2016, en Amérique latine, la mobilisation d'habitantes de Malvinas a stoppé Monsanto dans son projet de construction de la plus grande usine au monde de transformation de semences génétiquement modifiées. La population de la ville, située au nord de l'Argentine dans la banlieue de Córdoba, très affectée par les fumigations de pesticides dans les champs alentours, souffre de cancers et de leucémies – surtout les enfants –, et les femmes sont régulièrement sujettes à des avortements spontanés. Ce sont elles qui se sont allongées devant les pelleteuses pour empêcher les engins d'entrer sur le chantier. « Nous sommes pauvres, nous pouvons vivre dans la précarité, mais avec notre dignité. Notre priorité était que Monsanto

105. Grâce à cette mobilisation, la loi sur l'acquisition de terrains a été modifiée et des dispositions particulières comme l'évaluation des répercussions sociales et le pouvoir de règlement des différends ont été incorporées dans la nouvelle loi. (source : ektaparishadindia.org)

106. Ces politiques et ce cadre juridique ont profité à un grand nombre de personnes sur le terrain. Les mobilisations d'Ekta Parishad ont abouti à la sécurisation des droits fonciers de près de 50 000 personnes, la création d'un leadership populaire de plus de 10 000 personnes, la protection des forêts et des plans d'eau, et l'élaboration de plusieurs lois et politiques liées aux réformes foncières en Inde. (source : ektaparishadindia.org).

ne s'implante pas», racontent Ester et Silvana dans le documentaire *Ni les femmes, ni la Terre*¹⁰⁷.

> La désobéissance civile et l'accélération des luttes

De nombreux droits dont nous jouissons actuellement ont été acquis grâce à des luttes ayant intégré des actions de désobéissance civile : le droit de vote des femmes, le droit à l'avortement, l'arrêt des essais nucléaires français, l'interdiction de pesticides, un moratoire sur la culture de certains OGM et autres substances dangereuses pour le vivant... La désobéissance civile, comme mécanisme de mise à jour des lois, apparaît alors comme un service rendu à la collectivité.

Pour Simone de Beauvoir, les actions de désobéissance civile pour le droit à l'avortement ont permis de mobiliser l'opinion publique et la constitution d'une pression considérable sur un gouvernement très conservateur qui a fini par promulguer la loi de légalisation de l'avortement portée par Simone Veil le 17 janvier 1975¹⁰⁸. Le manifeste des 343 femmes célèbres déclarant publiquement s'être

107. Documentaire réalisé par Marine Allard, Lucie Assemat, Coline Dhaussy en 2016 sur les mobilisations de femmes en Argentine et en Bolivie pour l'autonomie de leurs corps et de leurs territoires, contre l'extractivisme et les violences machistes. Ester et Silvana, de l'Assemblée de Malvinas racontent comment les femmes ont campé sur place pour empêcher les camions d'entrer sur le chantier, malgré la répression policière. Elles sont restées des journées entières en laissant leurs enfants.

108. Simone de Beauvoir répond à un journaliste; www.ina.fr/contenus-editoriaux/articles-editoriaux/5-avril-1971-le-manifeste-des-343

fait avorter¹⁰⁹, le procès de Bobigny en 1972 avec la victoire juridique de Gisèle Halimi, et les manifestations réclamant la légalisation de l'avortement ont participé aux changements des mentalités et à l'acceptabilité de la loi.

Dans d'autres cas, la désobéissance à certaines règles conduit à la réaffirmation de lois ou de valeurs prônées par notre société. Cédric Herrou, agriculteur et symbole de la lutte pour un accueil digne des réfugiées en France, twittait en sortant du tribunal en mars 2021¹¹⁰ : « Je suis définitivement relaxé. Après 11 gardes à vues, 5 perquisitions, 5 procès et 5 ans de lutte. La solidarité ne sera plus un délit. » En 2018, après l'acharnement judiciaire des pouvoirs publics contre lui, il avait obtenu une victoire emblématique qui ne s'est pas traduite par un changement de loi, mais par la consécration du « principe de fraternité » comme l'un des grands principes du droit français. Le Conseil constitutionnel avait pour la première fois accordé une valeur juridique à une partie de la devise républicaine française en déclarant « une aide désintéressée aux migrants, qu'elle soit individuelle ou "militante" et organisée, ne doit pas être poursuivie¹¹¹. » Cédric Herrou écrit dans son livre *Change ton monde*¹¹², « Enfin, la justice nous écoute. Pour moi

109. Le manifeste des 343 est paru en 1971 dans le *Nouvel Observateur*.

110. Poursuivi pour avoir convoyé des migrant-es venu-es d'Italie et organisé un camp d'accueil en 2016 dans les Alpes-Maritimes.

111. « La fin de trois ans de procès pour Cédric Herrou, relaxé », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 31 mars 2021 ; www.dna.fr/faits-divers-justice/2021/03/31/la-fin-de-trois-ans-de-proces-pour-cedric-herrou-relaxe

112. Cédric Herrou, *Change ton monde*, *op.cit.*

la boucle est bouclée. Depuis le début, j'ai besoin que l'on nous dise si nos actions sont justes. Les procès nous ont permis de les expliquer et d'inviter les institutions à réfléchir aux leurs. En confirmant que tout est légal, la cour d'appel envoie une torpille à l'État : si j'étais innocent en combattant ses actes, c'est que les siens étaient illégaux».

> Les procès pour faire avancer les luttes

Lors de la planification d'une lutte impliquant des actions de désobéissance civile, l'éventualité de devoir gérer des procès doit être prise en compte. Bien que n'étant pas un but en soi, les procès ne sont pas vus comme des désagréments, mais comme des occasions de faire avancer la lutte. Les actions doivent être pensées pour susciter un dilemme chez l'adversaire, ce qui permet aux activistes de gagner à tous les coups : qu'il décide ou non d'engager des poursuites, l'adversaire devra faire face soit au coût politique des actions, soit au coût politique des poursuites. La disproportion entre le motif d'inculpation et les revendications des activistes suscite un large soutien en cas de procès. Être accusé d'un « vol en réunion », passible de cinq ans de prison et de 75 000 euros d'amende pour avoir décroché un portrait à 8,50 euros du président de la République du mur d'une mairie afin de dénoncer son échec à protéger la population du dérèglement climatique a de quoi interpeller. Si les activistes se retrouvent jugés individuellement, ils et elles sont, dans le cadre des actions collectives, soutenues par une large mobilisation.

Les procès politiques d'activistes sont des opportunités pour pousser la justice à jouer un rôle dans l'évolution

de la société. Les magistrats se retrouvent à juger un fait sans pouvoir vraiment faire abstraction de son contexte, et donc des injustices dénoncées. Les témoins se relayant à la barre en exposant les risques du dérèglement climatique et les carences de l'État en la matière et les témoignages des activistes, agissant pour un intérêt supérieur à leur propre personne font de ces procès de véritables tribunes politiques¹¹³. Les tribunaux sont de plus en plus nombreux à placer la légitimité d'une action au-dessus de son illégalité. Lorsqu'une action de désobéissance civile devient légitime aux yeux de la justice, c'est le curseur de la normalité qui se déplace et ouvre la voie à une évolution sociétale.

Gérer le temps de la lutte

Crier « À bas le capitalisme », « Stop au racisme » ou « Mort au patriarcat » sert d'exutoire lors des manifestations, mais ne constitue pas un plan en soi. Comme personne ne possède de baguette magique pour mettre fin aux injustices dans le monde du jour au lendemain, nos luttes s'inscrivent dans un temps long, jalonné d'objectifs atteignables à court et moyen terme. Même si la chute d'un dictateur est une victoire d'étape importante pour un pays, elle constitue le début du grand chantier de mise en place d'un processus démocratique à l'échelle d'un pays plutôt que la fin d'une lutte. L'inscription de l'égalité femme/homme dans les lois d'un pays ne signifie

113. Pauline Boyer, « Des procès pour faire avancer le droit », *Libération*, 24 juin 2021.

pas la réalité de l'égalité et la fin des violences faites aux femmes. Fertiliser le terreau des consciences pour que le changement soit accepté, voire souhaité par la population, changer les mentalités et faire appliquer les changements légiférés dans l'organisation d'une société prend du temps et de l'énergie. C'est ce temps que nous cherchons à réduire au maximum en pensant nos luttes de manière radicalo-pragmatique, pour emmener le plus de monde, aussi loin et aussi rapidement que possible. Les objectifs intermédiaires fixés dans les stratégies de lutte doivent être atteignables. C'est pourquoi les victoires d'étapes font avancer la lutte, galvanisent les activistes et suscitent de nouveaux engagements. Bien gérer le temps de la lutte, c'est faire en sorte que le temps lui donne des ailes, au lieu de lui couper le souffle. Chaque action, chaque formation, chaque décision doit aboutir à l'avancement des rapports de force, à la formation exponentielle des activistes, au développement des compétences nécessaires à la transformation des sociétés.

L'Histoire est faite de ruptures qui ouvrent des espaces temps où ce qui était impensable la veille devient possible le lendemain. De #MeToo à #BlackLivesMatters, de la révolution des œillets aux printemps arabes, des étincelles déclenchent régulièrement la colère et l'indignation de la population. Des mouvements apparaissent ou des révoltes inattendues éclatent. Certaines génèrent une lame de fond entraînant prises de conscience et changements brutaux. Mais s'ils ne s'organisent pas rapidement, ces moments de cohésion populaire ne durent que le temps d'une bougie et

peuvent laisser carte blanche à la *Stratégie du choc*¹¹⁴. C'est là que des mouvements bien organisés, avec un large réseau maillant le territoire de personnes formées à la non-violence et à la coordination efficace, incarnant une société solidaire, ont un rôle à jouer pour canaliser la colère et la révolte dans la création d'une société solidaire, juste et soutenable, plutôt que de laisser l'extrême droite et les chantres du capitalisme libéral se renforcer lors de ce débriement du temps. Le temps de la lutte doit nous préparer à saisir les moments d'accélération de l'Histoire et à nous renforcer pour les susciter nous-mêmes.

114. Naomi Klein, *La Stratégie du choc*, op. cit.

III. STRUCTURER UNE STRATÉGIE DE LUTTE

L'application de la non-violence dans une stratégie de lutte s'appuie sur plusieurs principes intangibles. Nous allons évoquer ceux qui nous paraissent particulièrement importants. Pour plus de détails sur les étapes de structuration d'une lutte, les activistes du mouvement Otpor¹ ont mis à disposition sur internet leurs manuels *La lutte non-violente en 50 points* et le *Handbook for Working with Activists*², qui complètent bien le livre de Srdja Popovic, *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes*³.

METTRE EN PLACE UNE STRATÉGIE CONSTRUITE

Une stratégie de lutte non-violente s'appuie avant tout sur des méthodes d'organisation efficaces, capables de créer des rapports de force pour remporter des victoires et déclencher des changements sociétaux profonds. Simone Weil écrit dans *L'Iliade ou le poème de la force*: « Il faut de la force pour

1. *La lutte non violente en 50 points - Approche stratégique de la tactique quotidienne*, op.cit. ; canvasopedia.org/wp-content/uploads/2020/12/50CP-Fr.pdf

2. *Handbook for Working with Activists*, Canvas document ; canvasopedia.org/wp-content/uploads/2020/12/Handbook-for-Working-With-Activists.pdf

3. Srdja Popovic, *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes*, tard. F. Bouillot, Payot, 2015.

transformer des principes en institutions ou en lois, et, dans la mesure où “la bête sociale a seule la force”, il est irresponsable de ne pas penser l’organisation du collectif, les rapports sociaux qui se constituent dans cette organisation, les types de discours et de mobilisation des affects employés, car tous ces procédés de constitution d’une force commune produisent matériellement des effets moraux et politiques⁴.»

Ancrer les actions dans des stratégies globales

On entend souvent : « Si on menait une action contre ci ou ça ! ». Les premières questions à se poser avant de préparer une action sont : dans quel but ? Que veut-on gagner ? Est-ce que cette action nous permettra d’avancer vers une victoire ? Car c’est bien de cela qu’il s’agit, lutter pour gagner. Lutter pour faire avancer la société. Et non lutter pour lutter. Les sentiments de joie immense générés par la lutte peuvent nous faire oublier nos objectifs. Mener une action pour mener une action, sans qu’elle serve un objectif politique intégré dans la création d’un rapport de force, est souvent illusoire et n’a que très peu de chance de faire avancer les choses. Les actions doivent correspondre à la mise en œuvre des stratégies de luttes. Elles sont des outils au service d’un plan. Elles ne constituent pas le plan. L’action est une des phases visibles de la lutte, le sommet

4. Simone Weil, *L’Iliade ou le poème de la force*, op.cit.

de l'iceberg, mais elle est avant tout l'aboutissement d'un travail de réflexion et de préparation minutieuse.

Adapter sa stratégie à l'avancement de la lutte

« Voyez grand, mais commencez petit. Si vous avez une vision pour demain, vous ne pouvez pas choisir le grand combat cataclysmique comme première confrontation⁵ », écrit Srdja Popovic. Si votre objectif ultime se trouve en haut d'une montagne, c'est le chemin pour arriver à gravir la montagne qu'il faut tracer, pas à pas, avec, pour outils, un panel d'actions non-violentes à l'infini. Pour chaque étape de la lutte, des objectifs politiques et opérationnels sont définis.

Prenons l'exemple de la lutte victorieuse contre le projet Alpha Coal, une étape stratégique sur le chemin de l'énorme montagne qu'est la sortie des énergies fossiles. L'objectif politique d'une coalition d'actrices et d'acteurs internationaux consistait à faire en sorte que le projet de mine de charbon géante en Australie Alpha Coal ne voit jamais le jour. Ça, c'est le sommet de la montagne. Les Amis de la Terre France se sont alliés à Bizi ! pour que la banque française Société Générale, identifiée comme investisseuse et coordinatrice du projet, l'abandonne. Voici un premier objectif intermédiaire identifié. De nombreux modes d'actions ont été utilisés et agencés dans le temps selon différentes tactiques, en tenant compte de l'agenda de

5. Srdja Popovic, *Comment faire tomber un dictateur ...*, op.cit., p. 49.

la banque et de l'agenda politique international sur le climat. Les Amis de la Terre ont rassemblé des faits et constitué un dossier expliquant l'implication de la Société Générale dans le projet et les impacts climatiques, sociaux et environnementaux que provoquerait l'ouverture de la mine. Une lettre requerrant le retrait de la banque de ce projet a été rédigée puis déposée par des activistes habillées en kangourous dans une agence de la Société Générale de Bayonne. Le rapport de force avec la banque s'est construit en attaquant son image, avec le pari qu'à un moment, la banque aurait plus à perdre à rester dans ce projet qu'à en sortir. L'objectif était de faire connaître le projet au grand public et aux employées pour qu'il soit dénoncé au sein même de la banque. Actions d'occupation de cette même agence avec conférences de presse; conférences publiques sur le climat et sur les investissements nocifs des banques; tractages massifs dans la ville et communication numérique; actions filmées de client·es déclarant changer de banque dans le souci que leur argent ne serve pas à financer le dérèglement climatique; campagne de financement participatif permettant à la population d'apporter un soutien à la campagne... Une des étapes avait pour objectif politique d'utiliser l'assemblée générale de la banque pour lui donner l'opportunité de décider de l'abandon du projet. L'objectif opérationnel, en cas de réponse négative ou de « non-réponse » de la Société Générale était que Bizi! déverse 1,8 tonnes de charbon végétal devant l'agence de la banque à Bayonne pour symboliser les 1,8 milliards de tonnes de CO₂ qui seraient émises dans l'atmosphère si la mine de charbon en Australie venait à voir le jour – ce qui

a été fait. Après quelques mois de lutte, en décembre 2014, au milieu de la COP20 de Lima, une semaine après une action de jeûne pour le climat dans l'agence qui avait été relayée par toute la société civile réunie à la COP, la Société Générale décidait de se retirer du projet. La mine de charbon géante n'a jamais vu le jour en Australie du fait des actions coordonnées à l'international contre ce projet. Cette victoire est le résultat de la planification de la lutte, de l'utilisation d'une diversité de modes d'action et de tactiques non-violentes, d'actions intuitives, d'une capacité de réaction rapide face à l'évolution de l'actualité et enfin, de la détermination d'une poignée de personnes.

Les objectifs d'une action au sein d'une campagne peuvent également consister à structurer les mouvements. Ce sont des objectifs internes. Ainsi, les premières actions de désobéissance civile du mouvement Action non-violente COP21 avaient pour objectif de faire naître un mouvement populaire qui rende accessible la désobéissance civile à tout le monde. La campagne des faucheurs et faucheuses de chaises, lancée le 1^{er} octobre 2015 en réponse à l'appel à réquisitionner 196 chaises (nombre symbolisant les 196 parties négociatrices de la COP21) dans les banques championnes de l'évasion fiscale⁶, fut inspirée par une première action du même type menée

6. « Pour le climat, appel à tous les faucheurs de chaises », tribune parue dans *Libération*, 29 septembre 2015.

par Bizi ! en février 2015⁷. L'objectif était aussi d'établir un lien avec les partenaires internationaux en organisant, à Montreuil, au beau milieu des négociations de la COP21, un sommet sur la manière de financer la transition écologique et sociale avec l'argent des paradis fiscaux, le tout confortablement assis-es sur les chaises réquisitionnées⁸. Dès la publication de cet appel, des actions ont fleuri sur une partie du tracé du Tour Alternatiba qui venait d'arriver à Paris après avoir parcouru 5 600 kilomètres, durant lequel l'Appel fondateur du mouvement Action non-violente COP21 « *Debout et déterminées pour le climat*⁹ » avait été signé par des dizaines de personnes à chacune des 200 étapes. Après avoir suivi une formation à l'action non-violente, des groupes de citoyen·nes qui, pour la plupart, n'avaient jamais pratiqué la désobéissance civile, sont entrées dans des banques pour ressortir avec des chaises sous le bras en brandissant leurs banderoles « L'argent pour le climat existe. Il est dans les paradis fiscaux », et le message « On rendra les chaises quand vous aurez rendu l'argent ».

7. Jon Palais revient sur la campagne des faucheurs de chaises sur la chaîne Youtube d'ANV-COP21 ; www.youtube.com/watch?v=hzGYyOSdQM4

8. Cette séquence et une partie de la campagne des faucheurs de chaises sont à visionner dans le film *Irrintzina, le cri de la génération climat*, de Sandra Blondel et Pascal Hennequin, Fokus 21, 2017, disponible sur la plateforme Imago.

9. L'Appel « Debout et déterminé·e·s pour le climat » a été lancé en juin 2015, quelques mois avant la COP21. Son objectif était d'appeler à mener des actions non-violentes et déterminées avant, pendant et après la COP21, afin de contribuer à l'émergence d'un mouvement citoyen de masse pour relever le défi climatique ; anv-cop21.org/le-mouvement

Avoir du flair, être réactif·ve, être capable de changer ses plans suivant l'évolution du contexte politique, environnemental et économique est fondamental. Avoir un plan et une stratégie élaborée est nécessaire. Après avoir bien défini un objectif et une vision, il est essentiel d'être en permanence à l'affût d'opportunités d'actions incisives, qui pourraient avoir des répercussions importantes dans la lutte. De même, être capable d'abandonner une action préparée depuis de longues semaines, en fonction de l'avancée du contexte, est une preuve de maturité d'un groupe. En 2021, Alternatiba Paris et les Amis de la Terre ont stoppé une action d'interpellation des député·es contre la construction d'entrepôts de e-commerce en France, la veille du jour où elle devait se tenir. Les député·es venaient de déposer un amendement en ce sens dans le projet de loi Climat-Résilience alors en débat à l'Assemblée nationale. « De la raideur dans la souplesse. De la souplesse dans la raideur », pour reprendre les mots d'Edgar Morin.

Trouver la bonne tension avec son adversaire, comme pour un élastique. Si on tire trop vite et trop fort, celui-ci risque de rompre – ce qui entraîne la fin du rapport de force. Si en revanche on ne tire pas assez fort, le rapport de force ne peut atteindre le point de bascule espéré.

Chaque action doit permettre de se rapprocher de l'objectif final, et donc de remporter des victoires politiques, de renforcer les groupes d'action et de massifier les mouvements. Le dosage des actions à mener et de leurs niveaux doit être réalisé avec finesse et détermination.

Apprendre à marcher en marchant

Les mouvements citoyens de terrain, appelés « grassroots », mènent une action politique de pratique citoyenne qui tire sa dynamique, non pas de l'application descendante d'une pensée abstraite, mais de la création et d'un renouveau perpétuel. Il s'agit de regarder les multitudes de formes que peut prendre le réel et de les faire évoluer grâce à un va-et-vient entre la théorie et la pratique confrontées à l'épreuve de la réalité. Pour le mouvement Alternatiba « on apprend à marcher en marchant ». La lutte non-violente évolue au fur et à mesure de la montée en compétence des activistes, du contexte et de la massification des mouvements. C'est l'application dans la pratique du précepte d'Antonio Machado, cité par Edgar Morin dans le tome 1 de *La Méthode*¹⁰ : “caminante no hay camino. Se hace camino al andar”, qui signifie qu'il faut accepter de cheminer sans chemin. Le chemin se crée dans le cheminement. On apprend à apprendre en permanence, tout en avançant. Les nouvelles connaissances irriguent la lutte dès qu'elles sont acquises, et ajustent le chemin vers toujours plus d'efficacité dans le changement des mentalités et du système. Cette manière de fonctionner permet aux mouvements de ne pas se scléroser et de viser toujours plus haut.

10. Edgar Morin, *La Méthode, 1 - La nature de la nature*, Le Seuil, 1977.

UNE ORGANISATION EFFICACE

Quelle que soit la nature de la lutte que nous menons pour une société plus juste, nous sommes confrontées à un système puissant de par sa force de communication, sa force de frappe financière et son intrication à tous les étages de la société. Pour y répondre, seuls les mouvements organisés et employant des moyens efficaces peuvent faire bouger les lignes de manière durable. Comme les moyens utilisés conditionnent la finalité de la lutte, des réflexions sont menées dans les mouvements pour mettre en place des règles permettant de ne pas reproduire les mécanismes de domination du système actuel et de les identifier si c'est le cas. L'organisation des mouvements évolue et conduit à inventer de nouvelles manières de coopérer et de vivre ensemble.

Des réunions bien cadrées

S'inspirant des Indignées, du mouvement Occupy et d'Act Up, Alternatiba et Action non-violente COP21 ont développé des règles simples d'animation de réunion pour garantir la répartition du temps de parole, mais aussi respecter le temps précieux des activistes et leur travail. Toutes les réunions commencent à l'heure et finissent à l'heure, à la minute près. Les ordres du jour des réunions sont envoyés suffisamment en amont pour que les participantes puissent y participer en ayant préparé les sujets. Les comptes-rendus – précis, mais synthétiques – sont envoyés par une personne s'étant portée volontaire dans les heures suivant la réunion, ce qui permet

aux présentes d'avoir un récapitulatif clair des décisions et de la distribution des tâches et aux absentes de rester à jour sur l'avancée du groupe. Des gestes de communication visuelle sont utilisés pour fluidifier les réunions et prendre des décisions claires. On agite les mains vers le haut pour dire si on est d'accord avec l'argument avancé, vers le bas si on n'est pas d'accord, on lève la main pour demander la parole, et on fait des moulinets avec les avant-bras pour faire signe à la personne qui parle qu'elle s'égare. Les différents signes permettent au groupe de s'autoréguler, ce qui aide la personne qui anime la réunion, car elle est garante d'amener le groupe à traiter les sujets prévus dans le temps imparti.

Des méthodes d'animation adaptées

Identifier un mécanisme de domination, une habitude culturelle qui perpétue les inégalités et trouver des règles collectives pour les contrecarrer au sein de nos organisations, cela permet d'avancer dans l'expérimentation de nouveaux équilibres au sein de la société. Prenons l'exemple de la distribution de la parole au sein d'un groupe. Il suffit de prendre du recul lors d'une réunion non cadrée ou d'une conversation de la vie quotidienne pour remarquer le nombre d'interruptions, la disproportion des prises de parole et de longueurs de discours entre les hommes et les femmes, entre les personnes extraverties et plus timides. Sachant que dans la plupart des cultures, les hommes sont éduqués pour prendre la parole et les femmes à rester discrètes, la distribution de la parole est un élément crucial à prendre en compte pour rétablir une

égalité réelle, la parité d'un groupe ne garantissant pas l'égalité de traitement et le respect à l'intérieur du groupe.

La distribution de la parole contribue à cultiver le respect de la parole de chaque personne, mais aussi à la régulation du groupe. Chacune lève le doigt pour prendre la parole et attend que l'animatrice de la réunion lui donne la parole pour s'exprimer. Lors d'une prise de parole, personne d'autre n'est autorisée à parler ce qui favorise l'écoute active et l'efficacité d'une réunion. Cette méthode sape les racines d'un mécanisme de domination en évitant que les plus grosses voix n'écrasent les autres et fassent fuir des militantes qui pourraient se lasser de réunions où ils et elles ne se sentent pas considérées. Lors des grandes assemblées ou de sessions de travail sur plusieurs jours du mouvement Alternatiba, les temps de parole sont chronométrés et le nombre d'interventions comptées et classées par genre. Un récapitulatif des décomptes est donné plusieurs fois dans la journée. Au début, la durée et le nombre de prises de paroles des hommes sont en moyenne supérieures. Au fur et à mesure de la journée, on observe une autorégulation du groupe pour tendre vers une égalité du temps de parole. Tout le monde est encouragé à écrire ses idées sur un cahier avant de les formuler oralement pour gagner en concision à l'oral.

Autre exemple, pour contrecarrer la surreprésentation des hommes dans les médias, Alternatiba a pris la décision de confier les missions de porte-parolat en priorité aux femmes.

Prise de décision et gouvernance partagée

Le mouvement Alternatiba expérimente une gouvernance partagée, où les décisions se prennent d'abord au consensus¹¹, puis au consentement, et en dernier recours, au vote. Il est parfois plus sage de remettre une décision à plus tard lorsqu'on sent que le groupe n'est pas prêt. Le fonctionnement décentralisé, avec des groupes autonomes poursuivant un objectif commun, sans qu'aucune cheffe ne soit reconnue, inclut la mise en place de délégations de mandat à des groupes de personnes pour faire avancer des chantiers sur des thématiques ou des actions précises. Les personnes détentrices de ces mandats changent régulièrement. Ce fonctionnement permet notamment de prendre des décisions rapides pour faire avancer la lutte. Elles peuvent toujours être remises en question plus tard au sein du groupe lors du retour d'expérience opérationnel et émotionnel. Des schémas clairs des processus de décision aident à la compréhension du fonctionnement et incitent les activistes à y participer.

Les décisions d'organisation et de règles de fonctionnement d'un groupe sont fondamentales. Elles forgent les esprits. Le respect de la parole de chacun et chacune devient normal, les prises de paroles synthétiques une

11. Une décision au consensus est prise lorsque tout le monde est d'accord avec la proposition. Une décision au consentement est prise quand personne n'émet d'objection et « peut vivre avec » la décision. Le groupe travaille sur la base d'une proposition apportée par l'un-e des membres, de façon à l'améliorer collectivement jusqu'à ce que tout le monde puisse y trouver son compte.

habitude, et le souci de la préservation du temps de travail et du bien-être du groupe et de chacune de ses composantes apparaît comme essentiel. Elles mettent au centre la nécessité de l'avancée de la lutte qui prend alors le pas sur les ego.

Trouver des lieux de rencontres, en ligne et en physique

La création de lieux collectifs partagés par les mouvements permet un enracinement dans le territoire et devient une porte ouverte vers l'engagement dans les luttes. Ces lieux de convivialité, d'échanges, de rencontres, de travail servent également de base logistique, militante, culturelle, de formation et permettent la création de réseaux d'hébergement solidaires, d'espaces de travail partagé, avec un modèle économique. Les espaces d'échanges favorisent la culture de la transmission au sein et entre les mouvements. La formation d'activistes au sein de différents collectifs leur fournit de multiples outils pour leurs luttes. La création d'espaces d'échanges et d'écoute, dans lesquels les participant·es partagent leurs expériences, est nécessaire pour leur santé mentale et pour régénérer leur force morale. Un de ces lieux, La Base Paris, point de départ du documentaire *Désobéissant·es*¹² d'Alizée Chiappini et Adèle Flaux, qui ont suivi le mouvement climat sur une période d'un an et demi, a contribué à donner un essor sans précédent au groupe Alternatiba Paris.

12. *Désobéissant·e-s!*, réalisé par Alizée Chiappini et Adèle Flaux, Yami 2 Productions, 2019.

Le soin dans la lutte

Si la lutte nous donne beaucoup, elle nous prend aussi énormément. Comment trouver un équilibre pour éviter un mal-être profond ? L'urgence de la lutte peut nous pousser à dépasser nos limites, ce qui est très formateur, mais peut aussi avoir des effets délétères sur les plans individuel et collectif. Notre société de l'hyper performance, associée à l'ampleur de la tâche, nous pousse à recréer une pression de travail dans les luttes. Des pratiques de « bien-être militant » se développent, comme la « culture régénératrice » chez Extinction Rebellion. À Bizi ! comme à Alternatiba, lors des derniers jours de préparation de grosses mobilisations ou actions, une intendance assure la préparation de repas équilibrés et gratuits pour toutes celles et ceux qui travaillent d'arrache-pied. Des règles de régulation du temps d'interaction sont mises en place, comme la coupure des canaux de communication à partir d'une certaine heure. Des « débriefs » émotionnels ou cercles de parole sont organisés régulièrement pour dénouer les tensions au sein des groupes. Des groupes de régulation des conflits sont mis en place, avec l'aide de spécialistes, dans un objectif de justice restaurative.

RESPECTER SES ADVERSAIRES

Nous préférons considérer que nous n'avons pas d'ennemis, mais des adversaires. L'intérêt de cette distinction est multiple. Tout d'abord pour dépassionner le sujet et garder la tête froide, car c'est avec notre cerveau que nous gagnerons nos luttes. Les émotions sont notre carburant,

mais ne doivent pas prendre le pas sur nos réflexions stratégiques. Là où l'ennemi peut susciter un sentiment de haine et nous faire perdre la tête, nous nous tenons à distance émotionnelle de notre adversaire, debout, derrière notre échiquier. De plus, alors que nous nous attaquons à des systèmes d'oppression, à des mécanismes de domination intriqués dans la société dont chacun et chacune d'entre nous sont imprégnés, qui sont nos adversaires? Il ne faut pas oublier que celles et ceux qui font tenir le système économique, à l'origine de violences diverses, sont nos pères, nos mères, nos frères, nos sœurs, nous-mêmes. Entrer dans des jugements personnels relatifs aux emplois occupés (une question accusatrice : comment peux-tu continuer à travailler pour ce système meurtrier en faisant ce travail?), aux activités des un·es et des autres, ne peut mener qu'au ressentiment, ajouter de l'incompréhension, de l'intolérance et contribuer au chaos général dans une spirale de violence démobilisatrice et destructrice, au lieu de cultiver la joie et l'énergie positive, capables de faire bouger les foules. Cela n'empêche pas de mener des actions dirigées sur des personnes en particulier, pour les mettre face à leurs responsabilités en fonction de leurs postes d'élu·es, de dirigeant·es économiques ou d'autres positions de pouvoir dans la société. Mais il ne s'agit en aucun cas d'attaques personnelles. Elles sont liées à leurs manquements face aux responsabilités qui leur incombent selon leur fonction ou leur titre. Nous choisissons nos adversaires – ou ils et elles s'imposent à nous – lorsque nous mettons en place une stratégie de lutte, selon leur pouvoir dans la société ou leur implication dans les projets que nous combattons.

Dans son livre *Être écoféministe*, Jeanne Burgart Goutal résume les points d'accord qu'elle perçoit dans la théorie du changement unissant la multitude de tendances du mouvement écoféministe : « Pas de changement extérieur sans changement intérieur : c'est un des leitmotivs des écoféministes. Elles qui aspirent à un avenir réellement alternatif tirent les leçons des terribles tentatives de révolutions ratées tout au long du xx^e siècle. Pour elles, la cause est qu'une transformation des structures économiques et politiques d'un pays ne peut pas provoquer de changement profond et durable, si elle ne s'accompagne d'une mutation intérieure – psychique, morale, intellectuelle et spirituelle. Le patriarcat est en nous ; l'anthropocentrisme est en nous ; le capitalisme est en nous ; le colonialisme est en nous ; le réductionnisme scientifique est en nous ; le consumérisme est en nous ; bref, “ La ligne de bataille ne se situe pas clairement entre Nous et Eux, mais plutôt à travers le cœur de chaque homme et de chaque femme¹³ ”. »

Lors de la campagne contre le projet Alpha Coal, citée plus haut, un rendez-vous avec les activistes, sollicité par le directeur de l'agence de la Société Générale dans laquelle les actions étaient menées, s'est transformé en cours sur le dérèglement climatique. À la suite de l'abandon du projet, il a répondu aux activistes l'interrogeant sur les raisons de leur victoire : « Le projet était devenu vraiment impopulaire auprès des salariées. Et le PDG aussi a des enfants... »

13. Jeanne Burgart Goutal, *Être écoféministe*, *op.cit.*, p. 72.

Cet exemple illustre la force de l'attitude non-violente qui se traduit essentiellement par le principe d'adopter une attitude respectueuse envers les personnes, y compris vis-à-vis des personnes qui s'opposent à nous, et même vis-à-vis des personnes qui utilisent la violence contre nous. Ainsi, nous nous adressons non pas à un banquier, ni à un policier, ni à toute personne pouvant commettre des actes que nous réprouvons, mais à l'être humain en face de nous, derrière son costume.

Les trois jours de blocage d'un sommet pétrolier à Pau en avril 2016 par près d'un millier de personnes, enchaînant sans relâche des actions de confrontation pour empêcher la tenue du congrès, se sont terminés par des discussions entre les activistes et les congressistes qui sortaient du palais¹⁴. Les échanges font tomber les préjugés, ramenant les camps « activistes » versus « congressistes » sur un pied d'égalité, à nos conditions d'êtres humains habitant la même planète, et permettent à la force de persuasion de l'action non-violente de s'exprimer. Ce jour-là, deux congressistes ont décidé de démissionner. « Lorsque les ennemis deviennent amis, voilà le test ultime de la non-violence », déclarait Gandhi. Le respect de l'adversaire est une condition nécessaire pour établir un dialogue, pour être soi-même respecté·e et faire évoluer les mentalités

14. Jon Palais, « De la COP21 au sommet pétrolier de Pau : lancement d'une stratégie d'action non-violente et déterminée pour le climat », 12 avril 2016 ; anv-cop21.org/de-cop21-sommet-petrolier-de-pau-lancement-dune-strategie-daction-non-violente-determinee-clima/

pour un changement à la racine de la société. « La lutte doit être dirigée contre les forces du mal plutôt que contre les personnes qui font le mal. Le problème qu'il faut gérer n'est pas un problème entre Noirs et Blancs, mais entre la justice et l'injustice, entre les forces de la lumière et les forces des ténèbres. Si jamais il peut y avoir une victoire, ce ne sera pas la victoire des Noirs sur les Blancs, mais de la justice sur l'injustice, de la lumière sur les ténèbres », disait Martin Luther King¹⁵.

Bien connaître son adversaire permet de déceler ses faiblesses pour ne manquer aucune occasion de faire évoluer les rapports de force et de pouvoir déjouer ses plans et ses pièges. Laisser une porte de sortie à l'adversaire pour qu'il capitule sans perdre la face quand le rapport de force instauré tourne en notre faveur est une tactique des luttes non-violentes, à la fois pour que son honneur puisse peser dans sa décision, mais aussi parce qu'humilier son adversaire reviendrait à rester dans le paradigme du système actuel. L'humiliation est un acte perpétuant la violence structurelle de la société. Elle conduit à la vengeance et nourrit la spirale de la haine. À l'inverse, les luttes non-violentes cherchent à ébranler la culture de la violence. Un acte d'humiliation n'est donc pas une action envisageable, qu'elle soit dirigée contre un adversaire ou contre tout autre être humain¹⁶.

15. Martin Luther King, *Combats pour la liberté*, Payot, 1958.

16. Pauline Boyer, « Ne pas humilier l'adversaire, une stratégie non-violente pour éviter la spirale de la haine », *Alternatives non-violentes*, n° 197, décembre 2020.

En prenant en considération notre adversaire suivant les valeurs avec lesquelles nous aimerions être traités, nous nous échappons du statut de victime ou d'opprimés. Nous restaurons notre humanité blessée et lui donnons l'opportunité de régénérer la sienne, abîmée par ses actes. En cela, la non-violence est une voie transformatrice et élévatrice de l'espèce humaine.

Enfin, nous ne considérons pas les détracteurs et détractrices de la stratégie de lutte non-violente comme nos adversaires, dans la mesure où ils et elles luttent contre le même système que nous, pour faire changer le fonctionnement de la société dans le sens de l'intérêt général. Nous respectons les choix de chacun et chacune dans ses moyens de lutte et nous souhaitons que nos choix soient également respectés.

LES CRITÈRES DE L'ACTION NON-VIOLENTE

En session de formation, lors d'exercices pratiques proposés autour des notions de violence et de non-violence, l'objectif n'est jamais de déterminer qui a raison ou qui a tort. C'est tout simplement impossible. Ce qui paraît violent pour une personne ne l'est pas pour une autre. Nous n'avons pas la même sensibilité ni la même histoire, ce qui conditionne nos réactions face aux situations auxquelles nous pouvons être confrontés ou à celles auxquelles nous pouvons exposer les autres. Les notions de violence et de non-violence sont subjectives et dépendent beaucoup du contexte.

Mener une action non-violente consiste à poser un conflit nécessaire pour révéler les injustices et les divergences

d'intérêts. Chaque action est susceptible d'être perçue ou vécue de manière violente par les activistes ou par les personnes qui y sont confrontées malgré elles. Les actions sont préparées minutieusement, à travers l'élaboration d'un déroulé précis et minuté, incluant différents scénarios, avec pour double objectif que l'action génère le moins de violence possible tout en permettant la mise en place d'une confrontation. La demande doit être ferme et claire et créer les conditions d'un dialogue, mais surtout d'une résolution non-violente du conflit. Chaque activiste a un rôle précis pour lequel il ou elle possède les compétences afin que l'action se déroule selon un des plans prévus.

Prenons l'exemple des actions des « faucheurs de chaises¹⁷ », menées entre 2015 et 2017 dans les agences des banques championnes de l'évasion fiscale en France. Les premières personnes à pénétrer dans les agences étaient les « médiateurs » ou « médiatrices », formées à la désescalade de la violence, en charge de prendre contact avec les employées pour leur expliquer le motif et le déroulé de l'action : une action citoyenne, symbolique et non-violente, dirigée non pas contre les salariées, mais contre la politique de leur banque. Certaines employées ont pu ressentir une violence dans le fait que des activistes entraient dans la banque et en ressortaient deux minutes après avec une partie de leur mobilier – des chaises – sous le bras, quand d'autres leur souhaitaient une bonne journée en

17. www.amisdelaterre.org/campagne/les-faucheurs-de-chaises/

riant d'avoir eux aussi droit à une visite des fameux « faucheurs de chaises ». À un instant T, une action peut être ressentie comme violente en fonction des personnes qui y sont confrontées. Seuls le temps et la manière d'aborder le conflit permettent de déterminer le caractère non-violent d'une lutte.

La subjectivité des notions de violence et de non-violence amène les mouvements de désobéissance civile de masse comme Action non-violente COP21¹⁸, Ende Gelände¹⁹ ou Extinction Rebellion²⁰ à fixer des critères d'action afin que les activistes puissent se retrouver dans une manière d'agir suffisamment commune. Ces critères comprennent l'attitude non-violente pendant l'action, l'attitude à adopter en cas de confrontation avec les forces de l'ordre, des consignes en cas de perturbation par des personnes ou des groupes intervenant d'une manière violente sans respect du consensus d'action.

À titre d'exemple, les critères d'action du mouvement ANV-COP21 comprennent les principes généraux suivants : adopter une attitude respectueuse envers les personnes, distinguer les personnes et les actes, ne pas considérer les personnes auxquelles nous sommes opposées comme des ennemies mais comme des adversaires, agir à visage

18. Pour les principes et critères de l'action non-violente en vigueur chez ANV-COP21, voir : anv-cop21.org/criteres-non-violence-3

19. Pour le consensus de l'action d'Ende Gelände (coalition anticharbon) de 2019, voir : www.ende-gelaende.org/fr/consensus-d-action-2019

20. Pour le consensus d'action non-violente d'Extinction Rebellion, voir : extinctionrebellion.fr/consensus-action/

découvert et respecter l'intégrité des personnes (pas d'agression physique, ne pas répondre à la violence physique par la violence physique ; pas de violence psychologique ; pas d'agression verbale – ni insulte, ni ironie ou moquerie, ni propos méprisants ; pas d'agression non-verbale – pas de regard provocateur, pas de geste insultant ; pas d'attitude menaçante envers les autres et pas d'incitation à la violence²¹).

Dans le cas du mouvement Action non-violente COP21, une règle de base consiste à ne pas commettre de dégradation matérielle qui ne soit pas anticipée et/ou nécessaire au déroulé de l'action. Elle doit être décidée au consensus et en amont par le groupe, comme le 3 octobre 2020 où les activistes d'ANV-COP21 ont ouvert à la scie sauteuse un passage dans le grillage entourant l'aéroport de Roissy pour envahir le tarmac. La destruction de matériel ou le sabotage ne sont donc envisageables que si le groupe d'action les pense légitime aux yeux de l'opinion publique. À l'inverse des stratégies violentes ou armées, où les activistes font tout pour ne pas se faire prendre ni juger pour leurs actions, les activistes des luttes non-violentes mènent leurs actions à visage découvert, revendiquent publiquement leurs actions et sont prêtes à subir des poursuites judiciaires. Comme ils et elles « peuvent se faire prendre à tous les coups »²², leurs actions doivent pouvoir être complè-

21. anv-cop21.org/criteres-non-violence-3.

22. Txetx Etcheverry, « L'art de la paix », *Alternatives non-violente*, n° 188, septembre 2018.

tement assumées devant les juges et l'opinion publique. La pertinence stratégique de l'action, le respect de l'intégrité des personnes, l'attitude non-violente et le but poursuivi – servir l'intérêt collectif et non celui de quelques individus – leur confèrent une légitimité et la protection des activistes face à la répression, aux juges et aux tentatives de criminalisation.

Enfin, partir en action peut être à la fois exaltant et angoissant. Les critères et le consensus d'action qui décrivent respectivement les méthodes, le périmètre et le scénario adoptés permettent de créer un cadre de confiance pour que les activistes puissent se préparer et estimer les risques physiques et juridiques auxquels ils et elles acceptent de s'exposer.

LE CHOIX DÉMOCRATIQUE DE LA STRATÉGIE DE LUTTE

Les deux premières étapes du lancement d'une lutte devraient logiquement être la détermination de son objectif et celle de la méthode de lutte – ou stratégie – que les collectifs veulent utiliser. Si la première étape est nécessaire à la création du collectif pour lancer la lutte, la deuxième n'est pas systématiquement mise en œuvre. Pourtant, toutes les méthodes et stratégies de luttes ne sont pas compatibles entre elles, dans la mesure où elles ne se renforcent pas toutes. En plus d'entrer dans une démarche qui se rapprocherait de l'idéal démocratique poursuivi par de nombreux collectifs, le fait de poser les bases de la méthode d'action dès le départ permettrait

de s'éviter bien des discussions par la suite et de gagner un temps précieux.

Le choix de la méthode de lutte est bien un choix politique puisque la méthode et les moyens utilisés influencent la manière de mener la lutte et sa finalité. Les débats dans les milieux militants oscillent essentiellement entre la stratégie de lutte non-violente et ce qui est appelé la « diversité des tactiques », impliquant la possibilité de mener des actions violentes et non-violentes au même endroit, au même moment, revendiquées par le même groupe ou ensemble de collectifs. Mais si les stratégies des activistes menant des actions violentes (c'est-à-dire ne respectant pas l'intégrité d'autrui et/ou menant des actions de détérioration matérielle conduisant à ce que la violence perçue couvre le message porté par la majorité) peuvent bénéficier de la présence concomitante d'actions revendiquées de la lutte non-violente – comme profiter d'une foule pour se cacher –, c'est toujours au détriment de celles-ci. Lorsque les vitrines se brisent et que les échauffourées commencent, le message de la manifestation est éclipsé par celui de la violence, qui vole toujours la vedette au journal télévisé. Une touche de violence dans une mobilisation non-violente n'est pas l'équivalent d'un coup de pinceau sur une toile de Berthe Morizot. Elle se comporte comme une goutte de sirop de menthe dans une limonade dont elle ravit la couleur. La diversité des tactiques n'est donc pas une coopération gagnante – gagnante. L'apparition de la violence anéantit la puissance des actions non-violentes, inscrites dans des stratégies de construction de rapports de forces basées sur le respect des personnes.

Le non-respect d'un consensus d'action non-violent, même par une poignée de personnes, peut conduire parfois à l'imposition d'une stratégie violente à des milliers de personnes. Cela efface de fait le message porté par la majorité. Cette pratique anti-démocratique s'apparente à un phénomène de domination s'inscrivant dans le schéma de pensée du système capitaliste pourtant dénoncé de manière unanime dans les milieux militants. Comme lors de la marche pour le climat du 21 septembre 2019 à Paris, envahie par quelques centaines de black blocs²³ où la foule fut à la fois mise en danger par cette intrusion et par la violence des forces de l'ordre – qui exercèrent en retour un usage disproportionné et généralisé de la force – et dépossédée de la puissance de l'arme de lutte qu'elle avait choisie. Les actions non-violentes, dont l'objectif est de rassembler le plus grand nombre, manquent leur objectif lorsque la violence éclate. Trop souvent, lorsque les activistes non-violentes refusent de se laisser envahir par des actions qui ne correspondent pas au consensus annoncé en amont, ils et elles subissent des propos dénigrants et culpabilisateurs et sont accusées d'être des traîtres à la cause, voire des « collabos du système ». Ce fut le cas par exemple lors de la marche contre le G7 le 24 août 2019 à Hendaye²⁴. La similitude

23. Pauline Boyer, « La lutte non-violente : élargir l'horizon de la contestation », *Homme & Libertés*, n° 191, septembre 2020.

24. « Contre-G7 : une cure de désintox ? », *Bizi !*, 5 septembre 2019 ; bizimugi.eu/contre-g7-une-cure-de-desintox

avec le mécanisme d'instauration des violences décrit par #NousToutes est ici troublante : isolement, dévalorisation, inversion de la culpabilité, instauration de la peur, volonté d'assurer son impunité.

Nous, comme de nombreuses personnes à travers le monde, avons choisi de mener nos luttes au sein de stratégies non-violentes, pour toutes les raisons exposées dans ce manifeste. Elles sont notre façon d'exprimer notre colère face aux injustices et au péril climatique. Nous comprenons que d'autres expriment leur colère par des moyens différents. Il existe suffisamment de luttes à mener pour garantir de l'espace pour toutes les stratégies d'action et pour que nous puissions être libres dans la réalisation de nos campagnes. Les mots de Malcolm X résonnent avec notre position : « Les nôtres ont commis l'erreur de confondre méthodes et objectifs. Tant que nous sommes d'accord sur les objectifs, nous ne devons jamais laisser la discorde s'installer entre nous, sous le seul prétexte que nous sommes en désaccord quant à la méthode, à la tactique ou à la stratégie qui doit nous permettre d'atteindre l'objectif commun. Nous ne devons jamais oublier que nous ne luttons pas plus pour l'intégration que pour la séparation. Nous luttons pour être reconnus en tant qu'êtres humains. Nous luttons pour avoir le droit de vivre en hommes libres dans cette société²⁵. » Or, appeler à une convergence de luttes alors que la cohabitation des méthodes en désavantage certaines est

25. Malcolm X, Discours « Rejoindre la révolution noire mondiale » prononcé le 8 avril 1964 à Palm Gardens (New York) in *Le Pouvoir Noir*, La Découverte, 2002, p. 87.

impossible. Il est beaucoup plus efficace, par rapport à ces désaccords, de mener nos stratégies indépendamment les unes des autres. Et comme le disait Gandhi, « chacun a raison de son propre point de vue, mais il n'est pas impossible que tout le monde ait tort ».

IV. PROPOSITIONS ET PISTES DE RÉFLEXION

LA NON-VIOLENCE NE PROTÈGE NI DE LA RÉPRESSION, NI DE LA VIOLENCE

Retourner la répression contre l'adversaire

Annoncer et respecter le cadre non-violent d'une action et d'une lutte ne garantit pas une réponse sans violence des adversaires et des forces de l'ordre. La violence et la répression font partie de l'arsenal d'armes de défense du système et sont intégrées dans les structures des modèles que nous voulons changer. S'engager dans des actions offensives, qui bouleversent l'ordre établi, signifie donc accepter de se confronter à la violence du système, de ses adversaires et de leurs soutiens. Les activistes et les militantes sont exposées à différents types de violences dont celle des réseaux sociaux – insultes, menaces, harcèlement –, à des attitudes de domination et de mépris.

Mener des actions non-violentes exige de développer une force mentale pour être capable de résister à la violence et au miroir de la haine parfois tendu par l'adversaire. Dans la mesure où l'on s'y prépare, on peut réduire considérablement l'impact déstabilisant de la répression qui est recherché par l'adversaire, jusqu'à faire en sorte que sa violence se retourne contre lui. La répression violente

de l'exercice démocratique de citoyen·nes non armés·es décredibilise le système et remet en cause sa violence « légitime ».

Les mouvements non-violents assurent des formations pour y faire face. Ne pas répondre à la violence par la violence, qu'elle soit physique et/ou verbale, conditionne la réussite politique de l'action : faire passer un message. Être capable de rester dans une attitude non-violente de désescalade est nécessaire pour faire basculer la légitimité de l'action du côté des activistes et révéler au grand jour l'injustice dénoncée.

En amont de chaque action, le degré de répression probable est estimé. La décision de la mise en œuvre de l'action est prise après l'avoir mis en balance avec une analyse politique fine du gain potentiel pour la lutte. Chaque activiste est formé·e pour pouvoir décider à quel degré de répression il ou elle accepte de s'exposer, ce qui permet de définir quel rôle lui convient dans l'action.

Dans les années 1960, aux États-Unis, les militant·es luttant contre les lois ségrégationnistes se réunissaient dans des chapelles pour se préparer à endurer les humiliations et les réactions haineuses qu'ils allaient subir lors d'actions menées dans les bars interdits aux Noir·es. Le jour venu, les cheveux souillés de café au ketchup, assis·es au comptoir, la tête haute, ils et elles ne fléchissaient pas face aux injures de la meute d'hommes blancs les encerclant, sachant que le moindre mouvement de leur part envers leurs agresseurs pourrait leur coûter la réussite de l'action. Les activistes se seraient en effet fait·es lyncher et auraient été tenu·es pour responsables des bagarres.

Au lieu de cela, les photos publiées dans les journaux avaient suscité l'indignation d'une partie de la population face aux lois racistes, en montrant des hommes porter atteinte à la dignité d'autres êtres humains. Ces actions participèrent grandement au changement des mentalités et à la massification du mouvement pour les droits civiques. Les activistes y acquièrent une force morale impressionnante, véritable carapace, assortie de la maîtrise des pulsions instinctives de protection, leur conférant la capacité de se mettre en danger pour mobiliser l'opinion publique face à l'injustice. Les formations peuvent être des moments difficiles, lorsqu'une partie des participantes est invitée à changer de rôle pour endosser celui des forces de l'ordre ou d'un adversaire, et que l'autre partie entre dans la réalité de la confrontation. Il est difficile de faire subir à ses camarades de lutte des exercices d'interrogatoires de garde-à-vue pour s'entraîner à garder le silence¹, de créer des lignes de confrontation police/activistes... Que ce soit lors de formations ou d'actions, ce qui s'y passe est réel et les cercles de parole et retours d'expériences sont essentiels pour trouver ses limites dans les actions, et s'y préparer au mieux, sans se faire de mal.

1. À la suite de l'énoncé des droits des gardé-es-à-vue et de la phrase « Tout ce que vous dites pourra être retenu contre vous », de nombreux mouvements non-violents, comme ANV-COP21 et Extinction Rebellion, conseillent aux activistes de ne répondre à aucune question pendant les interrogatoires pour que leurs avocats gardent toutes les cartes en main pour préparer leur défense si leur action aboutit à des poursuites judiciaires.

La scène impressionnante du film *Gandhi*², dans laquelle des Indiens avancent en ligne deux par deux devant l'entrée de la saline de Dharasana avec l'intention d'y pénétrer et se font rouer de coups chacun à leur tour par les forces de sécurité, montre jusqu'où Gandhi et ses camarades pouvaient aller pour bousculer les consciences.

Pendant les actions, la résistance à la répression violente est renforcée par l'entraide et le soutien entre les activistes. Que ce soit dans les paysages lunaires des mines occupées par Ende Gelände³, lors des blocages de rues avec Extinction Rebellion⁴, ou au pied de quatre tours de la Défense⁵ avec Action non-violente COP21, les Amis de la Terre et Greenpeace, les activistes veillent les unes sur les autres. Que nous parlions la même langue ou non importe peu. Nous nous reconnaissons de par les raisons qui nous

2. *Gandhi*, film de Richard Attenborough, 1982. Le film retrace la vie de Mohandas Karamchand Gandhi et la lutte pour l'indépendance de l'Inde. On assiste au combat pour les droits civils en Afrique du Sud au début du siècle, à la création de l'ashram de Sabarmati, au massacre d'Amritsar et au mouvement de désobéissance civile qui l'a suivi, à la marche du sel, à la mort de sa femme lors de sa captivité, à l'indépendance et la partition de l'Inde et enfin à son assassinat le 30 janvier 1948 ; [fr.wikipedia.org/wiki/Gandhi_\(film\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gandhi_(film))

3. Ende Gelände signifie « jusqu'ici et pas plus loin ». Ce mouvement allemand pour le climat a pour objectif de mettre fin à l'exploitation des mines de charbon.

4. Extinction Rebellion est « un mouvement international de désobéissance civile en lutte contre l'effondrement écologique et le dérèglement climatique » selon ses propres termes, lancé au Royaume-Uni le 31 octobre 2018.

5. Le 19 avril 2019, à Paris, plus de 2 000 personnes bloquent les accès de quatre tours de La Défense symbolisant « la République des pollueurs », pour dénoncer la collusion entre les lobbies et le gouvernement d'Emmanuel Macron.

ont menées dans le fond d'une mine, ombres blanches incrustées de charbon entourées de cordons de police, ou devant l'Assemblée nationale, assis.es sur le bitume en tapis humain, serrant encore plus fort nos bras et nos jambes entremêlés à l'approche des CRS. Le cœur battant de l'action est la solidarité. Elle lui confère une force à toute épreuve.

Dans certains pays, les défenseur-es des droits humains risquent leur vie

Entrer en lutte contre un gouvernement, une dictature, des multinationales, avec la ferme intention de faire évoluer les équilibres de pouvoirs en place, expose les activistes à un degré de violence et de répression plus ou moins important en fonction du contexte culturel et démocratique du régime en place et des marges d'action que s'octroient nos adversaires pour nous faire taire. Dans son rapport *Analyse globale 2020*⁶, l'ONG Front Line Defenders estime qu'au moins 331 défenseures des droits humains (DDH) ont été assassinées en 2020. Les deux tiers travaillaient pour protéger l'environnement, les terres et les droits des peuples autochtones. Dans certains pays, la pandémie de Covid-19 a aggravé ces attaques. Les périodes

6. Voir le rapport « Frontline Defenders Analyse globale 2020 » (www.frontlinedefenders.org/fr/resource-publication/global-analysis-2020). Sur les 331 défendeur-es des droits humains recensé-es, 69 % travaillaient sur le droit à la terre, les peuples autochtones, les droits environnementaux, 26 % spécifiquement sur les droits des peuples indigènes, 28 % sur les droits des femmes.

de confinements nationaux ont contraint les DDH en danger à rester sur place alors que leurs stratégies de sécurité prévoyaient des déplacements fréquents. Criminalisation des DDH, harcèlements, agressions physiques, meurtres et disparitions pouvant mener à des exécutions extrajudiciaires ont augmenté, souvent orchestrées par des gouvernements et dirigeant·es politiques corrompues et autocratiques, craignant que la démocratie et la réalisation des droits humains ne mettent fin à leurs pillages et les contraignent à rendre compte de leurs actes.

Les menaces de mort ne sont pas suffisantes pour stopper la détermination de nombreux·ses activistes DDH. Massa Koné, porte-parole de la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau et de l'UACDDDD⁷ qui a vu sa vie menacée à plusieurs reprises⁸ explique :

« Quand on lutte ici, c'est la vie des activistes qui est en jeu. La police tire parfois à balles réelles. Quand on a des blessées, des morts ou des menaces de mort, on les montre aux journalistes. Tout est publié dans les journaux. C'est le gouvernement qui a notre mort sur la conscience. On reçoit des messages de solidarité au national et à l'international, ce qui encourage à continuer la lutte. Les mortes et les blessées sont honorées. On préfère mourir plutôt que de lâcher la lutte. Nous luttons pour notre survie.

7. Voir p. 126.

8. Massa Koné a été emprisonné à cinq reprises et torturé. Il a échappé à plusieurs tentatives d'enlèvement. Après la dernière en date, le 19 juin 2020, une plainte a été déposée et une grande campagne de solidarité « Touche pas à notre porte-parole Koné Massa » a été lancée. Des soutiens ont afflué des quatre coins du monde. Des mesures de protection ont été prises pour assurer sa sécurité.

Nous nous battons pour notre dignité. C'est notre terre qui nous identifie, ce sont nos us et coutumes, notre culture. On se bat pour la justice sociale. Chaque jour, chaque heure, je suis prêt à mourir pour les autres.»

Pour Ogarit Younan⁹, sociologue libanaise, fondatrice du premier mouvement non-violent libanais, au micro de Célia Grincourt :

« la non-violence doit être là où il y a de la violence. C'est dur. On a failli mourir plusieurs fois d'une balle dans la tête dans les lignes de démarcation. La première fois que nous avons fait des actions dans les rues, pendant la guerre, avec des slogans non-violents, nous avons donné des fleurs aux policiers. Nous chantions une chanson que Walid avait écrite. Elle disait que les agents de police, l'armée, et les citoyen·nes sont ensemble contre les injustices et la violence. Tous les policiers avaient baissé leurs fusils, une fleur jaune plantée dans le canon. Au début, tout le monde se moquait de cette action. Puis, tout le monde la faisait. Cette scène s'est souvent répétée depuis 1988. Elle est devenue un symbole ».

Heureusement, des stratégies sont mises en place localement pour protéger les DDH avec l'aide de militantes et grâce au soutien d'ONG comme Front Line Defenders ou Amnesty International. Certaines organisations ont même fait le choix d'inscrire les principes de la non-violence au cœur de leur projet et ainsi d'élaborer une méthode d'intervention tout à fait innovante : l'intervention civile de paix (ICP). L'idée est simple : déployer des équipes non

9. Ogarit Younan, extrait de l'épisode 2 du podcast *La Force de la non-violence* de Célia Grincourt, 15 octobre 2020 ; force-nonviolence.fr

armées de volontaires internationaux dans des zones de conflits pour s'interposer afin de protéger les militantes et organisations non-violentes œuvrant en faveur de changements sociaux et politiques. Ce travail de fond, qui s'appuie notamment sur des actions d'observation, de médiation, de coopération et sur les deux principes intangibles que sont la primauté des acteurs locaux et l'impartialité, permet de faire baisser les tensions, de retisser des liens fragilisés par des années de guerre, de dissuader les mouvements armés et de renforcer la société civile. Parmi ces organisations, citons notamment PBI (Peace Brigades International), née au début des années 1980 dans le contexte des conflits armés en Amérique centrale¹⁰ et pionnière en la matière, ou Nonviolent Peaceforce, organisation basée à Genève comptant environ 250 salariées de 35 nationalités différentes, qui intervient actuellement au Soudan du Sud, aux Philippines, en Irak, en Birmanie et qui réalise parallèlement un important travail de plaidoyer auprès des Nations unies et d'autres instances internationales. En France, le Comité pour l'intervention civile de paix (Comité ICP), collectif d'associations visant à promouvoir cette méthode d'intervention non-violente, s'est fixé comme objectif à long terme de parvenir à sa

10. *Mini-guide de l'intervention civile de paix*, publié par Non-Violence XXI et le Comité ICP, édition 2018-2019, p. 12.

reconnaissance officielle et à son utilisation comme outil courant de régulation des conflits¹¹.

Autodéfense

Existe-t-il des situations extrêmes dans lesquelles la violence est nécessaire? Oui. Doit-elle devenir la règle pour autant? Non.

Il arrive que le recours à la violence soit la dernière solution pour la survie immédiate. La violence qu'on subit nous met parfois dans des positions insoutenables et nous enferme dans un nœud gordien. Blesser psychologiquement ou physiquement un être humain, voir lui ôter la vie pour préserver la sienne, nous fait toucher à la perversion suprême de sociétés régies par des systèmes de domination.

Prendre l'argument de situations extrêmes, comme celle des femmes yézidiées engagées dans la lutte armée ou des actions de résistance armée pendant les guerres, relève quelque peu d'une forme de malhonnêteté intellectuelle. Qui peut contester l'usage de la violence pour se défendre face à Daech ou aux nazis? Qui peut condamner la violence d'une femme qui se défend face à un agresseur? Jouer sur cette dimension émotionnelle pour alimenter un débat sur la non-violence ne nous semble pas constructif. La violence dans ces cas-là démontre l'échec de nos sociétés. La lutte

11. Le Comité ICP est actuellement constitué de 6 organisations : PBI, Nonviolent Peaceforce, le MAN (Mouvement pour une alternative non-violente), le Collectif Guatemala, Génération non-violente et l'IRNC (Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits); www.interventioncivile.org/

contre le terrorisme, le fanatisme et l'infériorisation des femmes est avant tout une affaire de réorganisation du monde, de culture de la justice, d'abolition des inégalités et de répartition des richesses, pour rétablir un équilibre permettant le respect de chaque vie humaine.

ARTICULATION DES LUTTES : ALTERNATIVES ET RÉSISTANCE

Le monde qu'on veut

« Aujourd'hui, la planète n'arrive plus à affronter ses problèmes mortels ni traiter ses problèmes vitaux. Or un système qui n'arrive pas à traiter ses problèmes vitaux, ou bien se désintègre, ou bien arrive à se métamorphoser en un métasystème plus riche, plus complexe, capable de traiter ses problèmes¹² », nous dit Edgar Morin dans *Écologiser l'homme*. Face à ces problèmes, quel monde voulons-nous ?

Un monde où nous œuvrons ensemble à la métamorphose¹³ de nos sociétés pour faire émerger un monde juste, soutenable, égalitaire, inclusif, solidaire, en paix, dans lequel les droits humains seraient respectés de manière indivisible et inconditionnelle. Un monde dans lequel chaque être humain aurait accès à des conditions de vie dignes, aujourd'hui et dans les décennies à venir : être en

12. Edgar Morin, *Écologiser l'homme*, Lemieux, 2016.

13. La métamorphose de nos sociétés est un concept largement étayé par Edgar Morin, notamment dans sa tribune « Éloge de la métamorphose », parue dans *Le Monde* le 9 janvier 2010.

mesure de subvenir à ses besoins fondamentaux, avoir accès à des aliments sains, à un air pur, au logement, aux soins de santé, à l'éducation, à la culture, à disposer de son corps librement, mais aussi avoir un travail, une place dans la société et participer à la vie sociale et politique.

Un monde dans lequel l'espèce humaine retrouve sa place au sein de l'écosystème Terre, où toutes les décisions d'organisation sociétale sont prises dans l'objectif de préserver le vivant dans son ensemble, dans la conscience que notre présent et notre avenir dépendent de celui des autres. Nous voulons dépasser le capitalisme qui enrichit une poignée d'humaines au détriment des autres, le patriarcat et le racisme qui nous divisent et nous tuent.

Ce monde non-violent est totalement incompatible avec les idées et comportements xénophobes, racistes, sexistes, homophobes, excluants, grossophobes, discriminatoires, validistes, antidémocratiques ou toute autre forme de violence. Nous aspirons à un monde où chacune peut exister dans sa singularité, en portant ses identités multiples, tout en se reconnaissant comme faisant partie du vivant, des humaines et des non-humaines, au sein d'un cadre de respect des libertés collectives, consciente que ses libertés s'arrêtent là où commencent celles des autres.

Nous voulons faire de notre diversité une richesse, retisser du lien social, créer des sociétés conviviales, où la poésie de la vie, la beauté et la paix ne restent pas l'apanage de quelques un·es. Nous œuvrons à l'émergence d'une culture internationale de non-violence pour faire éclore des graines de résistance à l'injustice régénératrices de liens humains.

Changer le système à tous les niveaux

Changer le système à la racine

Que l'on aborde les luttes pour la défense des droits par l'angle du climat, de la biodiversité, de l'égalité femme/homme, ou de tout autre droit, l'origine des violences et des injustices est la même. Elle trouve sa source dans l'enchevêtrement des systèmes de domination, d'oppression et de colonisation de la terre et des corps – au travail, à la maison, dans les institutions, dans la rue –, qui forme un système complexe, nécessitant une approche holistique. Changer le système à la racine appelle une déconstruction de tous les mécanismes de violence, en même temps que la création de nouvelles manières d'interagir. Jeanne Burgart cite Maria Mies, qui déclarait lors d'un séminaire sur la nécessité d'une nouvelle vision écoféministe : « Des années 1960 jusqu'au début des années 1980, au moment où nous avons développé notre cadre théorique, la plupart des féministes savaient encore que des enjeux comme l'exploitation du tiers-monde, les problèmes écologiques, le militarisme et la paix, l'économie, étaient des enjeux féministes. En réalité, nous considérons tous les enjeux comme des enjeux féministes. On considérait le féminisme comme le mouvement qui avait initié la question des droits des femmes, mais il est clair que pour résoudre cette question, il fallait révolutionner le “ tout ”¹⁴. » L'égalité sur une

14. Jeanne Burgart Goutal, *Être écoféministe*, *op.cit.*

planète moribonde ne permettra pas d'accéder à la liberté. Les mouvements écoféministes ne se battent pas pour que les femmes puissent devenir PDG d'une entreprise du CAC 40 destructrice de la planète, mais pour l'égalité au sein de sociétés préservant le vivant. Les écoféministes ne veulent pas de la moitié d'un gâteau empoisonné, mais partager un autre gâteau, qui aura été façonné avec elles. La poétesse Audre Lorde¹⁵, qui incarnait un féminisme luttant à la fois contre le racisme, le sexisme, les différences de classe, et l'homophobie, déclarait : « Je ne suis pas libre tant que n'importe quelle autre femme est privée de sa liberté, même si ses chaînes sont très différentes des miennes¹⁶ ». Martin Luther King, peu avant son assassinat, avait lancé une campagne pour rassembler les pauvres. Il considérait que la lutte contre la ségrégation ne pourrait aboutir sans la reconstruction de la société autour de la justice sociale.

15. Audre Lorde se définissait comme une poétesse, féministe, lesbienne, mère, guerrière. Elle n'a cessé de combattre, dans sa vie et à travers ses textes, le racisme, le sexisme, l'homophobie et toutes les formes d'injustices sociales. Dénonçant la hiérarchisation des multiples formes d'oppression, elle prône un féminisme qui lutte à la fois contre le racisme, le sexisme, les différences de classe, et l'homophobie. Elle encourageait ainsi son public à reconnaître les différences et à les utiliser comme « des forces de changement ». Plus d'informations dans l'épisode « Audre Lorde (1934-1992). Poète guerrière », *Une vie une œuvre*, par Irène Omélianenko, France Culture, 22/04/2017; www.franceculture.fr/emissions/une-vie-une-oeuvre/audre-lorde-1934-1992-poete-guerriere

16. Discours d'ouverture prononcé en juin 1981 lors de la conférence de l'Association nationale des études femmes, Storrs (Connecticut), juin 1981, in *Sister Outsider. Essais et propos d'Audre Lorde sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme*, Mamamélis, 2003.

Il ne suffit pas de couper la tête de l'hydre du système, c'est le cœur qu'il faut toucher, pas pour le tuer, mais pour modifier le rythme de ses battements.

Développer les alternatives

Sur tous les territoires, des modes de vie ou habitudes culturelles alternatives inventent une manière différente d'habiter la Terre suivant une voie opposée au mythe de la croissance infinie et de la domination de la nature, des femmes, des minorités et de tout autre groupe discriminé. Elles placent au centre de nos vies le respect du vivant et remettent en question le cœur du fonctionnement structurel de nos sociétés, par le refus de perpétuer les mécanismes de domination générateurs de violences, pour tendre vers la non-violence. Ces alternatives sont créatrices de nouvelles interactions entre les êtres humains et les autres espèces, repositionnant l'espèce humaine, non comme souveraine, mais comme partie du vivant.

Des alternatives existent à tous les niveaux et dans tous les domaines : économie, éducation, finance, agriculture, industrie, énergie, tourisme, transports, médecine, restauration, commerce, médias, bâtiment, culture, pêche, élevage, textile, gestion des déchets, tertiaire, gestion des communs, celui de l'eau, de la terre, des forêts, de la préservation de l'environnement... Le défi de transformation est immense tout en étant accessible puisque nous pouvons commencer partout, dans nos lieux de vie, dans nos écoles, dans nos quartiers, dans nos usines, dans nos villes...

Nous inscrivons le développement des alternatives dans *La Voie* proposée par Edgar Morin dans son ouvrage

éponyme¹⁷. Il y ouvre un nouvel imaginaire pour aborder la métamorphose de nos sociétés¹⁸. Nous nous rallions également aux principes énoncés dans le manifeste *Pour une non-violence éthique et politique* du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN)¹⁹ et au changement de paradigme proposé par les Amis de la Terre²⁰, Alternatiba²¹ ou Greenpeace²², qui œuvrent à provoquer un changement à la racine du système pour donner naissance à des sociétés soutenables et justes²³. À titre d'exemple, les Amis de la Terre proposent la création d'un espace écologique. Une idée qui part du principe que chaque être humain devrait avoir le même droit d'accès aux ressources, dans des proportions partagées garantissant leur renouvellement. Il s'agit de définir pour chaque type de ressource un seuil minimum de consommation et un plafond maximum, prenant en compte la capacité de régénération des ressources renouvelables et le stock de ressources non renouvelables²⁴.

17. Edgar Morin, *La Voie*, Fayard, 2011.

18. Edgar Morin, *La Voie*, *op.cit.*

19. *Pour une non-violence éthique et politique*, *op.cit.*

20. *Manifeste pour des sociétés soutenables*, Les Amis de la Terre France.

21. « Charte Alternatiba » ; alternatiba.eu/charte-des-alternatiba

22. Greenpeace, *Une vision pour les mondes de demain* ; cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2021/03/VisionGreenpeace.pdf

23. *Manifeste pour des sociétés soutenables*, *op.cit.*

24. Les Amis de la Terre, « De l'empreinte écologique à l'espace écologique », 15 août 2011 ; www.amisdelaterre.org/De-l-empreinte-ecologique-a-l-espace-ecologique/. La création d'un espace écologique signifie qu'il est indispensable de réduire fortement la consommation dans les pays industrialisés dans les prochaines décennies et de la rééquilibrer entre les plus riches et les plus pauvres pour que chacun puisse répondre à ses besoins fondamentaux.

Les plus précaires seraient hissées au-dessus du seuil minimum de l'espace écologique, entraînant une amélioration de leur niveau de vie. Le plafond correspondrait au seuil maximum de consommation induisant une limitation de celle des plus riches, pour les faire elles et eux aussi revenir dans l'espace écologique vital. Cet espace rend concret une approche de la transformation sociétale où la justice climatique et la justice sociale constituent réciproquement la fin et les moyens d'accéder à l'une et à l'autre. Elle se base sur la mise en place de lois justes pour garantir un cadre de libertés collectives au sein de l'espace écologique.

Ces nouveaux modes de vie permettront non seulement d'enrayer le dérèglement climatique, mais aussi de s'adapter à ses impacts, de résorber les inégalités en partageant les richesses, de mettre fin aux systèmes de domination en inventant des mécanismes de gouvernance égalitaires, démocratiques et inclusifs.

Nous appelons « fausses solutions » les alternatives qui règlent un problème tout en en posant d'autres à l'humanité, comme celles qui feraient diminuer (ou non, dans le cas des marchés carbone) les émissions de gaz à effet de serre, tout en faisant perdurer les systèmes de domination et d'oppression, les injustices, l'empoisonnement de l'environnement, ou qui feraient courir un risque de « mégamorts » à la population. La géo-ingénierie, les OGM, les agrocarburants, les mécanismes de compensation carbone, le nucléaire... restent de fausses solutions, inscrites dans un schéma de pensée capitaliste libéral, de domination de la nature et de colonisation des terres et des corps. Les « fausses solutions » sont attractives, car elles alimentent

un certain déni de la réalité, en faisant croire que les crises climatiques et sociales pourraient être résolues tout en gardant le même mode de vie. Elles nous font rester dans le périmètre du schéma de pensée qui a créé le système destructeur. Or, nos pensées doivent se libérer des carcans des règles d'un système à bout de souffle pour créer des sociétés dont l'économie est un outil au service du vivant.

Concrètement, qu'est-ce que cela signifie sur le terrain ?

Partout, des métamorphoses locales sont en cours. Projets d'autonomie alimentaire et d'écoconstruction dans des tiers lieux ; projets d'énergie renouvelable citoyenne ; expérimentation d'autres manières de vivre et d'agir, reliant vie spirituelle, éthique, action sociale et politique dans les communautés de l'Arche fondées par Lanza del Vasto ; structures de soins et d'insertion de personnes en situation de précarité comme à Emmaüs Lescar Pau ou à Emmaüs Roya ; modèles économiques fondés sur l'économie circulaire avec les recycleries ; laboratoires d'alternatives et de résistance dans les ZAD (zones à défendre) ; projets d'entreprises à but d'emploi (EBE) pour créer des emplois pour toutes et tous avec Territoire zéro chômeur de longue durée²⁵...

25. L'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD) part du principe qu'il est humainement et économiquement possible de supprimer le chômage de longue durée à l'échelle des territoires car personne n'est inemployable (lorsque l'emploi est adapté aux capacités et aux compétences des personnes) : ce n'est pas le travail qui manque (un grand nombre de travaux utiles, d'une grande diversité, restent à réaliser) et ce n'est pas l'argent qui manque (la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi).

Ces alternatives permettent d'expérimenter de nouvelles formes de gouvernance citoyenne et d'actions collectives dans lesquelles les dominations racistes, sexistes ou toutes autres formes d'oppressions sont bannies. Ce sont des expériences collectives passionnantes du point de vue du respect du vivant et de la reconstruction des liens humains. La construction des alternatives au mode de vie consumériste va de pair, concrètement, sur le terrain, avec la lutte contre les discriminations et les injustices.

Les expérimentations préparent le terreau d'une nouvelle société. Si elles permettent à une minorité de personnes de s'extraire du système et de vivre au quotidien en cohérence avec leurs aspirations, elles ne peuvent toutefois se suffire à elles-mêmes. Même si nous réussissions à vivre de manière exemplaire, dans des havres de paix, avec un bilan carbone neutre, en triant bien nos déchets, et en allant travailler en vélo, dans le respect du vivant et de la diversité de chacune, nous ne serions pas protégées pour autant. Le fait que nous partagions un destin commun avec le reste de l'humanité nécessite de trouver des solutions collectives et solidaires au niveau systémique.

Élargir les expérimentations au niveau des territoires, opérer un changement d'échelle des alternatives pour faire émerger une société soutenable, cela contribuerait à rétablir la justice à tous les niveaux de la société. Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue co-rédactrice du VI^e rapport du GIEC, expliquait lors de la sortie du premier volet le 9 août 2021 que les mesures qui seraient mises en place pour limiter les émissions de gaz à effet de serre auraient des co-bénéfices sur la santé humaine par

la diminution de la pollution atmosphérique responsable d'un décès sur cinq dans le monde²⁶. Autre exemple, en France, la précarité énergétique touche plus de 12 millions de personnes dont la majorité appartient à des minorités ethniques en situation de précarité²⁷. Une rénovation massive des logements aurait pour impact de rétablir l'égalité des droits tout en diminuant la consommation énergétique des bâtiments.

Faire reculer le système destructeur

Développer les alternatives et de nouvelles manières de faire société est indissociable de la résistance, de la non-coopération et du refus des comportements et de tout projet contribuant à la perpétuation des injustices. Les nombreuses luttes que nous avons évoquées illustrent l'efficacité de leur structuration alliant alternatives et résistance pour aller à l'os du système. Le « non » de « non-violence » nous pousse à l'action d'opposition et à la dénonciation des systèmes que nous combattons. Nous pouvons toutes et tous agir à notre échelle pour changer le système de l'extérieur et de l'intérieur en combinant un large éventail d'actions non-violentes, jusqu'à la désobéissance civile, la non-coopération ou le boycott, modes d'actions pouvant entraîner l'effritement d'un important pilier du pouvoir : l'obéissance de la masse et/ou de personnes ayant

26. Stéphane Mandard, « Un décès sur cinq dans le monde serait lié à la pollution de l'air », *Le Monde*, 9 février 2021.

27. Voir le site de la Fondation Abbé Pierre.

des compétences spéciales et/ou occupant des postes ayant un fort impact sur la société. La non-coopération peut se pratiquer de manière individuelle ou collective. De tous temps, des employées du secteur public ont refusé d'obéir à des ordres pour ne pas être les petites mains du sale boulot engendré par les décisions de dirigeantes politiques ou économiques. De nombreux agents d'EDF ont refusé de couper l'électricité dans les maisons de familles pauvres. En Allemagne, entre janvier et septembre 2017, des pilotes d'avion allemandes ont empêché 222 expulsions de personnes déboutées de leur demande d'asile en refusant de décoller avec ces personnes à bord, malgré le risque de sanction disciplinaire²⁸. L'examen de conscience de chacun et chacune face à des lois ou des ordres injustes mène au dépassement de ses propres limites, celles fixées par les conditionnements qui font de nous les complices de la violence ordinaire. Celles qui, un jour, deviennent insupportables.

Aujourd'hui, en France, les jeunes diplômées sont de plus en plus nombreuses à refuser d'intégrer les grandes entreprises dont les activités aggravent le dérèglement climatique et le déclarent ouvertement, comme

28. Poster de la revue *Silence* sur la désobéissance civile ; www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/des-pilotes-allemands-refusent-de-renvoyer-chez-eux-des-migrants-expulses_1966412.html

dans le « Manifeste étudiant pour un réveil écologique²⁹ ». Total, multinationale auparavant très convoitée par les étudiantes issues des grandes écoles fait maintenant face à des difficultés de recrutement, les jeunes ne voulant plus travailler dans le secteur de l'exploitation des énergies fossiles³⁰.

Le boycott est un mode d'action très efficace s'il est bien préparé et vise la bonne cible. Une de ses forces est que seul l'appel au boycott est, dans certains cas, illégal. Les personnes pratiquant le boycott n'étant pas condamnables car non identifiables, les barrières à la participation sont très minces. Dans son livre *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes*, Srdja Popovic raconte quelques cas d'école. En Israël, en 2011, le boycott du « cottage cheese », fromage très prisé par la population et dont le prix s'était envolé, a permis de le rendre de nouveau abordable, mais surtout, de déclencher

29. « Le manifeste étudiant pour un réveil écologique », à ce jour signé par plus de 33 000 étudiant-es, a été rédigé par des élèves d'HEC Paris, AgroParisTech, CentraleSupélec, Polytechnique et de l'École normale supérieure. Les étudiant-es s'engagent à mettre leurs connaissances au service d'un changement systémique pour faire face au dérèglement climatique et dénoncent les « petits pas » : « À quoi cela rime-t-il de se déplacer à vélo, quand on travaille par ailleurs pour une entreprise dont l'activité contribue à l'accélération du changement climatique ou à l'épuisement des ressources ? » ; manifeste.pour-un-reveil-ecologique.org/fr

30. « Total : les jeunes ingénieurs veulent travailler dans les renouvelables (PDG) », *Gestion sociale*, 9 octobre 2019 ; www.gestionsociale.fr/afp/total-les-jeunes-ingenieurs-veulent-travailler-dans-les-renouvelables-pdg

un mouvement massif aboutissant à la baisse des loyers devenus exorbitants³¹.

Faire reculer le système, c'est enfin grignoter son espace en l'occupant, comme l'a fait la chambre d'agriculture alternative du Pays basque « Euskal Herriko Laborantza Ganbara » (EHLG)³². Après des années de tentatives de changement en interne de la politique agricole de la chambre d'agriculture du Pays basque, dictée par la FNSEA³³ et inadaptée aux enjeux de la transition écologique sur le territoire, quelques membres décident d'en créer une autre, associative, qui aurait pour vocation de soutenir une agriculture paysanne et durable et de préserver le patrimoine rural et paysan³⁴. Malgré deux procès intentés par l'État contre Michel Berhocoirigoin, à l'époque président de l'association, EHLG s'est créée et s'est maintenue sur le territoire grâce à de très fortes mobilisations citoyennes. Elle est devenue une structure de soutien aux paysan·nes, éleveurs et éleveuses locales travaillant dans le respect de la terre et

31. Srdja Popovic, *Comment faire tomber un dictateur...*, *op. cit.*, p. 45. Popovic explique dans cet exemple que le premier boycott a servi à fédérer la population autour d'un problème – le prix du cottage cheese – qui concernait beaucoup d'habitant·es, pour créer un mouvement de personnes mobilisées et regroupées et les amener ensuite à s'engager contre l'augmentation du prix des loyers. Cet exemple illustre la nécessité de penser ses stratégies de lutte et ses tactiques pour atteindre ses objectifs.

32. Lire l'histoire de la création d'EHLG grâce à la structuration d'une lutte non-violente dans le livre de Maritxu Lopepe et Rémi Rivière *EHLG, pièces à conviction*, Éd. Elkarlanean-Import, 2010.

33. FNSEA « Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles », premier syndicat agricole français, partisan de l'agriculture intensive au détriment de l'agriculture paysanne.

34. Voir le site EHLG : ehlgbai.org

des animaux, un lieu d'échange de savoir-faire ancestraux et de nouvelles pratiques d'adaptation au changement climatique. Cette lutte s'inscrit dans ce que Gandhi appelait « le programme constructif ». Nous n'attendons pas qu'on nous donne le droit. Nous le prenons et nous prouvons qu'il est possible de vivre avec de nouvelles règles, dans la solidarité, l'entraide et la préservation du vivant. Cette lutte, cas d'école de stratégie non-violente, a contribué à transformer les niveaux de conscience de la population et a montré la nécessité de construire des rapports de force.

Désigner les responsables – rendre visibles les violences

De #MeToo au collectif féministe chilien LasTesis³⁵ – qui rend visibles les violences faites aux femmes notamment grâce à la performance mondialement suivie « Un violador en tu camino³⁶ » (un violeur sur ton chemin) – à la publication des chiffres des féminicides en France sur les réseaux sociaux par # NousToutes, les mouvements de dénonciation des mécanismes toxiques et insidieux de la violence structurelle se multiplient avec une ampleur planétaire sans précédent. La mort de George Floyd, l'essor mondial du mouvement #BlackLivesMatter et la renommée internationale d'Assa Traoré (membre du comité « La Vérité pour

35. Adeline Raynal, « Las Tesis, ces Chiliennes qui chantent et dansent contre le viol », *La Déferlante*, n° 1, mars 2021.

36. « Un violeur sur ton chemin ».

Adama »³⁷) ont fait resurgir dans le débat public la question des violences policières racistes inhérentes à la structure de l'institution et l'impunité dont jouissent leurs auteurices. Ce mouvement a donné une visibilité aux nombreuses victimes et à leurs familles, un premier pas dans la lutte suivie de la bataille pour obtenir justice, indissociable d'un objectif de transformation du cœur du système.

Désigner et cibler les responsables, cela fait partie des moyens pour faire avancer les luttes. Un projet de mine d'or au Pays basque a ainsi été enterré grâce à la lutte d'un collectif intégrant une action spectaculaire menée par Bizi!: les militantes ont interpellé le propriétaire de l'entreprise minière en arrivant devant son domicile de la banlieue parisienne avec une tractopelle et une banderole « Vallier – président de Sudmine : que dirais-tu si nous venions creuser chez toi? »³⁸ ».

Des luttes transversales

L'augmentation de la température de la Terre, l'effondrement de la biodiversité et l'empoisonnement de notre environnement remettent en cause la possibilité même de l'existence des luttes en menaçant l'accès à nos moyens de subsistance fondamentaux tels que les terres habitables et cultivables ou l'eau potable. Lutter pour les

37. Le comité « La Vérité pour Adama » a été fondé suite à la mort d'Adama Traoré, mort à 24 ans, en juillet 2016, sur le sol de la caserne de Persan (Val-d'Oise), à la suite d'une interpellation.

38. « Sudmine vs Pays basque », 22 février 2018 ; bizimugi.eu/sudmine-vs-pays-basque

droits humains et préserver le vivant n'est déjà pas facile aujourd'hui, mais pourrait devenir impossible dans un monde à + 2 ° Celsius (voire plus)³⁹, dévasté par des crises humanitaires, économiques, sanitaires, sociales et par les conflits entraînés par l'intensification des épisodes climatiques extrêmes. Et comment vivre dans un monde où toutes les rivières et toutes les terres auront été empoisonnées? L'avancée de la lutte mondiale pour stopper le dérèglement climatique et préserver la biodiversité concerne toutes les citoyen·nes engagées pour la défense des droits tant elle conditionne notre capacité même à agir et tant sa réussite est liée à celles des luttes attaquant les racines du système en place. La lutte climat est, dans son essence même, une lutte pour faire appliquer les droits humains et préserver le vivant. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a que cette bataille à mener, mais que les autres luttes doivent prendre en compte l'impact que le dérèglement climatique aura sur elles, sur leur capacité même à exister, et surtout, à trouver des points de convergence. Cet angle peut donner une nouvelle dimension aux luttes et faciliter la création d'alliances et de renforcements mutuels. De même, en réunissant l'ensemble des revendications progressistes et des solutions préservant la biodiversité dans sa proposition de changement de paradigme, la lutte climat transcende les luttes de défense des droits humains et du vivant.

39. La trajectoire mondiale actuelle des émissions de gaz à effet de serre nous mène vers une augmentation de la température de la Terre de +3°C en 2100 depuis les débuts de l'ère industrielle.

Changer le système au sein de nos propres organisations

La culture de la non-violence requiert un changement de paradigme y compris dans le militantisme. En plus de préfigurer la société que nous voulons voir émerger, la meilleure façon de convaincre est de montrer l'exemple. Dès lors, comment s'assurer que le fonctionnement de nos mouvements incarne les valeurs qu'ils prônent? Cette question en amène d'autres. Quels mécanismes de dominations et de discriminations sont actuellement perpétrés au sein de nos collectifs? Quels objectifs voulons-nous atteindre sur ce sujet?

Ce manifeste offre des pistes et des outils pour y répondre. Chaque organisation peut inventer ses propres outils afin d'instaurer et de maintenir des cadres respectueux, permettant de grandir ensemble par la pratique concrète de nouvelles interactions.

Campagnes de mobilisation massive = campagnes d'éducation protéiformes

La non-violence transforme notre rapport à nous-mêmes et à l'autre. Elle change notre vie et nos manières de lutter. L'éducation et la formation par la pratique en sont les clés. Peu à peu, nous en discernons les contours, au rythme des pas de milliers de personnes, dans la chaleur des corps imbriqués pour bloquer un bâtiment, dans l'ambiance conviviale d'un atelier de préparation de banderoles, dans la montée d'adrénaline d'une action qui commence, dans une réunion de régulation des conflits ou dans la froideur d'une salle de négociation... jusqu'à ce qu'elle nous touche au cœur.

Ogarit Younan⁴⁰ a commencé à appliquer la non-violence intuitivement, avec ses élèves, lorsqu'elle était institutrice. Après avoir découvert la non-violence, elle met des mots sur sa pratique et, en 1983, elle co-fonde le premier mouvement libanais non-violent avec Walid Slaybi. En 2009, il et elle fondent la première université pour la non-violence, Academic University for Non-Violence and Human Rights (AUNOHR⁴¹), qui propose des masters dans neuf spécialités, toutes reliant la non-violence à la lutte, en mettant l'accent sur le « savoir agir » et les liens entre pratique et théorie⁴².

Pour Ogarit Younan, chaque lutte comporte un travail de fond avec une part émotionnelle, une part de réflexion et un travail sur le terrain, comme l'illustre sa lutte pour l'abolition de la peine de mort au Liban, un combat pionnier à l'époque. La lutte, entamée en 1998, a abouti à l'amendement d'une partie de la loi sur la peine de mort

40. Ogarit Younan et Walid Slaybi ont également fondé l'association libanaise pour les droits civils (The Lebanese Association for Civil Rights – LACR) et lancé la campagne « Coalition Nationale pour l'abolition de la peine de mort » depuis 1997, laquelle regroupe 70 associations et partis et dizaines d'individus. Ils ont accompagné la coalition mondiale et les congrès mondiaux pour l'abolition depuis leurs débuts en 2001 ; worldcoalition.org/fr/membre/association-libanaise-pour-les-droits-civils-lacr/

41. Université académique pour la non-violence et les droits humains.

42. Les 9 spécialisations sont les suivantes : éducation à la non-violence, communication non-violente et médias, formation et méthodes modernes interactives, approche des conflits et médiation non-violente, théâtre non-violent pour l'éducation et les droits humains, éducation civique et planification de la citoyenneté, enseignement et pratique des droits humains, philosophie pratique de la non-violence et stratégie civile, culture de la non-violence et des droits humains. Les livres, manuels et références sont disponibles en arabe, français et anglais ; www.aunohr.edu.lb/en/index.php

en 2001, une première victoire dans le monde arabe⁴³. Elle a été structurée par de nombreuses actions dont le dépôt d'une proposition de projet de loi en 1997, la rédaction d'un manuel de formation *On dit non à la peine de mort*⁴⁴, la formation de dizaines de personnes et un réseau de 84 associations dans tout le pays regroupant des centaines d'individus, un travail avec les condamnées à mort, les juges, les familles des victimes et une action de désobéissance civile en 1998. Dans le podcast *La Force de la non-violence*, Ogarit Younan raconte à Célia Grincourt : « Le jour de la pendaison de deux jeunes, on a bloqué la rue, habillées en noir. Nous tenions une banderole sur laquelle nous avons inscrit " Nous déclarons le deuil pour les victimes du premier crime et du deuxième crime. Celui qui va avoir lieu maintenant ". Tout le monde lisait ce slogan et baissait la tête. Ça a été l'action de l'année au Liban. Elle a été déterminante pour le changement des mentalités et notre victoire. »

« C'est comme ça qu'on travaille pour faire face à la violence. On fait des études, un livre, un manuel, des exercices pratiques et des expériences. C'est comme ça qu'on vit la non-violence. La conscience, c'est le principe fondamental. C'est ton âme qui est contre toute violence. On touche au

43. Depuis 2004, il n'y a plus d'exécution au Liban.

44. *On dit non à la peine de mort* est un manuel pédagogique unique en son genre, conçu et rédigé par l'activiste Ogarit Younan au sein de la coalition libanaise contre la peine de mort. Sa force : décrypter par des mots simples une série de concepts liés à la non-violence tout en offrant des exercices de mise en situation adaptables à un large public ; ecpm.org/premier-manuel-en-langue-arabe/

cœur des choses, le cœur de l'être humain et le cœur des problèmes. La formation est cruciale, par des méthodes actives et interactives. On a créé des exercices. Les formations se remplissaient grâce au bouche-à-oreille.»

Ogarit Younan explique l'intérêt de la formation des activistes à la non-violence : « Un être humain libre qui ose faire face à la violence et l'autorité peut changer tout un système. D'où l'importance de travailler sur le personnel et l'individuel, car c'est une force à l'intérieur de nous-mêmes et c'est le point qui va permettre d'avoir de nouveaux cadres, des personnes ressources, des activistes professionnels dans notre société [...] Pour autant, changer au niveau de l'individu sans toucher au système n'amènera pas le changement du système. [...] On a vu que la non-violence reste marginalisée, mal comprise, non connue et les gens qui aspirent à la non-violence n'ont pas les moyens, les conceptions, ne sont pas professionnels dans ce domaine donc ils vont toujours mener des actions qui ne sont pas efficaces, car ils ne connaissent pas bien la stratégie, la philosophie, les moyens et la richesse des expériences partout dans le monde. Il faut être professionnel dans les actions non-violentes. Dans le changement politique, on n'a pas le droit de rester amateur. On y croit. La justice et l'humanité méritent qu'on soit professionnels pour pouvoir être efficaces à ce niveau-là. Dans ce milieu-là⁴⁵. »

45. La majorité de ce passage sur le travail d'Ogarit Younan est extrait de l'épisode 2 du podcast *La Force de la non-violence*, *op.cit.*

Dans les mouvements, une des préoccupations principales des coordinateurices et des « leaders » devrait être de former d'autres coordinateurices et de faire émerger de plus en plus de leaders capables de faire grossir la mobilisation, et de potentiellement prendre leur place – et non de réfléchir à la manière de se maintenir à leurs postes. Nous appelons coordinateurices, « leaders » ou cadres, les militant·es ayant acquis les compétences de fédérer des citoyen·nes, des associations et de créer des collectifs de lutte s'insérant dans un territoire, en lien avec un réseau plus large. Il peut arriver que des événements soient organisés uniquement dans le but de faire émerger plusieurs « cadres » et de recruter une multitude de personnes ressources.

Chaque campagne de mobilisation est pensée comme une campagne d'éducation massive à la non-violence et à la stratégie de lutte. Cette étape est aussi importante que l'action en elle-même. Elle participe à la montée en compétence des activistes du mouvement, au recrutement de nouvelles personnes, et à la conscientisation par l'action. Un appel à action non suivi d'un travail de terrain ne peut être fructueux. Il reste alors incantatoire. La mobilisation citoyenne est une des parties les plus laborieuses dans la lutte. C'est un travail de fourmi, de création de liens. Pourtant, c'est sur le terrain, localement, que la mobilisation peut se massifier. Les phases de préparation de terrain en amont des grandes mobilisations de l'Histoire le montrent bien.

En amont de la marche du sel, Gandhi a mandaté un groupe de dix-huit étudiants pour mobiliser les villages

le long du tracé. « Gandhi sait que, pour redonner vie et dignité à ce pays immense [l'Inde], il faut de nombreux responsables bien formés. Il sait par expérience qu'un mouvement de masse comme la marche du sel devrait révéler des leaders inattendus⁴⁶ », rapporte Hans Schwab dans la revue *Alternatives non-violentes*. Gandhi a anticipé le fait qu'il pourrait être arrêté très vite. Il comptait sur l'effet de masse pour déborder la répression des Anglais. Quand les prisons débordent, le mouvement ne pourra plus être jugulé. À la suite de l'acte de défiance de Gandhi, des millions d'Indien·nes ont fait bouillir de l'eau de mer pour en extraire du sel. Environ un mois plus tard, Gandhi est arrêté après avoir exprimé au vice-roi des Indes sa volonté de s'approprier des usines et des dépôts de sel. 60 000 Indien·nes sont incarcérées, faisant déborder les prisons. Gandhi est libéré huit mois plus tard et le vice-roi est contraint de négocier avec lui, ce qui fait dire à Churchill : « Il est alarmant, (...) écœurant de voir cet avocat séditionnaire du Middle Temple, M. Gandhi, qui joue au fakir (...), se promener à moitié nu sur les marches du palais vice-royal, alors qu'il organise et conduit par ailleurs une campagne de désobéissance civile, et discuter d'égal à égal avec le représentant du roi (...)»⁴⁷. »

Ela Gandhi, petite-fille de Gandhi, a suivi les pas de son grand-père, le Mahatma, en militant notamment contre l'apartheid en Afrique du Sud. Face au gouvernement qui

46. Hans Schwab, « La marche du sel avec Gandhi, 1930 », *op.cit.*

47. Pramod Kapoor, *Gandhi : la biographie illustrée*, Éditions du Chêne, 2017, p. 187.

essayait de diviser les mouvements, elle a prôné et organisé le rassemblement en passant par le « dur travail » d'éducation populaire. « L'important était d'informer la population, de sensibiliser, pour ensemble s'unir pour manifester⁴⁸. » Selon elle, « si chacun et chacune d'entre nous fait passer le message de l'action non-violente, nous pouvons mobiliser toutes les communautés, au niveau international, et changer le monde⁴⁹. »

De nombreux mouvements se sont inspirés de cette stratégie de labourage du terrain. « Ekta Parishad », le mouvement indien des paysan·nes sans terre, marche dans les pas de Gandhi. Son réseau, qui s'étend dans 12 000 villages⁵⁰, forme des milliers d'activistes à la lutte non-violente⁵¹. Le Tour Alternatiba a semé les graines permettant l'émergence du mouvement de désobéissance civile pour le climat ANV-COP21. L'émulation qu'il a générée sur le passage des vélos à trois et quatre places symboliques des alternatives⁵² a permis de structurer le mouvement, en faisant émerger des coordinateur·ices partout en France avec des groupes enracinés dans les territoires. Alternatiba est

48. Rachel Lamy, « Portrait d'Ela Gandhi », *Alternatives non-violentes*, numéro 200, octobre 2021.

49. Extrait des notes prises lors d'une interview d'Ela Gandhi menée par Pauline Boyer et Rachel Lamy pour *Alternatives non-violentes* en juin 2021.

50. Les villages se situent dans le Madhya Pradesh, le Chhattisgarh, le Bihar, l'Uttar Pradesh, le Jharkhand, l'Odisha, au Rajasthan, au Maharashtra, en Assam, dans le Manipur, le Tripura, dans le territoire de Pondichéry, au Kerala, et au Tamil Nadu.

51. www.ektaparishadindia.org

52. alternatiba.eu/category/tours-a-velo/tour-alternatiba-2015/

devenue une véritable école ouverte où les militantes sont toutes des enseignantes et des apprenantes, chacune arrivant avec ses connaissances, ses compétences et ses envies.

Plus nous formerons de leaders, plus les mouvements pourront s'étendre et devenir résilients en cas de forte répression. Une seule tête à couper est une fragilité. Des têtes reliées par un même objectif, organisées selon une même méthode, sont une force. Pour autant, cette organisation n'exclut pas le fait de pousser stratégiquement sur la scène médiatique quelques personnes choisies par le groupe car l'attachement à des figures incarnant des idées fait partie de nos cultures. Mais il faut avoir conscience que cette montée en puissance vertueuse pourrait être mise à mal pour des raisons égotiques, par difficulté de répartition du pouvoir ou par manque de confiance. Ce sont des réflexes humains. La culture de la non-violence, en ayant pour objectif de déconstruire les mécanismes de domination, nous enjoint de mettre en place des pratiques vertueuses fondées sur la confiance. C'est en développant cette culture ouverte, en constante évolution, avec l'objectif d'une montée en compétence, que nous renforçons nos mouvements.

Construction de réseaux organiques maillant les territoires

L'organisation en réseaux de mouvements menant diverses luttes se rejoignant autour d'objectifs communs permet d'étendre et d'accélérer la transformation du système. En favorisant les retours d'expérience, la mutualisation des compétences et des formations, les échanges d'informations, le partage des ressources (humaines, financières, matérielles...), l'entraide et la solidarité, les réseaux

permettent d'économiser du temps, de partager les tâches et de construire des stratégies de lutte inspirant tous les collectifs. Les réseaux sont des lieux de déploiement d'une véritable intelligence collective. Comme les cellules nourrissent un organe, chaque collectif est autonome et construit ses alternatives et ses campagnes de résistance adaptées à son territoire, tout en restant une cheville ouvrière du réseau, avec la préoccupation de contribuer à obtenir des avancées significatives au niveau des revendications communes. Chaque cellule étend ses connexions au niveau local en rhizome pour se renforcer et agrandir le réseau. L'impulsion vient de la base. La multiplication de cellules du réseau, elles-mêmes constituées de collectifs menant diverses luttes, permet une infiltration dans différents milieux jusqu'au cœur du système et la mobilisation de compétences et d'expertises dans tous les domaines. La mise en commun des ressources financières ou des capacités de collecte permet de stabiliser des activistes dans un emploi rémunéré.

En France, la mise en place récente d'un réseau pour la réduction du trafic aérien et les extensions d'aéroports illustre la force de ce modèle d'organisation.

Le 10 juillet 2020, un appel à une journée nationale de mobilisation sur les aéroports le 3 octobre a été lancé par Alternatiba et Action non-violente COP21. Le mouvement s'est connecté rapidement au réseau de l'aérien créé un mois auparavant⁵³. Un travail de mobilisation de différents

53. Les informations sur cette journée de mobilisation sont à retrouver sur le site : alternatiba.eu/marchons-sur-les-aeroports.

réseaux a été réalisé à la suite de l'appel à mobilisation⁵⁴. Les activistes d'Alternatiba ont contacté des associations porteuses d'alternatives au transport aérien comme le collectif « Oui au train de nuit », des salariées de l'aéronautique œuvrant pour la reconversion du secteur réunis au sein du collectif ICARE⁵⁵, des étudiantes en aéronautique engagées pour la transformation du secteur⁵⁶, des organisations de la société civile comme Greenpeace, les Amis de la Terre, Attac, Notre Affaire à Tous, France Nature Environnement ou le Réseau Action Climat, et les collectifs de riveraines en lutte contre les extensions d'aéroports sur les territoires où vont se dérouler les actions. Un dialogue s'est ouvert avec des syndicats du secteur, notamment lors de tables rondes avec des organisations de la société civile, des ingénieurs, des scientifiques, deux représentants syndicaux du bureau national Sud aérien, et le secrétaire général de la CGT Transports. Un lien à l'international a été établi via l'intégration d'Alternatiba et ANV-COP21 dans le réseau

54. ANV-COP21, Alternatiba, « Le 3 octobre, marchons sur les aéroports! », *Reporterre*, 10 juillet 2020.

55. Fondé en 2020 en réponse à l'impact de la crise COVID-19 sur le trafic aérien, le collectif de salariés ICARE lutte pour faire reconnaître la nécessité d'une baisse importante du trafic aérien, pour préserver les emplois aujourd'hui menacés en diversifiant les activités des entreprises aéronautiques, pour faciliter et accompagner les reconversions collectives des salariés en quête de sens.

56. Tribune de 700 étudiants en aéronautique, « Aéronautique : " La transition écologique impose une profonde transformation de notre industrie " », *Le Monde*, 29 mai 2020.

international Stay Grounded⁵⁷, ce qui a engendré notamment une mobilisation prévue le même jour sur l'aéroport de Mexico. Une tribune appelant à participer à cette journée pour la réduction du trafic aérien et la reconversion des emplois du secteur a été signée par plus de soixante organisations, personnalités de la société civile, membres de partis politiques et scientifiques⁵⁸. Un réseau d'artistes a créé des visuels de qualité sur l'imaginaire de l'alternative à l'avion et la résistance au développement du trafic aérien. Le 3 octobre 2020, deux mille personnes se sont mobilisées sur 18 aéroports aux quatre coins de la France, menant des actions non-violentes avec des marches, des occupations de halls d'aéroports, des militantes allongées devant des halls d'embarquement, des « vélorutions »... et l'invasion des tarmacs des aéroports de Mérignac et de Roissy, les actions se soldant par la convocation de quatorze activistes dans deux procès⁵⁹.

La réussite de cette journée de mobilisation inédite a été double : une mobilisation de grande ampleur sur une nouvelle campagne et le renforcement du réseau pour la réduction du trafic aérien et la reconversion du secteur

57. Le réseau Stay Grounded (Rester sur terre) travaille à l'échelle mondiale à réduire le trafic aérien et à construire une mobilité compatible avec la justice climatique ; rester-sur-terre.org

58. Tribune, « Marchons pour réduire le trafic aérien », *Libération*, 16 septembre 2020.

59. « Actions sur les aéroports : deux procès à Paris et Bordeaux en 2021 », 4 octobre 2020 ; anv-cop21.org/actions-aeroports-deux-proces-a-paris-bordeaux-2021

avec l'embauche d'une coordinatrice faisant le lien entre les collectifs sur le terrain, les organisations impliquées à l'échelle nationale qui ont plus de temps que les bénévoles de terrain pour travailler sur le sujet et, au niveau international, avec Stay Grounded. Le réseau s'est encore étendu, grâce au travail de chaque entité, avançant dans son champ de compétences et dans sa réalité quotidienne.

Depuis, un tweet de Pascale Reynault, opposante à un projet de construction d'aéroport à Andorre, a été repéré par la coordinatrice du réseau de l'époque, Charène Fleury, qui l'a conviée à participer à une réunion du réseau. Pascale Reynault raconte : « Mon intégration dans les réunions du réseau m'a permis de concrétiser rapidement la création d'une pétition et le lancement de la mobilisation sur le terrain. J'ai eu l'impression de rentrer dans une fourmière avec des connexions très puissantes. J'ai trouvé des gens qui avaient de l'expérience, qui avaient déjà lancé des pétitions et mené des actions. J'ai trouvé de l'aide, de l'énergie et des soutiens actifs. Les réseaux permettent de découvrir rapidement les maillages, que ce soit à l'échelle locale, régionale ou internationale. On s'aperçoit qu'il y a des associations partout. Les collectifs inter-associatifs sont très puissants et permettent de travailler tout de suite sur tous les aspects, juridiques, techniques... On se sent tous partie prenante des luttes qu'on retrouve dans les réunions. Les victoires des un·es sont des victoires collectives et donnent du courage pour continuer. » Le projet

de l'aéroport d'Andorre a été abandonné au bout de trois mois⁶⁰. Pour Audrey Boehly⁶¹, figure de la lutte contre l'extension du terminal 4 de l'aéroport de Roissy, « la clé est de mettre tout en lien. Nous avons pris contact avec les syndicats de pilotes avec qui on pourrait se retrouver sur une partie de nos revendications. » Créer des connexions entre des collectifs dont les liens et les intérêts semblent a priori éloignés, voire opposés, est un moyen d'infiltrer le système pour le faire changer plus rapidement, entraînant la non-coopération de personnes constituant ses piliers. La construction d'alliances stratégiques pourrait permettre la création de réseaux allant jusqu'à rivaliser avec ceux des lobbies dont la force est d'avoir accès à de nombreux bureaux d'institutions privées et publiques.

Une organisation en réseau encourage la construction d'alliances stratégiques. Le rapprochement entre mouvements nourrit les luttes par la richesse de leurs différences, chacun apportant sa vision du monde, sa réalité, sa culture. Une bonne méthode d'organisation peut faire naître de nouveaux projets en reliant les connaissances et les compétences. L'ensemble devient alors plus que la somme des parties.

60. Élodie Ferra, « La mobilisation de Pascale contre l'aéroport d'Andorre : récit d'une victoire retentissante », Blog *Wegreen*; wegreen.fr/group/bienvenue-bord-les-nouveaux-wegreeners/publication/la-mobilisation-de-pascale-contre

61. Sophie Kloetzli, « Audrey Boehly, « dernier rempart » du terminal 4 de Roissy devant la justice », *Libération*, 24 juin 2021.

LA NON-VIOLENCE CONFRONTÉE À SES PARADOXES

Le paradoxe de la résistance non-violente au XXI^e siècle

Un article paru en février 2020 intitulé « Le paradoxe de la résistance non-violente au XXI^e siècle » évoque la poursuite des travaux de la chercheuse américaine Erica Chenoweth⁶² sur la période allant de 2004 à 2019. Ses résultats traduisent une évolution de la capacité de la résistance non-violente à transformer concrètement les choses et à changer le système. Selon ses résultats, la résistance non-violente a perdu en efficacité ces quinze dernières années, alors que, dans le même temps, les mouvements non-violents ont pris de l'ampleur au détriment des rébellions violentes. Elle estime leur taux de succès à 30 % en moyenne en 2018, alors qu'elle l'estimait à 65 % en 2000. Malgré cette baisse sensible, les soulèvements dits violents affichent toujours un degré d'efficacité moindre (de 10 à 20 %).

Cette étude met en perspective une problématique qui doit interroger toutes celles et ceux qui placent la stratégie non-violente au cœur de leur engagement. Dans ses travaux, Chenoweth revient sur la recette du succès, celle qui a fonctionné dans le passé : la création de grands mouvements

62. La première étude réalisée par Erica Chenoweth en collaboration avec Maria J. Stephan sur plus d'un siècle (1900-2006) pour comparer l'efficacité de soulèvements violents et non-violents et analyser les ressorts d'une transition démocratique solide et pérenne est compilée dans le livre *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*, Columbia University Press, 2011, *op. cit.*, chapitre 2 – partie 2.3.

de masse protéiformes ayant des objectifs communs, une forte implication des femmes, une discipline marquée face à la répression et la multiplicité des méthodes utilisées.

On peut en tirer les enseignements suivants :

– Ces vingt dernières années ont vu fleurir de nombreux mouvements et campagnes, avec une participation réduite : 3 % de la population était impliquée dans les grands mouvements des années 1990, contre à peine 1 % depuis 2010 ;

– Les mouvements non-violents comportant une composante dite violente se sont développés (avec une surreprésentation d'hommes dans ces groupes) ;

– La répression du pouvoir en place se fait plus « intelligente » (ou plus sournoise) et la stigmatisation des activistes est de plus en plus systématique, ce qui est facilité par l'introduction de composantes violentes à ces mouvements et par la présence possible d'agents provocateurs⁶³. Précisons que ce phénomène avait déjà été dénoncé par Jean Jaurès après les lois scélérates⁶⁴ de 1894. Ces trois lois avaient été votées en urgence après une série d'attentats anarchistes prenant pour cible les institutions de la III^e République (notamment l'explosion d'une bombe à la Chambre des députés le 9 décembre 1893 et l'assassinat du président

63. Jean Jaurès, Discours du 30 avril 1894.

64. Expression introduite par Francis de Pressensé, président de la ligue des droits de l'homme. Francis de Pressensé, Émile Pouget, *Les Lois scélérates de 1893-1894*, Le Flibustier, 2008.

Sadi Carnot le 24 juin 1894). La première, votée le 11 décembre 1893, prévoyait de punir toute apologie d'un crime ou d'un délit, et donc d'arrêter de manière préventive tout auteure de propos jugés litigieux. La seconde, votée dans la foulée, le 18 décembre, portant sur les associations de malfaiteurs, visait essentiellement les mouvements anarchistes et permettait l'inculpation de toute personne ayant participé de près ou de loin à des réunions de ce type. Elle encourageait également la délation. La troisième enfin, votée le 28 juillet 1894, quelques semaines après le meurtre de Sadi Carnot, interdisait nommément aux anarchistes tout type de propagande. Après la promulgation de ces lois, plusieurs journaux avaient été contraints de s'arrêter et la répression était devenue féroce. Officiellement votées contre les anarchistes, elles s'étaient peu à peu étendues aux socialistes et militant·es politiques de gauche, et même au-delà. L'adoption de lois d'exception sous le coup de l'émotion, qui finissent par devenir la norme, résonne étrangement avec ce que nous vivons actuellement et la montée d'un autoritarisme inquiétant. À l'époque, elles avaient été perçues comme un grave manquement à nos valeurs démocratiques, ce que Jaurès avait exprimé avec force dans un discours célèbre prononcé le 30 avril 1894 à la Chambre des députés.

Le fait que la doctrine actuelle d'emploi des forces de l'ordre soit de plus en plus fondée sur la répression, l'interpellation violente ou le « passage » des manifestant·es dans l'objectif à peine voilé de provoquer des débordements accentue par ailleurs le phénomène

de stigmatisation et l'affaiblissement global des mouvements de lutte.

Que fait le système quand il se sent menacé? Il se cabre et répond en renforçant ses fondations et donc la répression. Il ruse pour diviser ses adversaires, sabote les actions non-violentes en y instillant quelques gouttes de violence qui finissent par colorer toute l'action et invisibiliser le message. À nous de faire en sorte que le système ne s'adapte pas à nos luttes, notamment en formant un grand nombre de stratèges et de citoyen-nés à l'action non-violente.

Erica Chenoweth considère que la résistance non-violente reste une solution souhaitable et à privilégier, à condition que les mouvements acceptent de consacrer plus de temps à la préparation des campagnes, des actions et à la mutualisation des expériences. Selon elle, il faut innover et proposer d'autres méthodes d'action, notamment la non-coopération et la désobéissance civile. Elle insiste aussi sur une planification des campagnes sur la longue durée : tisser des réseaux, mobiliser un nombre important d'activistes fiables et motivés, apprendre à se connaître pour mieux supporter la répression... Cette organisation nécessite de prendre du temps et de procéder à une élaboration stratégique méticuleuse, comme celle en faveur de laquelle nous plaidons dans ce manifeste.

La dialogique de la non-violence

« Se croire possesseur ou possédé par le Vrai c'est déjà s'intoxiquer, c'est se masquer à soi-même ses défaillances et ses carences. Dans le royaume de l'intellect, c'est l'inconscient qui se croit toute conscience. » écrit Edgar Morin

dans le Tome 1 de *La Méthode*⁶⁵. La pratique des luttes non-violentes requiert une analyse régulière de nos actions afin de vérifier qu'elles ne dévient pas de leur but premier et servent toujours l'intérêt général. Notre pratique de construction de rapports de force requiert une conscience claire des risques d'attraction du pouvoir dont nous pourrions jouir à un moment donné, afin de ne point le détourner par la mise en place de nouveaux systèmes de domination. La pratique de la non-violence nous aide à analyser les mécanismes de fascination des flammes du pouvoir pour ne pas nous brûler les ailes.

> Qui peut se prétendre non-violent-e ?

La pratique de la non-violence nous confronte à la part de violence présente en nous et dans nos organisations. Elle nous pousse à en prendre conscience, à apprendre à la maîtriser pour ne pas se laisser déborder par elle, et à mettre en place des outils structurels pour que la culture de la non-violence remplace celle de la violence à tous les niveaux. Chaque jour, il est nécessaire de se rappeler l'exigence que demande la pratique de la non-violence pour dompter les instincts et biais qui nous guettent en permanence. La non-violence n'est pas une étiquette, sous peine de couvrir, comme tout label, nos déviances d'êtres humains imparfaits, animés de pulsions contradictoires. Déclarer « je suis non-violent-e » revient à s'enfermer dans une posture

65. Edgar Morin, *La Méthode, 1 - La nature de la nature, op.cit.*, p. 24.

imperméable à l'incertitude du réel et à l'autocritique. La non-violence n'est pas un état. Elle est une aspiration à un idéal de vie respectueuse du vivant dans la singularité de ses êtres et dans son ensemble. Elle est la fin et le moyen. Elle est un chemin, un éternel recommencement qui demande rigueur, discipline et courage pour ne pas céder au renoncement devant l'exigence qu'elle requiert.

> Cultiver le lâcher prise

La pratique de l'activisme nous amène à côtoyer des personnes ayant, comme nous, des niveaux de conscience élevés sur certaines problématiques et une vision du changement sociétal. Des moments vécus dans d'autres cercles – familiaux, amicaux, dans le monde du travail ou ailleurs – peuvent se révéler difficiles lorsqu'ils nous font réaliser le manque de connaissances générales et d'analyses dans les domaines qui nous tiennent à cœur. La lucidité découlant des prises de conscience peut nous rendre beaucoup plus sensibles à l'injustice et à la violence qui nous entourent. La dissidence culturelle dans laquelle nous entrons peut nous amener à être confrontées à des réactions blessantes de nos proches, déboussolées par nos revendications politiques souvent accompagnées d'un changement de notre mode de vie.

Dans son ouvrage *L'éco-anxiété*, Alice Desbiolles, médecin de santé publique et épidémiologiste, définit l'éco-anxiété⁶⁶

66. Dr Alice Desbiolles, *L'éco-anxiété*, Fayard, 2020.

comme « l'inquiétude anticipatoire que peuvent provoquer les différents scénarii établis par des scientifiques – comme ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – sur la viabilité de la planète dans les décennies à venir » et décrypte les mécanismes psychologiques et socio-culturels qui la sous-tendent. Selon Laelia Benoit, pédopsychiatre et diplômée en sociologie, « si les parents ne racontent pas qu'eux aussi sont inquiets [par rapport à l'aggravation du dérèglement climatique] et prêts à changer des choses, les plus jeunes se sentent très seuls⁶⁷ ». Cette confrontation aux autres – notamment à nos proches – peut donc être violente et désespérante. Elle nous rappelle que nous ne sommes que de petites gouttes d'eau au milieu de l'océan, essayant de nager à contre-courant d'une culture destructrice hégémonique. Le dépit, ou la colère, peuvent laisser de la latitude au jugement (qui n'est jamais très loin) et à la tentation de faire la morale aux « inconscient-es », dans un réflexe de mise à distance de railleries et de consolation d'être du côté des « bien-pensantes ». C'est à ce moment-là que la pratique de la non-violence nous rappelle que nous ne détenons pas la vérité. Son application nous évite d'entrer dans un dogmatisme repoussant et contre-productif.

Nous avons toutes et tous cheminé jusqu'à un certain niveau de conscience et d'engagement. Et ce n'est pas fini. La non-violence part du principe que nous sommes en

67. Ingrid Merckx, « Les ados de plus en plus anxieux face à la crise climatique et "à un vide qui déclenche une énorme colère" », *Basta!*, 23 juillet 2021.

perpétuelle évolution. Tout individu est capable de suivre un cheminement dans sa conception de la vie et d'opérer des changements dans ses pensées et ses actes. Ce qu'on appelle « crises de la quarantaine ou de la cinquantaine » ne sont-elles pas des crises existentielles où les individus font le bilan sur leur vie jusqu'à parfois la mettre sens dessus dessous ?

Nous ne sommes pas nous-mêmes des modèles de vie parfaite. Nous avons nos incohérences, nos incertitudes, des angles morts dans nos champs de connaissance. Même si la plupart des activistes essaient de mettre en accord leurs modes de vie et leurs idées⁶⁸, nous sommes en échec perpétuel pour mettre nos vies en cohérence parfaite avec nos aspirations, puisque nous nous heurtons en permanence aux murs du système de consommation. Faire la morale est une manière de bloquer une discussion, et non celle d'ouvrir une porte vers l'engagement. Cela ne procure en aucun cas un soulagement face à la hauteur de la montagne qu'il reste à gravir. Les démonstrations rationnelles ne sont pas les moteurs de l'action. Si c'était le cas, l'humanité aurait arrêté d'émettre des gaz à effet de serre depuis la parution du rapport « The Limits to Growth » en

68. Un des résultats de l'enquête « Il est temps » du collectif de sociologues Quantité Critique et Arte, 133 questions sur l'état du monde et de notre société auxquelles 200 000 personnes ont répondu.

1972⁶⁹. C'est avant tout la conviction et l'énergie que nous mettons pour parler de nos luttes et de nos façons de vivre qui peuvent susciter des émotions. Le cœur reste la porte ouverte vers l'action. Il nous faut renoncer à convaincre pour convaincre.

Dans ces moments de forte charge émotionnelle négative et pour ne pas basculer dans le cynisme, il est nécessaire de cultiver la générosité, envers soi – pour ne pas se dire que nos actions ne sont pas utiles – et envers les autres – leur donner une chance et tout simplement les respecter. Trouver des moyens de recharger notre énergie et, comme aime le répéter Axel Lattuada, comédien de la série pédagogique « Et tout le monde s'en fout », « prendre soin de soi et cultiver la joie⁷⁰ ». Les moments conviviaux au sein des cercles activistes permettent de trouver la force de continuer à nager à contre-courant. Christian Bobin le décrit bien dans *La Dame blanche* : « Il n'y a pas de plus grande joie que de connaître quelqu'un qui voit le même monde que nous. C'est apprendre que l'on n'était pas fou⁷¹ ». L'amour, la solidarité et le partage sont cultivés dans les mouvements

69. Donella Meadows, Dennis Meadows, Jørgen Randers, William W. Behrens III, "The limits to the growth", Universe Books, 1972. Commandé par le Club de Rome, ce rapport, surnommé « Rapport Meadows » établissait, après étude du système de fonctionnement de nos sociétés dans la complexité des interactions entre population, économie et environnement, les conséquences dramatiques d'une croissance exponentielle, sans limite, dans un monde fini.

70. Axel Lattuada, le SAV des émotions, comédien de la web série pédagogique *Et tout le monde s'en fout*, Mia Productions.

71. Christian Bobin, *La Dame blanche*, Gallimard, 2007.

mettant en pratique l'esprit de la non-violence, ce qui crée de nouveaux types d'interactions. Avant de vivre une telle expérience, il nous est d'ailleurs difficile d'imaginer qu'elle soit possible.

Après avoir séjourné en Inde dans sa communauté, Jeanne Burgart Goutal cite Vandana Shiva : « En Inde, il y a tellement de cultures différentes. Il faut les respecter. On ne peut pas changer la façon dont les gens voient le monde. Ce qu'on peut changer, c'est notre propre façon de faire. À Navdanya, nous sommes gandhistes, notre démarche est donc fondée sur l'action non-violente. Nous ne forçons pas les gens à changer ni même à croire. Nous leur montrons juste d'autres manières de faire. Nous leur montrons qu'il y a des options, des choix possibles. Libre à eux d'essayer ou de refuser. C'est seulement si les gens désirent d'eux-mêmes changer qu'on peut les aider. »⁷²

La non-violence nous conduit à l'ouverture d'esprit. Pour Edgar Morin : « Les ex-violents doivent être compris et reconnus, non seulement dans leur rôle irremplaçable contre la violence devenue folle, mais comme frères⁷³. » Nous avons beaucoup à apprendre des personnes comme Yazid Kherfi⁷⁴. Cet ancien braqueur sillonne les quartiers sensibles dans un camping-car pour faire de la prévention, et agit au niveau du système pénitentiaire pour aboutir à une

72. Jeanne Burgart Goutal, *Être écoféministe*, op.cit.

73. Edgar Morin, *Sur la crise*, op.cit., p. 135.

74. Yazid Kherfi, *Guerrier non violent. Mon combat pour les quartiers*, La Découverte, 2017.

réduction du nombre de récidives par une prise en charge différente des condamnés.

La non-violence dévoyée dans sa pratique

« Le génie, l'amour, la sainteté méritent pleinement le reproche qu'on leur fait parfois de tendre à détruire ce qui est, sans rien construire à la place. Quant à ceux qui veulent penser, aimer, et transporter en toute pureté dans l'action politique ce que leur inspirent leur esprit et leur cœur, ils ne peuvent que périr égorgés, abandonnés même des leurs, flétris après leur mort par l'histoire, comme ont fait les Gracques⁷⁵ » écrivait Simone Weil dans « Méditation sur l'obéissance et la liberté ».

Le refus du conflit et de l'affirmation d'une divergence d'opinion pour « ne blesser personne » ou pour arriver à un « consensus » à tout prix, au risque de sacrifier un projet politique, mène à l'inaction et à la procrastination. Dans un groupe, une décision non prise est une décision prise par défaut, avec des conséquences qui sont toujours moins bien vécues que si le processus de décision démocratique avait abouti. La poursuite de l'idéal irréaliste de n'engendrer soi-même aucune violence reviendrait à entrer dans un modèle de passivité, susceptible d'engendrer lui-même de la violence. Refuser les désaccords ouverts, éviter toute confrontation pour cultiver son propre bien-être, a un petit arrière-goût des projets de développement personnel dont

75. Simone Weil, « Méditation sur l'obéissance et la liberté », in *Œuvres*, Gallimard, coll. « Quarto », 1999, p. 489 - 493.

les offres inondent nos écrans et les étagères des librairies. Mais le recentrement sur soi, dans un cocon, n'est pas le but ultime de la non-violence telle que nous l'approchons : un outil de profonde transformation sociétale. La métamorphose que doit opérer l'humanité va s'accompagner de mutations individuelles, mais elle est avant tout un défi collectif dont la réussite va dépendre de notre capacité à coopérer et à nous organiser.

La communication non-violente, outil de plus en plus répandu dans la société, très usitée dans les mouvements de luttes non-violentes, a pour objectif de permettre une meilleure communication entre les personnes. Un des ouvrages référence sur le sujet est celui de Marshall Rosenberg *Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs)*⁷⁶. Elle constitue également un des outils de la résolution des conflits. Les protagonistes sont incitées à exprimer leurs émotions à la première personne, en s'abstenant de tout jugement sur l'autre. Le « je » remplace le « tu » qui « tue ». La communication non-violente est de plus en plus enseignée, notamment au sein d'entreprises parties prenantes du système actuel. Son utilisation, lorsqu'elle n'est pas sous-tendue par le projet politique de la non-violence, peut donc mettre de l'huile dans les rouages du système, et servir d'outil de maintien des individus dans une oppression déguisée. C'est le cas des entreprises ou start-up qui, sous couvert de « coolitude », de bonnes pratiques de

76. Marshall Rosenberg *Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs)*, La Découverte, 2016.

communication et d'horizontalité, où l'on troque le respect contre du café gratuit et un babyfoot, ont développé une nouvelle forme d'auto-exploitation⁷⁷ des employées, s'appuyant sur une demande toujours plus forte de « flexibilité » et une injonction particulièrement insidieuse à ne pas compter son temps et à s'identifier à sa marque. Enfin, les mots les plus violents peuvent être prononcés un sourire aux lèvres. C'est l'intention de la non-violence et pas seulement le maniement de ses outils qui sous-tend sa réalisation.

La non-violence n'est pas un laissez-passer individuel. Lors de réunions animées avec ces méthodes de communication, il est important de ne pas se laisser imposer des sujets de discussion au motif que les exclure serait violent pour la personne en faisant la proposition. Ici encore, seuls les faits permettent d'évaluer la situation. Dans ce cas, ça pourrait être celle du non-respect du travail des militantes ayant préparé l'ordre du jour et l'animation d'une réunion. Enfin, même si pour inclure il faut parfois exclure une personne qui déstabilise le groupe, le travail de médiation permis par la non-violence est à privilégier pour nous prémunir des effets de meute se retournant contre une personne qui perd alors toute chance de réintégrer le collectif.

La non-violence est un outil puissant. Elle doit être source de clairvoyance nous gardant de sombrer dans le mensonge des étendards de la « pureté », ou de nous vautrer

77. Catherine Abou El Khair, « Le côté obscur des start-up », *Le Monde*, 15 septembre 2016.

dans le jugement réflexe qui maintient les rapports de domination. Elle doit être source d'énergie pour nous donner la force morale de prendre du recul afin de maîtriser nos émotions et ne pas perdre de vue qu'un être humain ne se résume pas aux actions qu'il entreprend à un instant T. Chaque personne doit avoir une possibilité de rédemption. La non-violence doit nous aider à faire notre autocritique ainsi que celle de nos mouvements pour régler les problèmes qui nous empêchent d'avancer de manière efficace et constructive dans nos luttes.

CONCLUSION

LA LUTTE NON-VIOLENTE OU L'ART DE LA JOIE

Mali, Liban, Haïti, Colombie, Pays basque, États-Unis, Serbie, France, Inde, Argentine, Israël, Portugal, Royaume-Uni... Les luttes non-violentes convoquées pour illustrer les différents aspects de ce manifeste nous ont fait voyager aux quatre coins du monde. La non-violence est la première arme des sans terre, des sans-voix, de celles et ceux qui n'ont rien d'autre à perdre qu'une vie dans la précarité.

«J'ai la chair de poule quand je rencontre des gens d'autres endroits qui comprennent l'impact de ce qui s'est passé, ce qu'il signifie. C'est vraiment... je ne sais pas si magique est le mot juste, mais c'est tellement énorme, il y a tellement d'émotion. Si quelqu'un m'avait dit avant "voilà ce qui va t'arriver", je ne l'aurais pas cru parce que dans cette assemblée nous ne sommes que des voisins, des étudiants, des enseignants, des femmes au foyer et des ouvriers»¹, relatait Vanessa Sartori, l'une des fondatrices et activistes de l'assemblée de Malvinas dont la lutte

1. Marina Sitrin, «Argentine: "Si nous réussissons à arrêter Monsanto, nous pouvons changer le monde"», *Ritimo/Tele SUR*, 12 mai 2015.

à visage découvert a bloqué l'implantation d'une usine de Monsanto dans son village.

La lutte nous surprend. La non-violence nous désarçonne en même temps qu'elle nous donne des outils de défense et de création, assortis de forces extraordinaires. La tâche d'expliquer la non-violence est ardue, presque impossible. La non-violence, nous la vivons dans nos corps, dans nos âmes, dans nos cœurs, au contact des autres. « Tout ce qu'il y a de plus haut dans la vie humaine, tout effort de pensée, tout effort d'amour est corrosif pour l'ordre », disait Simone Weil dans sa « Méditation sur l'obéissance et la liberté ». La culture de la non-violence forge des esprits offensifs et bienveillants qui mènent la lutte dans la joie. Quelqu'un de triste résiste moins et obéit par défaut. La non-violence fait jaillir la force créatrice de l'indignation. Quelque chose d'intense. La fermeté alliée à l'empathie. La détermination alliée à la force morale. Une fougue qui transforme nos êtres.

Chaque lutte, chaque personne réinvente une nouvelle voie vers la non-violence, en suivant les méthodes d'organisation rigoureuses d'actions politiques visant à construire des rapports de force pour gagner des victoires et faire changer le monde. La convivialité et la solidarité compensent les moments de doute, de surmenage. La joie sèche les larmes de fatigue.

Écouter les informations, lire des rapports sur toutes sortes d'injustices, ou simplement survivre à un repas de famille... La futilité de la vie nous apparaît parfois dans toute sa nudité. Minuscule fourmi perdue dans des millions de fourmilières... Comment faire pour entretenir

la flamme de l'activisme ? Cette rage que nous avons au fond de nous ? Sans qu'elle nous ronge de l'intérieur nous laissant toute desséchée ? Une réponse consiste à continuer à agir, à créer des liens, à imaginer et réinventer au quotidien le monde que l'on veut. Les mains dans le cambouis, les pensées s'affûtent, les angoisses se diluent et les cœurs gonflent. L'action collective donne des ailes. Elle prouve que la différence entre le possible et l'impossible est la détermination. Il y a encore tant de vies à sauver, tant de beauté à préserver. Cette rage, il faut la garder dans son cœur et l'utiliser comme un moteur, la caresser quand elle est essoufflée avec la bienveillance qu'on accorde à un enfant et préserver notre âme sans la laisser se gâter par la médiocrité.

La lutte commence aujourd'hui, dans notre quotidien, à notre échelle, en rassemblant quelques personnes de notre entourage ou en rejoignant des groupes de citoyen·nes engagés, et en se formant à la lutte non-violente pour se munir d'outils d'intelligence collective et émotionnelle. Eleanor Roosevelt disait : « Et puis au fond, les droits humains universels, où est-ce que cela commence ? Eh bien, ça commence près de chez vous. C'est si près de chacun et si minuscule qu'on ne peut pas mettre ça sur une carte. Et pourtant, ces endroits sont un monde entier pour l'individu ; le quartier où il vit ; l'école ou le collège où vont ses enfants ; l'usine, la ferme ou le bureau où il travaille². »

2. Citation extraite du livret pédagogique d'Amnesty International sur les propositions de formation aux droits humains dans les écoles.

La pratique de la non-violence nous amène à nous dépasser, à nous confronter à la violence des systèmes destructeurs que nous voulons faire changer en gardant à l'esprit notre objectif de marcher sur une ligne de crête. D'un côté se trouvent les actions non-violentes encore trop timides qui ne permettent pas de créer des rapports de force. De l'autre se trouvent les actions perçues comme violentes par l'opinion publique, qui peuvent nous desservir. C'est ce milieu vers lequel il faut tendre, cette ligne sur laquelle il nous faut avancer pas à pas, la rage au ventre, avec la créativité des artistes et l'ingéniosité d'un schéma de pensée hors des sentiers battus.

La lutte non-violente réconcilie l'humain avec sa fin certaine. Elle donne la force de quitter une situation invivable tout en créant les conditions d'une vie meilleure. Elle donne le courage de dire non à la violence et de lui faire face, ensemble. Les collectifs cultivant la lutte non-violente en leur sein sont des mains tendues vers une évolution de l'espèce humaine, une promesse de ne pas se retrouver seules dans l'adversité.

Il n'existe pas un modèle unique, un calque à reproduire partout. Chaque peuple, chaque territoire doit trouver ses propres transformations et s'organiser en collectifs pour être plus fortes, ensemble, afin de développer des alternatives non-violentes et résister aux projets destructeurs pour construire des sociétés soutenables, solidaires et justes.

« Ne doutez pas qu'un petit groupe de citoyen·nes engagées et réfléchies puisse changer le monde. En réalité, c'est toujours ce qui s'est passé » disait Margaret Mead, une

célèbre anthropologue américaine. À nous de faire grandir ce groupe et de nous organiser pour faire fleurir sur tous les territoires une véritable révolution non-violente, avec courage et détermination.

Agir fait vivre au présent. Le passé n'existe pas. Le futur n'existe pas. Nos actions ont un impact. Elles nous façonnent et inventent le monde qui nous entoure.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	15
---------------------	----

I. LA NON-VIOLENCE, HISTOIRE ET PRINCIPES D'UNE TROISIÈME VOIE « RÉVOLUTIONNAIRE »	21
---	----

De quoi la violence est-elle le nom ?	21
Fondements de la non-violence et de la stratégie de lutte non-violente	33
La révolution non-violente	59
La radicalité, un concept clé aujourd'hui dans la stratégie non-violente	80

II. ENJEUX ACTUELS	89
---------------------------	----

Le monde aujourd'hui	89
Pourquoi la non-violence peut-elle tout changer ?	120

III. STRUCTURER UNE STRATÉGIE DE LUTTE	169
---	-----

Mettre en place une stratégie construite	169
Une organisation efficace	177
Respecter ses adversaires	182
Les critères de l'action non-violente	187
Le choix démocratique de la stratégie de lutte	191

IV. PROPOSITIONS ET PISTES DE RÉFLEXION	197
--	-----

La non-violence ne protège ni de la répression, ni de la violence	197
Articulation des luttes : alternatives et résistance	206
La non-violence confrontée à ses paradoxes	235

CONCLUSION - LA LUTTE NON-VIOLENTE OU L'ART DE LA JOIE	249
---	-----

